

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE RÉGIME FISCAL

DES

VALEURS MOBILIÈRES

ET DES

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES
Présentée et soutenue le *Mercredi 10 Juin 1925*, à 15 heures 1/2

PAR
Jacques GUILHOT
INSPECTEUR ADJOINT DE L'ENREGISTREMENT

Président : M. LESCURE, Professeur.
Suffragants : { MM. WAHL, Professeur.
{ PILON, Professeur.

FONTENAY-AUX-ROSES
IMPRIMERIE LOUIS BELLENAND ET FILS

1925

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE RÉGIME FISCAL

DES

VALEURS MOBILIÈRES

ET DES

SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

Présentée et soutenue le *Mercredi 10 Juin 1925*, à 15 heures 1/2

PAR

Jacques GUILHOT

INSPECTEUR ADJOINT DE L'ENREGISTREMENT

Président : M. LESCURE, Professeur.

Suffragants : { MM. WAHL, *Professeur.*
PILON, *Professeur.*

FONTENAY-AUX-ROSES

IMPRIMERIE LOUIS BELLENAND ET FILS

1925

La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.



LE RÉGIME FISCAL

DES VALEURS MOBILIÈRES

ET DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES EN FRANCE

INTRODUCTION

On désigne sous le terme de « *valeurs mobilières* » les titres représentatifs d'emprunts d'Etats et de collectivités locales (provinces, départements, municipalités) ou d'actions, d'obligations ou de parts de fondateur de sociétés. Ce sont, par conséquent, des écrits juridiques qui confèrent à leurs propriétaires certains droits : droits de créance, s'il s'agit de fonds d'Etats ou d'obligations ; droits de co-propriété sur les biens d'une société s'il s'agit d'actions ou de parts de fondateur. Mais leur principal caractère est d'être transmissibles sans l'accomplissement des formalités prescrites par l'art. 1190 du Code civil pour les cessions de créances. Leur mutation s'effectue par simple tradition, si elles sont au porteur, par endossement, si elles sont à ordre, ou par une déclaration de transfert, si elles sont nominatives.

Sans doute parce qu'elles étaient peu nombreuses à la fin du XVIII^e siècle, les lois fiscales de l'an VII ne les ont soumises à aucune taxation spéciale. Leur développement, au cours du XIX^e siècle, attira cependant l'attention du législateur et, à partir de 1850, elles subirent les attaques

répétées du fisc. Elles sont devenues, à l'heure actuelle, selon le mot célèbre d'un député, « la bête de somme du budget ».

Comme tous autres biens, meubles ou immeubles, elles supportent des droits de mutation entre vifs et par décès ; elles sont indirectement grevées par les droits d'actes qui grèvent la constitution et la dissolution d'une société ou les contrats d'emprunts ; elles subissent également une taxe sur les opérations de bourse qui présente, dans notre législation, le caractère d'un droit de timbre sur les bordereaux de négociation. Mais, en plus de ces charges, elles sont assujetties à trois sortes d'impôts :

1^o Un droit de timbre, qui vise la création matérielle du titre ;

2^o Un droit de transmission, qui frappe sa mutation à titre onéreux ;

3^o Un impôt sur le revenu, qui atteint son produit.

Le recouvrement de ces trois taxes sur les valeurs mobilières françaises est relativement facile grâce au dédoublement de l'incidence légale qui a été organisé. La charge définitive de l'imposition retombe sur les propriétaires des valeurs, l'avance en étant faite par les établissements émetteurs.

L'obligation imposée aux sociétés et aux personnes morales publiques d'acquitter les droits exigibles sur leurs titres réunit, en principe et en fait, de sérieux avantages. Non seulement la part de l'Etat est prélevée à la source de la richesse, mais encore le Trésor se trouve en face d'un nombre moins considérable de débiteurs ; ceux-ci présentent presque toujours de sérieuses garanties de solvabilité ; ils sont, en tous cas, plus faciles à atteindre que des particuliers très dispersés et contre lesquels l'Administration ne pourrait souvent exercer aucune action utile.

Ce système très satisfaisant pour les valeurs mobilières françaises, parce qu'elles sont émises par des établissements dont le siège est dans notre pays, a paru difficilement applicable aux valeurs mobilières étrangères (1). Le principe de la souveraineté des Etats s'opposant d'une manière absolue au recouvrement des impôts d'un pays au delà de ses frontières, le fisc n'a aucune action directe pour contraindre les établissements dont le siège est à l'étranger à faire l'avance des droits exigibles sur leurs titres.

Comment, dans ces conditions, organiser la perception des trois taxes sur les valeurs mobilières étrangères ?

La législation fiscale actuelle envisage deux moyens :

1^o Contraindre indirectement les établissements étrangers à acquitter les impôts dus sur leurs titres, en les obligeant à faire agréer un représentant responsable des droits ou à fournir un cautionnement : c'est le régime dit de l'abonnement, qui est de droit commun pour les valeurs étrangères autres que les fonds d'Etats.

2^o S'adresser directement aux porteurs et leur réclamer individuellement le montant des taxes exigibles sur les titres qu'ils possèdent : c'est le régime dit des valeurs non abonnées, qui est de droit commun pour les fonds d'Etats et d'exception pour les autres valeurs.

Ce double système de taxation fait l'objet de nombreuses critiques. On lui reproche, tout d'abord, sa complexité. Puis, on fait ressortir les différences de traitement entre les valeurs étrangères suivant qu'elles sont ou non soumises au régime de l'abonnement. Le régime des valeurs non abonnées serait loin d'assurer une perception régu-

(1) Nous n'aborderons pas dans cette étude la question de la nationalité des sociétés, le critérium du siège social pour fixer la nationalité des sociétés étant unanimement adopté par la doctrine et la jurisprudence en matière fiscale (Macquéro, T. A., 2^e éd., *Val. mobil. étr.* n^o 3; *Cass.*, 20 juin 1870; D. P. 70-1-416; — S. 70-1-373).

Nous considérerons donc toujours comme valeurs mobilières françaises celles émises par des établissements dont le siège est en France et comme valeurs étrangères celles émises par des établissements dont le siège est à l'étranger.

lière de l'impôt et placerait ces valeurs dans une situation fiscale de faveur par rapport aux valeurs françaises. Le régime de l'abonnement tel qu'il est actuellement organisé serait, par contre, très onéreux pour les établissements émetteurs ; enfin, reproche plus grave, le représentant responsable ou le cautionnement ne seraient pour le Trésor que des garanties illusoires ou, tout au moins, insuffisantes pour obliger les collectivités étrangères à rester soumises au régime de l'abonnement (1).

Avant d'examiner dans quelle mesure ces critiques sont fondées et de rechercher les moyens d'améliorer le régime fiscal des valeurs mobilières étrangères, nous estimons utile d'exposer les principes du droit fiscal qui régissent la matière et de faire une étude spéciale du représentant responsable et du cautionnement.

En conséquence, notre ouvrage sera divisé en trois parties :

- 1^o Exposé du régime fiscal actuel des valeurs mobilières étrangères ;
- 2^o Etude du représentant responsable et du cautionnement ;
- 3^o Critique du régime actuel et projets de réformes.

(1) On adresse aussi à notre régime fiscal des valeurs mobilières étrangères une critique d'une portée beaucoup plus étendue puisqu'elle s'attache aussi bien au système de taxation des valeurs françaises qu'aux systèmes de taxation des valeurs étrangères : les procédés adoptés par la législation française pour la perception des impôts sur les valeurs mobilières ne tiennent pas compte, en général, des impôts perçus par les fisco étrangers, soit sur les titres étrangers possédés en France par des Français, soit sur les titres français possédés à l'étranger par des étrangers. Il s'ensuit des doubles impositions. Ces doubles impositions peuvent-elles être évitées ? Nous n'aborderons pas dans notre ouvrage l'étude de ce problème pour la solution duquel il faudrait rechercher d'abord les principes généraux qui dominent à l'étranger la perception des impôts sur les valeurs mobilières, ce qui dépasserait considérablement le cadre que nous nous sommes proposé. Au surplus, la question se rattache plus étroitement à celle de la double imposition, en général, qu'au régime fiscal des valeurs mobilières proprement dit. Nous nous bornons à faire connaître qu'elle est actuellement à l'étude à la Société des Nations, mais que, jusqu'à ce jour, il n'a été conclu entre la France et les autres pays aucun arrangement ou convention ayant pour objet de réglementer et de mettre en harmonie les législations fiscales applicables dans les divers États en matière de valeurs mobilières en vue d'éviter les doubles impositions.

PREMIÈRE PARTIE

Les lois et les décrets qui ont organisé le régime fiscal des valeurs mobilières étrangères ont toujours eu le même but : faire supporter aux valeurs étrangères des charges fiscales équivalentes à celles qui pèsent sur les valeurs françaises.

Le principe de l'équivalence domine, par suite, toute la question. Mais, pour mettre ce principe en application, les dispositions législatives ou réglementaires qui régissent la matière ont envisagé des moyens différents. La plupart ont cherché à contraindre les collectivités étrangères à se soumettre à un régime analogue à celui des collectivités françaises et à faire l'avance des droits exigibles sur leurs titres circulant en France : ce sont celles qui ont institué ou organisé le régime de l'abonnement. Cependant, d'autres se sont adressées directement aux porteurs : ce sont celles relatives aux fonds d'Etats et aux valeurs non abonnées.

Cette double tendance, qui explique les deux systèmes du régime fiscal actuel, est déjà une source de complexité ; mais cette complexité se trouve accrue de ce que le fisc français impose non seulement les titres étrangers du marché français, mais encore le revenu des capitaux mobiliers engagés dans des sociétés étrangères dont les titres ne circulent pas dans notre pays, mais qui y possèdent des exploitations.

Aussi, pour exposer le plus clairement possible le régime fiscal actuel des valeurs mobilières étrangères, diviserons-nous cette partie de notre ouvrage en quatre chapitres :

Chapitre I^{er} : Exposé chronologique de la législation en la matière.

Chapitre II : Régime de l'abonnement.

Chapitre III : Régime des valeurs non abonnées.

Chapitre IV : Règles de perception relatives à l'impôt sur le revenu dû par les sociétés étrangères dont les titres ne circulent pas dans notre pays, mais qui y possèdent des exploitations.

CHAPITRE PREMIER

Exposé chronologique

Au début du siècle dernier, les valeurs mobilières étrangères étaient presque inconnues sur le marché français. Leur apparition date de la Restauration ; mais encore peu nombreuses, elles consistaient principalement en fonds d'Etats. Elles se multiplient surtout dans la seconde moitié du XIX^e siècle avec la création des grandes compagnies de chemins de fer.

La réglementation officielle du marché progresse avec elles.

Un arrêt du Conseil du Roi, en date du 7 août 1785, avait interdit aux agents de change de coter toute espèce de valeurs mobilières étrangères. Cette prohibition fut partiellement levée par une ordonnance du 12 novembre 1823 pour les fonds d'Etats et par un décret du 22 mai 1858 pour les titres émis par les compagnies étrangères de chemins de fer (1) La première réglementation générale du marché officiel des titres étrangers n'a été faite que par le décret du 6 février 1880. Ce texte, légèrement modifié par le décret du 1^{er} décembre 1893, règle encore à l'heure actuelle les conditions d'inscription à la cote officielle des valeurs mobilières étrangères.

En principe, l'admission ou le refus des titres étrangers à la cote officielle est laissé à l'entière appréciation de la Chambre syndicale des agents de change ; mais, en fait, le Gouvernement dispose d'un pouvoir absolu de contrôle

(1) En fait, dès 1854, on avait commencé, mais en vertu d'une simple tolérance seulement, à admettre à la cote de la Bourse des titres de compagnies étrangères. C'est ce qui explique que les règles fiscales de la loi du 23 juin 1857 ont pu être antérieures à la réglementation officielle du marché.

sur le marché officiel puisqu'aux termes de l'article 5 du décret, le Ministre des Finances peut toujours interdire la négociation en France d'une valeur étrangère.

Le *marché libre* n'a fait l'objet d'aucune réglementation jusqu'à la loi du 30 janvier 1907, qui interdit, sous peine d'amendes très élevées et de poursuites correctionnelles, d'émettre ou d'introduire en France des titres, quelle qu'en soit la nature, sans faire précéder ces opérations de formalités de publicité au *Journal officiel*.

Depuis la guerre, une loi du 31 mai 1916 interdit l'émission, l'exposition, la mise en vente et l'introduction sur le marché français de toute espèce de valeurs mobilières étrangères sans une autorisation spéciale du ministre des Finances.

Parallèlement à cette réglementation, mais sans aucune corrélation, la législation fiscale s'est attachée à faire supporter aux valeurs mobilières étrangères les mêmes impôts dont elle grevait les valeurs mobilières françaises. A ce point de vue, on peut distinguer quatre périodes dans cette évolution. La première va jusqu'à la loi du 23 juin 1857 ; la seconde, de la loi du 23 juin 1857 à la loi du 29 juin 1872 ; la troisième, de la loi du 29 juin 1872 jusqu'à la fin du siècle dernier, et la dernière, celle qui commence avec le *xx^e* siècle.

PREMIÈRE PÉRIODE

Pendant cette période, les valeurs mobilières étrangères n'étaient soumises qu'aux droits de timbre institués par la loi du 13 brumaire an VII : c'étaient un droit proportionnel à la dimension du titre pour les actions et un droit proportionnel à la valeur nominale pour les obligations et autres titres d'emprunts. Ces droits, dont les tarifs étaient relativement faibles, n'étaient, en outre, exigibles que lorsque les titres étaient produits en justice ou énoncés dans un acte soumis à l'enregistrement.

DEUXIÈME PÉRIODE

La loi du 5 juin 1850 qui avait édicté un droit de timbre spécial pour les titres des collectivités françaises avait laissé les titres étrangers en dehors de ses prévisions. Cette anomalie disparut lorsque la loi du 23 juin 1857 créa la taxe de transmission. Et dès cette époque apparaît le système de l'abonnement.

Aux termes de l'art. 9 de cette loi. Les actions et obligations émises par les sociétés, compagnies ou entreprises étrangères sont soumises en France à des droits équivalents à ceux qui sont établis par la présente loi (droit de transmission) et par celle du 5 juin 1850, sur les valeurs françaises : elles ne pourront être cotées et négociées en France qu'en se soumettant à l'acquittement de ces droits.

Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établissement et de perception de ces droits dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital social. Le même règlement déterminera toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

Le règlement d'administration publique prévu par cette disposition est celui du 17 juillet 1857, dont les art. 10 et 11 sont ainsi conçus :

ART. 10. — Pour l'exécution de l'art. 9 de la loi, les sociétés, compagnies ou entreprises étrangères qui ont été autorisées à faire coter leurs actions et obligations, soit à la Bourse de Paris, soit aux bourses départementales, seront tenues, dans les deux mois de la promulgation de la loi, de désigner un représentant responsable en France et de le faire agréer par le Ministre des Finances, sous peine de se voir retirer l'autorisation dont elles jouissent.

Toute compagnie qui, à l'avenir, sera autorisée à faire coter ses titres en France devra également faire agréer par le Ministre des Finances un représentant responsable.

Ces sociétés, compagnies et entreprises mentionnées aux deux paragraphes précédents remettront au Ministre des Finances une déclaration indiquant le nombre de leurs actions et obligations qui devra servir de base à l'impôt. Ce nombre sera fixé par le Ministre des Finances.

Ces sociétés, compagnies et entreprises payeront pour leurs actions et obligations soumises à l'impôt une taxe annuelle et obligatoire de 0 fr. 12 %, conformément au § 2 de l'article 6 de la loi du 23 juin 1857, sans faire aucune distinction entre les titres nominatifs et les titres au porteur.

Les dispositions des articles 5 et 7 du présent règlement, relatives aux époques de paiement et à la fixation du cours moyen, seront applicables aux valeurs étrangères.

ART. 11. — Le droit de timbre auquel sont assujetties les actions et obligations émises par les sociétés françaises sera acquitté par les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres sont ou seront cotés en France. Ce droit sera établi sur la quotité du capital déclaré, conformément à l'article 10 du présent règlement et payé suivant le mode prescrit par les articles 22 et 31 de la loi du 15 juin 1850 (1).

Un avis officiel inséré au *Moniteur* équivaldra à l'apposition du timbre.

Un décret du 11 janvier 1862, abrogé par celui du 11 décembre 1864 déterminait les bases d'après lesquelles la quotité imposable devait être fixée par le Ministre des Finances. Cette quotité serait de la moitié du capital social si les titres circulaient à la fois en France et à l'étranger et de la totalité « pour les sociétés, compagnies et entreprises dont il est notoire que les titres circulent particulièrement en France ».

La loi du 13 mai 1863, dans ses art. 6 et 7, fixe le tarif et les conditions d'exigibilité du droit de timbre des fonds d'Etats.

ART. 6. — A dater du 1^{er} juillet 1863 sont soumis à un droit de timbre de 0 fr. 50 par 100 francs ou fraction de 100 francs du montant de leur valeur nominale les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers, quelle qu'ait été l'époque de leur création.

La valeur des monnaies étrangères en monnaie française sera fixée annuellement par un décret.

ART. 7. — Aucune transmission des titres énoncés en l'article précédent ne peut avoir lieu avant que ces titres aient acquitté le droit de timbre.

En cas de contravention, le propriétaire du titre et l'agent de change, ou tout autre officier public qui aura concouru à sa transmission, seront passibles chacun d'une amende de 10 % de la valeur nominale de ce titre.

L'art. 7 de la loi du 8 juin 1864 porte à 1 % à partir du 1^{er} juillet 1864 le tarif du droit de timbre prévu pour les fonds d'Etats étrangers.

(1) Ce mode est celui de l'abonnement, d'où le nom de régime de l'abonnement donné à celui où les collectivités étrangères font personnellement l'avance des taxes exigibles sur leurs titres.

Un décret du 11 décembre 1864, abrogé par celui du 24 mai 1872, fixait la quotité imposable des titres soumis aux droits de timbre et de transmission par l'art. 9 de la loi du 23 juin 1857 à la moitié du capital social pour les actions et à la totalité pour les obligations.

La loi du 30 mars 1872 assimile pour la perception de l'impôt les titres émis par les collectivités locales étrangères à ceux émis par les sociétés et compagnies étrangères. Elle assure, en outre, la perception du droit de timbre sur les titres dont les taxes ne sont pas acquittées par les établissements émetteurs.

ART. 1^{er}. — Les titres émis par les villes, provinces et corporations étrangères, quelle que soit leur dénomination, et par tout autre établissement public étranger, seront soumis à des droits équivalents à ceux qui sont établis par la présente loi (qui élève le tarif du droit de transmission) et par celle du 5 juin 1850 sur le timbre. Ils ne pourront être cotés ou négociés en France qu'en se soumettant à l'acquittement de ces droits.

Un règlement d'administration publique fixera pour ces titres le mode d'établissement et de perception de l'impôt, dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital.

ART. 2. — Nul ne peut négocier, exposer en vente ou énoncer dans des actes de prêt, de dépôt, de nantissement ou dans tout autre acte ou écrit, à l'exception des inventaires, des titres étrangers qui n'auraient pas été admis à la cote ou qui n'auraient pas été dûment timbrés au droit de 1 % du capital nominal.

Tout acte, soit public, soit sous seing privé, qui énoncera un titre de rente ou effet public d'un gouvernement étranger, ou tout autre titre étranger, non coté aux bourses françaises, devra indiquer la date et le numéro du visa pour timbre apposé sur ce titre, ainsi que le montant du droit payé.

Chaque contravention à ces dispositions pourra être constatée dans tous les lieux ouverts au public par les agents qui ont qualité pour verbaliser en matière de timbre ; elle sera punie d'une amende de 5 % de la valeur nominale des titres qui seront négociés, exposés en vente, énoncés dans des actes ou dont il aura été fait usage. En aucun cas l'amende ne pourra être inférieure à 50 francs. Toutes les parties sont solidaires pour le recouvrement des droits et amendes.

Une amende de 50 francs sera encourue personnellement par tout officier public ou ministériel qui aura contrevenu aux dispositions qui précèdent.

Le décret du 24 mai 1872 détermine les conditions dans lesquelles sera fixée la quotité imposable des titres étrangers

ART. 1^{er}. — Le nombre des titres qui doit, en vertu de l'article 10 du décret du 17 juillet 1857, servir de base à la perception des droits de timbre et de transmission, établis par les lois ci-dessus visées, sur les actions et obligations des sociétés étrangères et fixé par le Ministre des Finances, sur l'avis préalable d'une commission composée ainsi qu'il suit :

Le Président de la section des finances du Conseil d'État ;
Le Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre ;
Le Directeur du Mouvement général des Fonds ;
Un Régent de la Banque de France ;
Le Syndic des agents de change de Paris.
La commission désigne son secrétaire qui a voix consultative.

ART. 2. — Le nombre des titres assujettis aux droits de timbre et de transmission ne peut être inférieur pour les actions à un dixième et pour les obligations à deux dixièmes du capital.

ART. 3. — Le nombre des titres fixé par le Ministre des Finances, conformément aux articles qui précèdent, peut être révisé tous les trois ans.

S'il n'y a pas lieu à révision, la fixation précédente sert de base pour une nouvelle période de trois ans.

S'il y a lieu à révision, elle est effectuée dans le trimestre qui précède l'échéance de la troisième année et sert de base pour une nouvelle période de trois ans.

A défaut, par les sociétés, compagnies et entreprises, d'acquitter les droits, les titres sont rayés de la cote. Néanmoins, le représentant établi en France conformément à l'art. 10 du décret du 17 juillet 1857, reste responsable des droits jusqu'à l'époque à laquelle les titres auront cessé d'être cotés.

ART. 4. — Les droits de timbre et de transmission dus en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1872 pour les titres émis par les villes, provinces, corporations étrangères et par tous autres établissements publics étrangers sont fixés et perçus conformément aux dispositions du règlement d'administration publique du 17 juillet 1857 et à celles du présent règlement.

ART. 5. — Le décret du 11 décembre 1864 est abrogé.

La loi du 25 mai 1872 modifie le tarif et les conditions d'exigibilité du droit de timbre établi par les lois des 13 mai 1863 et 8 juin 1864 sur les fonds d'États étrangers.

ART. 1^{er}. — Le droit de timbre établi par les lois des 13 mai 1863 et 8 juin 1864 sur les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers est fixé à l'avenir ainsi qu'il suit, savoir :

à 0 fr. 75 pour chaque titre de 500 francs et au-dessous ;
à 1 fr. 50 pour chaque titre de 500 francs jusqu'à 1.000 francs ;

à 3 francs pour chaque titre au-dessus de 1.000 francs et ainsi de suite, à raison de 1 fr. 50 par 1.000 francs ou fraction de 1.000 francs.

Ce droit n'est pas assujéti aux décimes.

Il est perçu sur la valeur nominale du titre.

ART. 2. — Aucune émission ou souscription des titres de rentes ou effets publics des gouvernements étrangers ne peut être annoncée, publiée ou effectuée en France sans qu'il ait été fait, dix jours à l'avance, au bureau de l'enregistrement de la résidence, une déclaration dont la date est mentionnée dans l'avis ou annonce.

Les titres des certificats provisoires de titres souscrits ou émis en France ne pourront être remis aux souscripteurs ou preneurs sans avoir préalablement acquitté les droits de timbre fixés par l'article précédent.

Si le droit a été payé sur le certificat provisoire, le titre définitif correspondant sera timbré sans frais sur la présentation de ce certificat.

ART. 3. — Chaque contravention aux dispositions des paragraphes 1^{er} et 2 de l'article précédent pourra être constatée dans les formes et conditions indiquées du 3^e paragraphe de l'art. 2 de la loi du 30 mars 1873. Elle sera également punie d'une amende de 5 % de la valeur nominale des titres annoncés ou émis, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 francs.

L'amende est due personnellement et sans recours par celui qui a fait les annonces sans déclaration préalable, qui a émis ou qui a servi d'intermédiaire pour l'émission ou la souscription de titres non timbrés. La même amende sera exigible à raison d'émissions ou de souscriptions faites sans déclaration préalable. Le souscripteur ou le preneur de titres non timbrés est tenu solidairement de l'amende sauf son recours contre celui qui a ouvert la souscription ou émis les titres.

C'est au cours de cette deuxième période qu'a été organisé le régime fiscal des valeurs mobilières étrangères dont les grandes lignes ont été tracées. Les dispositions législatives et réglementaires qui interviendront dans la suite ne feront que compléter celles de cette période en cherchant à réaliser de leur mieux le principe de l'équivalence posé par l'art. 9 de la loi du 23 juin 1857.

TROISIÈME PÉRIODE

La loi du 29 juin 1872 qui a institué un impôt sur le revenu des valeurs mobilières vise les valeurs étrangères comme les valeurs françaises.

ART. 4. — Les actions, obligations, titres d'emprunts, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination, des sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tout autre établissement public étranger, sont soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par la présente loi sur le revenu des valeurs françaises.

Les titres étrangers ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquittement de cette taxe, ainsi que des droits de timbre et de transmission.

Un règlement d'administration publique fixera le mode d'établissement et de perception de ces droits dont l'assiette pourra reposer sur une quotité déterminée du capital social.

Le même règlement déterminera les époques de paiement de la taxe, ainsi que toutes les autres mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

ART. 5. — Chaque contravention aux dispositions qui précèdent et à celles du règlement d'administration publique qui sera fait pour leur exécution sera punie conformément à l'art. 10 de la loi du 23 juin 1857.

Le règlement prévu par la disposition qui précède est le décret du 6 décembre 1872 dont les art. 3 et 4 sont ainsi conçus :

ART. 3. — Toutes les dispositions des deux articles précédents (mode de liquidation et époques de paiement de la taxe sur le revenu) sont applicables aux sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi qu'à tous autres établissements publics étrangers dont les titres sont cotés ou circulent en France, ou qui ont pour objet des biens, soit mobiliers, soit immobiliers, situés en France.

La taxe sur le revenu, pour les titres cotés ou émis en France, est assise sur la même base que les droits de timbre et de transmission ; elle est déterminée en la forme prévue au règlement d'administration publique du 24 mai 1872.

Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, doivent la taxe sur le revenu à raison des valeurs françaises qui en dépendent et acquittent cette taxe d'après une quotité du capital social fixé par le Ministre des Finances sur l'avis préalable de la commission instituée par le règlement ci-dessus indiqué. Elles doivent, à cet effet, faire agréer par le Ministre des Finances, avant le 1^{er} décembre 1872, si elles existent actuellement, et, dans le cas contraire, avant toute opération en France, un représentant français personnellement responsable des droits et amendes.

ART. 4. — Aucune émission ou souscription de titres étrangers ne peut avoir lieu en France qu'après qu'un *représentant* responsable a été agréé par le Ministre des Finances.

Dans le mois qui suit la clôture de l'émission ou de la souscription, le Ministre des Finances détermine le nombre des titres qui doivent servir de base à la perception des droits de timbre et de transmission ainsi qu'à l'assiette de la taxe sur le revenu. Ce nombre est fixé conformément aux dispositions des règlements d'administration publique des 17 juillet 1857 et 24 mai 1872.

La loi du 28 décembre 1895 contient dans ses articles 3 et 7 un ensemble de dispositions relatives aux *fonds d'Etats* et aux *valeurs étrangères non soumises au régime de l'abonnement*.

ART. 3. — A partir du 1^{er} janvier 1896, le droit de timbre au comptant des titres étrangers est fixé, savoir :

1^o à 2 % pour ceux désignés dans les art. 9 de la loi du 23 juin 1857 et 1, § 4 de la loi du 30 mars 1872.

2^o à 0 fr. 50 % pour ceux désignés dans l'art. 6 de la loi du 13 mai 1863.

Ce droit n'est pas soumis aux décimes. Il sera perçu sur la valeur nominale de chaque titre ou coupure considéré isolément et, dans tous les cas sur un minimum de 100 francs.

Les titres déjà timbrés au jour de la promulgation de la présente loi tomberont sous son application, mais le droit ci-dessus ne leur sera appliqué qu'imputation faite du montant de l'impôt déjà payé.

ART. 4. — Les dispositions des art. 2 et 3 de la loi du 25 mai 1872 sont applicables aux titres énumérés dans l'art. 9 de la loi du 23 juin 1857 et l'art. 1^{er} § 4 de la loi du 30 mars 1872.

ART. 5. — L'article 2 de la loi du 30 mars 1872 est ainsi modifié :

« Nul ne peut négocier, exposer en vente ou énoncer dans un acte ou écrit, soit public, soit sous seing privé, autre qu'un inventaire, lorsqu'ils n'ont pas été préalablement timbrés au droit spécifié dans l'art. 3 de la présente loi :

« 1^o Des titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers ;

« 2^o Des titres d'actions ou d'obligations émis par des sociétés, compagnies ou entreprises étrangères, villes, provinces et corporations étrangères qui n'acquitteraient par la taxe d'abonnement prévue par l'art. 10 du décret du 17 juillet 1857 et l'art. 4 du décret du 24 mai 1872.

« Tout acte ou écrit, soit public, soit sous signature privée, qui énoncera l'un des titres visés au présent article, devra indiquer le lieu, la date et le numéro du visa pour timbre ainsi que le montant du droit de timbre payé, ou, si la formalité a été donnée au moyen, soit du timbre extraordinaire, soit d'un timbre mobile, les mentions contenues dans l'empreinte du timbre apposé.

« Chaque contravention aux dispositions du présent article sera punie d'une amende de 5 % en principal, de la valeur nominale des titres qui seront négociés, exposés en vente ou énoncés dans des actes. En aucun cas l'amende ne pourra être inférieure à 100 francs, en principal; toutes les parties seront solidaires pour le recouvrement des droits et amendes. Tout officier public ou ministériel qui aura contrevenu aux dispositions qui précèdent demeurera responsable des droits de timbre et sera, en outre, passible personnellement d'une amende de 100 francs en principal.

ART. 6. — Un règlement d'administration publique déterminera toutes les mesures d'exécution des dispositions qui précèdent. Chaque contravention aux dispositions de ce règlement sera punie d'une amende de 100 à 5.000 francs en principal.

ART. 7. — Les contraventions aux dispositions des art. 3 à 5 de la présente loi et du règlement d'administration publique rendu pour son exécution pourront être constatées dans tous les lieux ouverts au public par les agents qui ont qualité pour verbaliser en matière de timbre.

Le décret du 2 janvier 1896, rendu pour l'application de cette loi, ne prévoit que la création de types d'empreintes destinées à timbrer à l'extraordinaire les titres étrangers passibles du droit de timbre au comptant.

Le décret du 10 août 1896 délègue au Directeur général de l'Enregistrement les pouvoirs du Ministre des Finances en ce qui concerne l'agrément d'un représentant responsable en France des taxes dues par les sociétés étrangères.

La loi du 13 avril 1898, dans les art. 12 et 13 *modifie le régime de l'abonnement* et élève le tarif du droit de timbre exigible sur les fonds d'Etats étrangers :

ART. 12. — L'amende prévue à l'art. 3 de la loi du 25 mai 1872 est applicable à toute personne qui effectue en France l'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente ou l'introduction sur le marché des titres étrangers désignés dans les art. 4 de la loi du 29 juin 1872, qui annonce ou publie les opérations ci-dessus et à toute personne qui fait le service financier de ces mêmes titres, soit en opérant leur remboursement ou leur transfert, soit en faisant le paiement des coupons, tant qu'un représentant responsable des droits de timbre, de transmission et de l'impôt sur le revenu dont ces titres sont redevables n'aura pas été agréé.

Cette amende ne pourra être inférieure à 50 francs.

Des insertions périodiques au *Journal officiel* feront connaître la liste des valeurs pour lesquelles la formalité ci-dessus aura été remplie.

Un règlement d'administration publique déterminera les mesures d'application du présent article, notamment les conditions dans lesquelles

la réalisation d'un cautionnement pourra être substituée à la désignation d'un représentant responsable. Chaque contravention aux dispositions de ce règlement sera punie d'une amende de 100 francs à 5.000 francs en principal.

Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères, visées par les articles 4 de la loi du 29 juin 1872 et 3 du décret du 6 décembre suivant, sont tenues, préalablement à leur établissement en France, de déposer au bureau de l'Enregistrement, dans le ressort duquel se manifeste la première fois leur existence, un exemplaire certifié de leur acte d'association, sous peine d'une amende de 100 francs à 5.000 francs en principal.

Sont astreintes à la même obligation et sous la même peine, dans le délai de trois mois, à partir de la promulgation de la présente loi, celles de ces sociétés, compagnies ou entreprises qui, pour une cause quelconque, n'ont pas actuellement de représentant responsable.

ART. 13. — A partir du 1^{er} janvier 1899, le droit de timbre au comptant des titres étrangers désignés dans l'art. 6 de la loi du 13 mai 1863 et fixé à 17 % sauf en ce qui concerne les titres déjà timbrés à cette date au tarif de 0,50 %.

Ce droit n'est pas soumis aux décimes. Il sera perçu sur la valeur nominale de chaque titre ou coupure considérée isolément et dans tous les cas sur un minimum de 100 francs.

Pour les titres déjà timbrés au 1^{er} janvier 1899 au tarif antérieur à la loi du 28 décembre 1895, le droit de 1 % ne sera appliqué qu'imputation faite du montant de l'impôt déjà payé.

Resteront soumis au droit de 0,50 % les fonds d'États étrangers cotés à la Bourse officielle, dont le cours, au moment où le droit devient exigible sera tombé au-dessous de la moitié du pair par suite d'une diminution de l'intérêt imposé par l'État débiteur.

Le règlement d'administration publique, prévu par le paragraphe 4 de l'art. 12 de la loi qui précède, est celui du 22 juin 1898 ; il est ainsi conçu :

ART. 1^{er}. — Les sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi que tous autres établissements publics étrangers, peuvent s'affranchir de l'obligation de faire agréer un représentant responsable des droits de timbres et de transmission, ainsi que de la taxe sur le revenu dont ils sont ou pourront être redevables envers le Trésor, en déposant à la Caisse des dépôts et consignations un *cautionnement en numéraire* dont le montant sera déterminé par le Ministre des Finances ou, en vertu de la délégation du Ministre, par le Directeur général de l'Enregistrement.

ART. 2. — Ce cautionnement ne pourra être inférieur à la somme représentant approximativement le total des taxes annuelles exigibles pour une période de trois années et calculées à raison des cinq dixièmes des

titres pour lesquels l'abonnement aura été demandé. Il pourra toutefois être réduit, s'il y a lieu, après fixation par le Ministre des Finances du nombre des titres passibles des taxes.

ART. 3. — Le versement du cautionnement à la Caisse des dépôts et consignations sera accompagné :

1^o D'une copie de la décision du Ministre ou du Directeur général de l'Enregistrement qui aura fixé le montant du cautionnement ;

2^o D'une déclaration préalablement visée par l'Administration de l'Enregistrement, indiquant l'affectation spéciale de la somme déposée et contenant autorisation au profit de ladite Administration de prélever sur ce cautionnement le montant des taxes annuelles de timbre, de transmission et du revenu, ainsi que des amendes, frais et accessoires qui pourront être dues au Trésor.

Il sera délivré par la Caisse un récépissé constatant le versement de la somme déposée et son affectation spéciale au paiement des taxes annuelles de timbres, de transmission et de revenu, ainsi que des amendes, frais et accessoires qui pourront être dus au Trésor.

L'amende prévue par l'art. 3 de la loi du 25 mai 1872 ne cessera d'être applicable que lorsque le récépissé délivré au déposant aura été remis par lui, à titre de pièce justificative, au service de l'Enregistrement.

ART. 4. — Le capital du cautionnement est seul affecté spécialement à la garantie du paiement des taxes annuelles, amendes, frais et accessoires dus au Trésor.

La Caisse des dépôts et consignations pourra, en conséquence, à défaut d'opposition, payer chaque année, à la société ou collectivité étrangère dépositante, au taux de 2 % fixé par l'art. 60 de la loi de finances du 26 juillet 1893, les intérêts du cautionnement connus pendant l'année précédente. La personne qui aura signé la déclaration prévue par l'art. 3. 2^o, aura qualité, jusqu'à avis contraire donné par la société ou collectivité étrangère, pour encaisser les intérêts sans que la caisse ait à réclamer aucune justification.

ART. 5. — Les sociétés, compagnies, entreprises et autres collectivités étrangères désignées par l'art. 1^{er} pourront être autorisées à substituer au représentant responsable déjà agréé en cautionnement en numéraire dont la fixation et la réalisation auront lieu dans les conditions déterminées par les articles précédents. Elles pourront toujours renoncer à cette faculté et retirer leur cautionnement en numéraire à la charge de faire agréer un représentant responsable par le Directeur général de l'Enregistrement.

ART. 6. — Le cautionnement ne pourra être remboursé que sur une autorisation du Directeur général de l'Enregistrement. Ce remboursement sera, le cas échéant, effectué entre les mains de la personne qui aura signé la déclaration d'affectation spéciale prévue par l'art. 3, 2^o, et qui donnera décharge à la Caisse.

ART. 7. — L'Administration de l'Enregistrement pourra faire verser dans ses caisses tout ou partie du cautionnement en produisant à la Caisse des dépôts et consignations une déclaration du Directeur général de l'Enregistrement, indiquant le montant des taxes annuelles de timbre, de transmission et du revenu, ainsi que les amendes, frais et accessoires dus au Trésor par la société ou collectivité déposante. La Caisse n'aura, pour sa libération, aucune autre justification à demander.

ART. 8. — Il sera publié au *Journal officiel* le 15 janvier et le 15 juillet de chaque année une liste des valeurs étrangères pour lesquelles un représentant responsable aura été agréé ou un cautionnement versé et qui, au 31 décembre de l'année précédente et au 30 juin de l'année courante, acquittent les taxes annuelles.

Cette troisième période est caractérisée par le souci du législateur de mieux assurer le fonctionnement du régime de l'abonnement. Sans doute la loi du 28 décembre 1895 vise les valeurs non abonnées, mais les dispositions principales prises pendant cette période, celles de 1872 et de 1898 sont plus spécialement relatives aux valeurs qui acquittent les taxes sous le régime de l'abonnement.

QUATRIÈME PÉRIODE

La loi du 30 janvier 1907 élève, par son art. 8, le tarif du droit de timbre exigible sur les fonds d'Etats étrangers.

ART. 8. — A partir du 1^{er} avril 1907, le droit de timbre au comptant des titres étrangers désignés dans l'art. 6 de la loi du 13 mai 1863 est fixé à 2 %, sauf en ce qui concerne les titres timbrés soit au tarif de 0,50 %, avant le 1^{er} janvier 1899, soit au tarif de 1 %, avant le 1^{er} avril 1907.

Ce droit n'est pas soumis aux décimes. Il sera perçu sur la valeur nominale de chaque titre ou coupure considéré isolément et, dans tous les cas, sur un minimum de 100 francs.

Pour les titres déjà timbrés au 1^{er} avril 1907 au tarif antérieur à la loi du 28 décembre 1895, le droit de 2 % ne sera appliqué qu'imputation faite du montant de l'impôt déjà payé.

Resteront soumis au droit de 1 % les fonds d'Etats étrangers cotés à la Bourse officielle et dont le cours, au moment où le droit devient exigible, sera tombé au-dessous de la moitié du pair par suite d'une diminution de l'intérêt imposée par l'Etat débiteur.

La loi du 31 décembre 1907 prononce, dans son art. 7, l'exigibilité du timbre sur les titres étrangers mentionnés dans les inventaires.

ART. 7. — A l'avenir, l'énonciation dans tout inventaire de l'un des titres visés en l'article 5 de la loi du 28 décembre 1895 donnera ouverture au droit de timbre de ce titre, s'il n'a déjà été perçu.

Ce droit sera exigible par le seul fait de ladite énonciation et devra être acquitté, savoir : lorsqu'il s'agira d'un inventaire après décès, au moment de la déclaration de succession comprenant le titre, et au plus tard dans les six mois du décès ; lorsqu'il s'agira d'un inventaire après déclaration de faillite, dans les quarante jours de la clôture de l'inventaire, et au plus tard dans les six mois à partir de ladite déclaration ; lorsqu'il s'agira d'inventaire après divorce ou séparation de corps, dans le délai accordé par l'art. 1463 du Code civil à la femme divorcée ou séparée de corps, pour accepter la communauté ou y renoncer ; pour tous les autres inventaires, dans le délai de deux mois, du jour de la vacation au cours de laquelle l'énonciation a eu lieu.

Chaque contravention aux dispositions qui précèdent sera punie d'une amende de 5 % en principal de la valeur nominale des titres pour lesquels le paiement des droits ou compléments de droits exigibles n'aurait pas eu lieu dans les délais ci-dessus fixés.

En aucun cas l'amende ne pourra être inférieure à 100 francs en principal, et tous les ayants droit aux valeurs non timbrées seront solidaires pour le paiement des droits et amendes.

Si l'inventaire est fait au vu du titre lui-même, il indiquera l'absence de timbre, ou, si le titre est timbré, le lieu, la date, le numéro du visa pour timbre ainsi que le montant du droit de timbre payé, ou encore, au cas où la formalité a été donnée au moyen, soit du timbre extraordinaire, soit d'un timbre mobile, les mentions contenues dans l'empreinte du timbre apposé, le tout à peine de 100 francs d'amende contre le notaire contrevenant.

Dans tous les cas où l'acquit du droit de timbre ne résultera pas des énonciations de l'inventaire, les ayants droit devront justifier de cet acquit dans les délais ci-dessus fixés, soit par la représentation du titre ou de la quittance du Trésor constatant l'acquit sur déclaration, soit par la production d'un acte notarié antérieur ou postérieur à l'inventaire et relatant les mentions de timbre indiquées au paragraphe précédent.

L'article 13 de la loi du 30 juillet 1913 élève le tarif du droit de timbre exigible sur les fonds d'Etats étrangers.

ART. 13. — A partir du 1^{er} août 1913, le droit de timbre au comptant des titres étrangers désignés dans l'art. 6 de la loi du 13 mai 1863 est fixé à 3 % sauf en ce qui concerne les titres déjà timbrés, soit au tarif

de 0 fr. 50 % avant le 1^{er} janvier 1899, soit au tarif de 1 % avant le 1^{er} avril 1907, soit au tarif de 2 % avant le 1^{er} août 1913.

Ce tarif n'est pas soumis aux décimes. Il sera perçu sur la valeur nominale de chaque titre ou coupure considéré isolément et, dans tous les cas, sur un minimum de 100 francs.

Pour les titres déjà timbrés du 1^{er} août 1913 au tarif antérieur à la loi du 28 décembre 1895, le droit de 3 % ne sera appliqué qu'imputation faite du montant de l'impôt déjà payé.

Ne seront soumis qu'au droit de 2 % les fonds étrangers cotés à la Bourse officielle dont le cours, au moment où le droit devient exigible, sera tombé au-dessous de la moitié du pair par suite d'une diminution de l'intérêt imposé par l'État débiteur.

Le tarif du droit de timbre au comptant des titres étrangers désignés dans l'art. 6 de la loi du 13 mai 1863 devra être fixé chaque année par la loi de finances. Le tarif continuera à recevoir son application jusqu'à ce qu'une nouvelle loi de finances soit exécutoire.

La loi du 29 mars 1914 assujettit à l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers les coupons des titres étrangers non soumis au régime de l'abonnement et fixe un tarif identique pour le droit de timbre des fonds d'Etats et des autres valeurs non abonnées.

TITRE II

ART. 31. — L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers s'applique aux dividendes, intérêts, arrérages et tous les autres produits :

1^o Des actions, parts de fondateurs, parts d'intérêt, commandites, obligations et emprunts de toute nature des sociétés et collectivités françaises désignées dans l'art. 1^{er} de la loi du 29 juin 1872 et non affranchies de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières par les lois subséquentes ;

2^o Des actions, parts de fondateurs, parts d'intérêt, commandites, obligations et emprunts de toute nature des sociétés, compagnies, ainsi que tout autre établissement public étranger.

3^o Des rentes, obligations et autres effets publics des colonies françaises et des gouvernements étrangers.

Il n'est pas dérogé aux art. 3 et 4 de la loi du 28 décembre 1880, 9 de la loi du 29 décembre 1884, 4 de la loi du 26 décembre 1890, 3 à 10 de la loi du 16 avril 1895, 20 de la loi du 25 février 1901, 12 de la loi du 13 juillet 1911.

ART. 32. — Les intérêts, dividendes, arrérages ou tous autres produits des valeurs désignées dans l'art. 31 ci-dessus sont déterminés, pour le paiement de l'impôt sur le revenu, conformément aux dispositions de l'art. 2 de la loi du 29 juin 1872.

ART. 33. — L'impôt sur le revenu : 1^o des valeurs mobilières françaises désignées au paragraphe 1^o de l'article 31 ; 2^o des valeurs mobilières étrangères désignées au paragraphe 2 du même article, et qui sont soumises par les lois en vigueur à des droits et taxes équivalents à ceux qui sont établis sur les valeurs françaises ; 3^o des rentes, obligations et autres effets publics des colonies françaises, est assis et perçu sur les bases et dans les conditions fixées ou réglées par les lois des 29 juin 1872, 21 juin 1875 et les lois subséquentes. Le taux de l'impôt est fixé à 4 %.

ART. 34. — Pour les valeurs mobilières étrangères visées au paragraphe 2 de l'art. 31, qui ne sont pas soumises par les lois en vigueur à des droits équivalents à ceux qui sont établis sur les valeurs françaises, ainsi que pour les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers, la retenue de l'impôt est opérée par le banquier, changeur, ou toute autre personne qui effectue en France le paiement des intérêts, arrérages ou tous autres produits.

ART. 35. — Quiconque fait profession ou commerce de recueillir, encaisser, payer ou acheter des coupons, chèques ou tous autres instruments de crédit, créés pour le paiement des dividendes, intérêts, arrérages ou produits quelconques de titres ou valeurs désignés dans l'article précédent, doit en faire la déclaration au bureau de l'enregistrement de sa résidence.

Il est interdit à toutes personnes que désigne le premier alinéa du présent article de recueillir, encaisser, payer, acheter ou négocier ses coupons, chèques ou autres instruments de crédit visés par ledit alinéa, sans opérer immédiatement la retenue de l'impôt ou sans en faire l'avance si, par suite de contrats existants, l'impôt est à la charge de l'émetteur du titre, à moins qu'il ne leur soit justifié que cette retenue ou cette avance a déjà été effectuée par un précédent intermédiaire soumis aux prescriptions du présent article et des articles suivants.

ART. 36. — Toute personne qui demandera en France le paiement de ces coupons, chèques ou instruments de crédit devra déposer, en même temps et à l'appui, un bordereau daté dont elle pourra exiger un récépissé. Ce bordereau ne portera ni le nom, ni la signature, ni l'adresse de celui qui le déposera.

Celui qui effectuera le paiement devra inscrire immédiatement sur le bordereau le montant de l'impôt qu'il aura retenu ou avancé.

Les personnes désignées dans l'art. 35 qui négocieront en France des coupons, chèques ou autres instruments de crédit sur lesquels l'impôt aura déjà été retenu, soit par elles-mêmes, soit par un précédent intermédiaire, devront joindre, à l'appui de chaque transmission, un bordereau daté et signé.

Les mêmes personnes devront tenir deux registres en papier non timbré, cotés et paraphés, sur lesquels elles inscriront, jour par jour, sans blanc ni interligne, toute opération de paiement ou de négociation de coupons, chèques ou autres instruments de crédit sujets à la retenue de l'impôt.

Les registres et bordereaux seront conservés pendant deux ans et présentés à toute réquisition aux agents de l'Enregistrement.

Un règlement d'administration publique déterminera les époques de versements de l'impôt, les indications que devront contenir les bordereaux, les récépissés et les registres, le montant des remises, leur mode de paiement, ainsi que toutes les autres mesures nécessaires pour l'exécution des dispositions contenues dans le présent article et dans les art. 34 et 35.

ART. 37. — Le propriétaire ou usufruitier de titres ou valeurs mobilières étrangères, domicilié en France, qui se fera envoyer ou encaissera à l'étranger, soit directement, soit par un intermédiaire quelconque, les dividendes, intérêts, arrérages ou tous autres produits de ces valeurs, sera tenu d'apposer annuellement sur chaque titre, au moment de détacher le premier coupon annuel, un timbre mobile spécial, d'une valeur égale au montant de la taxe de 4 % sur le revenu de l'année entière. Faute de se conformer aux prescriptions précédentes, le propriétaire ou usufruitier susvisé devra, dans les trois premiers mois de l'année, souscrire au bureau de l'Enregistrement la déclaration du montant total de ces dividendes, intérêts, arrérages ou produits encaissés au cours de l'année précédente et acquitter la taxe sur ce total.

En cas d'infraction aux prescriptions contenues dans l'alinéa précédent, le contrevenant sera puni d'une amende égale au quintuple des sommes dont le Trésor a été privé pour chacune des années antérieures à celle de la découverte de l'infraction, sans toutefois que le droit de répétition puisse s'étendre à plus de dix années.

ART. 38. — Les contraventions aux prescriptions contenues dans l'art. 35 et au règlement à intervenir pour l'exécution de cet article seront constatées au moyen de procès-verbaux dressés par les agents de l'Enregistrement, les officiers de police judiciaire, les agents de la force publique, ceux des Contributions directes, des Contributions indirectes et des Douanes.

Elles donneront lieu à des poursuites correctionnelles engagées à la requête de l'Administration de l'Enregistrement et seront punies d'une amende de 100 à 1.000 francs, indépendamment du quintuple droit sur les coupons, chèques, instruments de crédit, qui auraient été payés sans retenue de l'impôt.

Le produit des amendes prévues par le présent article sera reparti dans des conditions à déterminer par décret.

Les contraventions aux art. 36 et 37 et au règlement à intervenir en exécution de ces articles seront constatées et poursuivies comme en matière d'impôt sur les opérations de bourse et punies d'une amende de 100 à 10.000 francs.

Les contraventions aux prescriptions contenues dans le premier paragraphe de l'art. 35, si le contrevenant, opérant tant pour son propre compte que pour le compte de tiers, n'a pas d'établissement en France, seront l'objet de poursuites correctionnelles et passibles d'un emprison-

nement de six mois à un an et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs, et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de un à deux ans et d'une amende de 10.000 à 25.000 francs.

ART. 39. — Le recouvrement de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières sera assuré et les instances seront introduites et jugées comme en matière d'enregistrement, sous réserve de la procédure à suivre en ce qui concerne les contraventions visées au premier alinéa de l'article précédent.

Les dispositions de l'article 21 de la loi du 26 juillet 1893 seront applicables aux actions respectives du Trésor et des redevables, sauf le cas prévu à l'article 37.

ART. 42. — Les titres étrangers énumérés dans l'art. 5 §§ 1 et 2, de la loi du 28 décembre 1895 restent passibles du droit de timbre au comptant établi par les lois du 30 mars 1872, art. 2 ; du 25 mai 1872, art. 1^{er} ; du 28 décembre 1895, art. 3 ; du 13 avril 1898, art. 3 ; du 30 janvier 1907, art. 8, et du 30 juillet 1913, art. 13.

Les titres visés aux paragraphes 1 et 2 de l'art. 5 de la loi du 28 décembre 1895 sont assujettis, en outre, à une taxe annuelle supplémentaire de 1 % sur le revenu qui s'ajoute à l'impôt prévu par l'art. 31 et qui est perçu sur les mêmes bases et dans les mêmes conditions.

ART. 43. — Le droit de timbre au comptant n'est pas soumis aux décimes ; il est perçu sur la valeur nominale de chaque titre ou coupure considéré isolément, mais sans minimum.

Pour les titres de rente, obligations et autres effets publics des gouvernements étrangers, cotés à la Bourse officielle, dont le cours moyen pendant l'année précédente est tombé au-dessous des trois quarts du pair, la perception s'effectuera sur la valeur négociable déterminée par ce cours moyen.

ART. 44. — L'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente, l'introduction sur le marché, le remboursement ou la conversion des titres de rente, emprunts ou autres effets publics des gouvernements étrangers ne peuvent être annoncés, publiés ou effectués en France sans qu'il ait été fait, dix jours à l'avance, au bureau de l'Enregistrement de la résidence, une déclaration dont la date est mentionnée dans l'avis ou l'annonce.

Les titres ou les certificats provisoires de titres émis, souscrits, exposés en vente ou introduits sur le marché en France, les nouveaux titres délivrés après conversion ne peuvent être remis aux souscripteurs, preneurs, acheteurs ou possesseurs sans avoir préalablement acquitté les droits de timbre fixés par les deux articles qui précèdent.

Si les droits ont été payés sur le certificat provisoire, le titre définitif correspondant est timbré sans frais sur la présentation de ce certificat.

ART. 45. — La négociation, l'exposition en vente, l'énonciation dans un acte ou écrit, soit public, soit sous seing privé, le remboursement et

le transfert des titres désignés dans l'art. 42 ci-dessus ne peuvent être effectués en France lorsque ces titres n'ont pas acquitté le droit de timbre au comptant.

Il n'est pas dérogé aux dispositions de l'art. 7 de la loi du 31 décembre 1907.

ART. 46. — Toute contravention aux art. 44 et 45 sera punie d'une amende de 5 % en principal, de la valeur imposable des titres émis, exposés en vente, mis en souscription, négociés, introduits en France, remboursés, convertis, cotés ou énoncés dans les actes, ou dont la feuille de coupons aura été remplacée, sans que cette amende puisse être inférieure à 100 francs en principal.

L'amende est due personnellement et sans recours par ceux qui ont émis, exposé en vente, mis en souscription, négocié, introduit, remboursé, converti, coté ou énoncé dans les actes des titres non timbrés ou qui ont servi d'intermédiaire soit pour ces opérations, soit pour le remplacement de la feuille de coupons. La même amende sera exigée de ceux qui auront publié lesdites opérations sans déclaration préalable. Le souscripteur ou preneur de titres non timbrés est tenu solidairement de l'amende, sauf son recours contre celui qui a ouvert la souscription, exposé en vente, émis ou introduit les titres. Tous les contrevenants seront solidaires pour le recouvrement des droits et amendes.

Il n'est pas dérogé aux dispositions des deux derniers alinéas de l'art. 5 de la loi du 28 décembre 1895 relatifs à l'énonciation dans les actes ou écrits de titres étrangers, sauf application des prescriptions de l'art. 7 de la loi du 31 décembre 1907, au cas où cette énonciation est faite dans un inventaire.

ART. 47. — Un règlement d'administration publique déterminera les mesures d'exécution des articles compris sous le titre II de la présente loi.

ART. 48. — Les dispositions contenues dans le titre II entreront en vigueur à partir du 1^{er} juillet 1914.

Le règlement d'administration publique prévu par l'article 47 de la loi du 29 mars 1914 est le décret du 21 juin 1914, ainsi conçu :

ART. 1^{er}. — Les déclarations prescrites par l'art. 35, § 1^o, de la loi du 29 mars 1914 sont faites sur un registre spécial, tant au bureau de l'Enregistrement du siège de l'établissement principal des assujettis qu'au bureau du siège de chacune des agences et succursales qu'ils possèdent.

Ces déclarations sont signées soit par l'assujetti lui-même, justifiant de son identité, soit par son mandataire, en vertu d'une procuration, soit enfin, s'il s'agit d'une société, par ses représentants légaux ou leurs mandataires.

Elles font connaître, s'il y a lieu, les noms des associés solidairement responsables et rappellent le titre constitutif de la société. Elles contiennent la désignation de chacune des agences et succursales.

Les déclarations qui sont faites au siège des agences et succursales contiennent la désignation de l'établissement principal.

En cas de changement de résidence ou de siège, soit de l'établissement principal, soit d'une agence ou succursale nouvelle, il en est fait déclaration préalable par les assujettis aux bureaux et dans la forme ci-dessus déterminée.

Une déclaration doit être faite dans les mêmes conditions si l'assujetti cesse de se livrer aux opérations prévues au présent décret ou d'y affecter une des agences ou succursales ci-dessus visées.

ART. 2. — Dans chaque département, le Directeur de l'Enregistrement dresse la liste des assujettis ayant fait la déclaration prévue à l'article précédent. Communication de cette liste est donnée dans les bureaux de la direction à toute personne qui en fait la demande.

ART. 3. — Le bordereau prévu à l'art. 36, § 1^o de la loi, mentionne les noms et prénoms ou la raison sociale et le domicile de l'assujetti qui effectue le paiement des coupons, chèques, ou instruments de crédit visés par l'art. 35. Il porte la date du jour où il est déposé et présente dans des colonnes distinctes, les indications ci-après :

1^o Numéro d'inscription au registre n^o 1 prévu à l'art. 8 du présent décret, de l'assujetti qui effectue le paiement ;

2^o Nature des coupons, chèques ou instruments de crédit dont le paiement est demandé ;

3^o Nombre des coupons, chèques ou instruments de crédit ;

4^o Valeur par unité, sans escompte, ni commission, en monnaie française au cours du jour du paiement, de chaque catégorie de coupons, chèques ou instruments de crédit, sous déduction seulement des impôts établis dans les pays étrangers où les titres ont été créés et dont le paiement incombe au porteur du coupon ;

5^o Valeur totale de chaque catégorie de coupons ;

6^o Montant total des sommes soumises à l'impôt ;

7^o Montant de l'impôt à 5 % retenu ou avancé sur l'ensemble des coupons ;

8^o Dans les cas de production de la déclaration ou *affidavit* dont la forme est déterminée à l'art. 11, date et numéro d'ordre de cet *affidavit* tenant lieu des indications prévues sous les n^{os} 4, 5, 6 et 7.

Les indications prévues sous les n^{os} 1 et 7 doivent être inscrites par celui qui procède au paiement. Les autres indications peuvent être inscrites, soit par celui qui procède au paiement, soit par celui qui présente les coupons, chèques ou instruments de crédit.

ART. 4. — Le récépissé délivré, sur sa réquisition, à celui qui demande en France le paiement des coupons, chèques ou instruments de crédit désignés à l'art. 35 de la loi contient l'énonciation des noms et prénoms ou de la raison sociale et du domicile de l'assujetti qui effectue le paiement ; il est signé et rappelle le nombre et la nature des coupons, chèques ou instruments de crédit, leur valeur totale telle qu'elle figure au bordereau sous le n° 6, la date de leur paiement, le montant de l'impôt de 5 % retenu et le numéro sous lequel l'impôt a été pris en charge au registre n° 1 prévu au paragraphe 2 de l'art. 8 ci-après. Dans le cas de production d'un *affidavit* par la personne qui a demandé le paiement, ces deux dernières indications sont remplacées par celle de la date et du numéro d'ordre de l'*affidavit*.

ART. 5. — Les bordereaux dont le dépôt est prévu par l'art. 30, § 3, de la loi sont établis suivant une série unique de numéros. Ils contiennent, indépendamment de la date et de la signature exigées par cet article, la désignation des noms et prénoms ou de la raison sociale et du domicile de l'assujetti et la date et le lieu de la déclaration effectuée en vertu de l'art. 35, § 1. Ils présentent en outre, dans des colonnes distinctes, les indications ci-après :

1° Numéro d'inscription au registre n° 2, prévu à l'art. 8 du présent décret, de l'assujetti auquel la transmission est faite ;

2° Nom, prénoms ou raison sociale et domicile de cet assujetti ;

3° Nature des coupons, chèques ou instruments de crédit ;

4° Nombre des coupons, chèques ou instruments de crédit.

ART. 6. — L'assujetti doit, à toute réquisition des agents de l'Administration de l'Enregistrement, justifier de la régulière inscription, sur l'un ou l'autre de ses registres, des coupons inscrits sur les bordereaux, et de représenter, le cas échéant, les *affidavit* qui lui ont été produits au moment de la demande de paiement.

ART. 7. — Les assujettis peuvent faire usage d'une griffe, apposée à l'encre grasse sur le bordereau dont la forme est déterminée par l'article précédent, ainsi que sur le récépissé dont il est question à l'art. 4, et faisant connaître leurs noms et prénoms ou leur raison sociale et leur domicile, ainsi que la date à laquelle la griffe est apposée.

Cette apposition tient lieu de signature.

L'empreinte de la griffe, dont le modèle doit être agréé par le Directeur général de l'Enregistrement ou, en vertu de sa délégation, par le directeur du département, est déposée, avant tout usage, au bureau de l'Enregistrement où la déclaration a été souscrite.

ART. 8. — Les deux registres dont la tenue est prescrite par l'art. 6, § 4, de la loi du 29 mars 1914, et dont les modèles sont annexés au présent décret, sont cotés et paraphés dans les conditions établies par l'art. 11 du Code de Commerce et contiennent une suite ininterrompue de numéros.

Le registre n° 1 reçoit l'inscription des opérations de paiement, lorsque ces opérations ont donné lieu, de la part de l'assujetti, à une retenue ou à une avance de l'impôt, ou que la personne qui a demandé le paiement a produit à cet assujetti l'*affidavit* dont la formule est déterminée à l'art. 11. Il présente jour par jour, dans des colonnes distinctes, par nature de valeurs et pour chaque opération, les indications ci-après :

1° Numéro d'ordre ;

2° Nature des coupons, chèques ou instruments de crédit ;

3° Nombre des coupons, chèques ou instruments de crédit ;

4° Valeur par unité, sans escompte ni commission, en monnaie française au cours du jour du paiement, de chaque catégorie de coupons, chèques ou instruments de crédit, sous déduction seulement des impôts établis dans les pays étrangers où les titres ont été créés et dont le paiement incombe au porteur du coupon ;

5° Valeur totale de chaque catégorie de coupons ;

6° Montant total des sommes soumises à l'impôt ;

7° Montant de l'impôt de 5 % retenu ou avancé sur l'ensemble des coupons ;

Et, s'il y a lieu :

8° Désignation détaillée de la nature et de la valeur en monnaie française des coupons dont l'assujetti n'a pu récupérer le montant sur l'émetteur ou son représentant et dont il a obtenu le remboursement de la personne qui en avait reçu précédemment le paiement ;

9° Date de remboursement ; -

10° Montant de l'impôt de 5 % retenu ou avancé sur les coupons remboursés ;

11° Dans le cas de la production de l'*affidavit* dont la forme est déterminée à l'article 11, date et numéro d'ordre de cet *affidavit* tenant lieu des indications prévues sous les n°s 4, 5, 6 et 7.

Le registre n° 2 est réservé à l'inscription des transmissions ultérieures des coupons, chèques et instruments de crédit sur lesquels l'impôt a été prélevé ou avancé par un précédent intermédiaire. Il reçoit également l'inscription des coupons, chèques ou instruments de crédit dont le paiement a donné lieu à la production au précédent intermédiaire de l'*affidavit* prévu à l'article 11, dans le cas où il s'agit d'une transmission à l'établissement chargé du service financier des titres auxquels ils se rapportent. Il contient, dans des colonnes distinctes, par nature de valeurs et pour chaque transmission, les énonciations suivantes :

1° Date de l'opération ;

2° Numéro d'ordre ;

3° Numéro du bordereau dont la forme est déterminée par l'art. 5 ;

4^o Nom, prénoms ou raison sociale du domicile de l'assujetti qui a fait la transmission ;

5^o Nature des coupons, chèques ou instruments de crédit ;

6^o Nombre des coupons, chèques ou instruments de crédit.

ART. 9. — Des extraits de chacun de ces deux registres visés à l'article précédent sont établis à la date du dernier jour de chaque mois. Ils sont certifiés par les assujettis ou revêtus par eux de l'empreinte de la griffe prévue par l'art. 7, et comprennent, dans l'ordre des numéros, toutes les opérations effectuées du premier au dernier jour du mois.

L'extrait du registre 1 est totalisé.

ART. 10. — Les extraits sont déposés, dans les dix premiers jours de chaque mois, au bureau de l'Enregistrement où la déclaration a été souscrite.

Ce dépôt est accompagné du versement de l'impôt de 5 % applicable à chacune des opérations portées sur l'achat du registre n^o 1. Toutefois, ne sont pas soumises à la taxe : 1^o les opérations qui, ayant été effectuées pendant le mois pour lequel l'extrait a été établi, se rapportent aux coupons mentionnés dans la colonne 8 du registre n^o 1, dont l'assujetti s'est fait rembourser le montant dans le courant du même mois, par la personne qui en avait reçu le paiement ; 2^o les opérations de paiement des coupons, chèques ou instruments de crédit qui ont donné lieu à la production de l'*affidavit*, dont la forme est déterminée par l'art. 11.

Si aucune opération ne figure sur l'un des deux registres, l'extrait de ce registre qui doit être remis au bureau de l'Enregistrement porte la mention « néant ».

ART. 11. — L'*affidavit* prévu par les dispositions qui précèdent est reçu par l'agent diplomatique ou consulaire français dans la circonscription duquel réside le déclarant. Il est daté et signé et constate que la personne dont il émane n'est pas de nationalité française et qu'elle est domiciliée à l'étranger et y réside. Il constate également qu'elle ne fait ni profession, ni commerce de recueillir, encaisser, payer ou négocier des coupons de titres ou valeurs mobilières, ou que, si elle exerce ce commerce ou cette profession, elle a fait la déclaration pour des titres qu'elle a remis en France en nantissement d'opérations commerciales ou civiles. Il indique, en outre, que cette personne est propriétaire ou usufruitière des titres dont les coupons ont été détachés. Il mentionne la nature, le nombre et la valeur des coupons.

Les énonciations relatives à la nationalité, au domicile et à la résidence du déclarant et à sa profession ou à son commerce sont certifiées par l'agent diplomatique ou consulaire. Celui-ci certifie également les autres mentions inscrites dans la déclaration et peut exiger, en vue de leur vérification, la présentation, soit des titres mentionnés, soit du certificat de dépôt en garde, si ces titres sont déposés dans une banque soit de l'acte de nantissement.

L'*affidavit* n'est valable que pour des coupons échus depuis un an au plus au jour de sa date. Il est déposé à l'appui du bordereau dont la forme est déterminée à l'art. 3, et fait l'objet, sur un registre spécial, d'une inscription mentionnant la date, le nom de la personne dont il émane, la désignation de l'autorité qui l'a reçu. L'assujetti revêt l'*affidavit* d'un numéro d'ordre qui reproduit celui sous lequel il a été inscrit au registre spécial ci-dessus mentionné. Ce numéro est reporté, en même temps que la date, sur les bordereaux et registres prévus aux articles précédents.

L'*affidavit* est conservé pendant deux ans par l'assujetti qui a procédé au paiement et qui est tenu de le représenter à toute réquisition aux agents de l'Enregistrement.

Pour les titres déposés en garde ou donnés en nantissement, et appartenant aux personnes mentionnées au premier alinéa du présent article, qui continuent d'avoir leur domicile et leur résidence à l'étranger, l'*affidavit* est valable pour un an à partir de sa date.

En ce qui concerne les agents diplomatiques jouissant en France du bénéfice de l'exterritorialité, les formes et les conditions de la déclaration seront arrêtées de concert par les Ministres des Finances et des Affaires étrangères.

ART. 12. — Les personnes désignées au premier paragraphe de l'art. 35 de la loi qui possèdent, indépendamment de leur établissement principal, une ou plusieurs agences ou succursales, doivent y faire tenir deux registres semblables à ceux dont la forme est déterminée à l'art. 8 du présent décret. Ces registres reçoivent l'inscription des opérations prévues au présent décret qui ont été effectuées par l'agence ou succursale.

Chaque agence ou succursale doit, en outre, effectuer, à l'époque indiquée à l'art. 10, la production des extraits prévus à l'art. 9, accompagnée, s'il y a lieu, du versement de l'impôt.

ART. 13. — Les remises attribuées aux assujettis par l'art. 36 de la loi sont liquidées, pour chacun des établissements, agences ou succursales, à l'expiration de chaque année, d'après le montant des prélèvements d'impôts qui y ont été effectuées au cours de l'année précédente, déduction faite du montant des taxes restituées dans le cours de ladite année.

Le taux de ces remises est le suivant :

Sur les premiers 100.000 francs, 1 %.

Sur la partie de l'impôt excédant 100.000 francs, 0 fr. 75 %.

ART. 14. — Dans le cas prévu par l'art. 37 de la loi, si lors du détachement du premier coupon, le montant du revenu annuel n'est pas connu, l'impôt est calculé d'après le revenu de l'année précédente.

ART. 15. — Il est créé pour l'exécution de l'art. 37 de la loi du 29 mars 1914, des timbres mobiles à 1, 2, 3, 4, 5, 10, 15, 20, 25, 30, 35, 40, 45, 50, 55, 60, 65, 70, 75, 80, 85, 90, 95 centimes, 1 fr., 1 fr. 25, 1 fr. 50, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 20 francs.

Les timbres sont annulés par l'inscription à l'encre noire, en travers du timbre, de la date de l'oblitération.

ART. 16. — Les déclarations prescrites par l'art. 37, § 1^{er}, de la loi sont faites, soit au bureau de l'Enregistrement de la résidence des déclarants, soit dans tout autre bureau ayant dans ses attributions la perception de la taxe sur le revenu des valeurs mobilières étrangères.

A Paris, ces déclarations sont souscrites dans un bureau désigné spécialement à cet effet par l'Administration.

ART. 17. — Les déclarations reçues par le service de l'Enregistrement sont inscrites sur un registre à souche. Il leur est donné un numéro d'ordre qui est reproduit sur la souche et sur le volant. Y sont également mentionnés :

1^o Le bureau qui reçoit la déclaration ;

2^o La date de la déclaration ;

3^o La nature des titres ;

4^o Le nombre et le numéro des titres ;

5^o La valeur par unité, sans escompte ni commission, en monnaie française au cours du jour, sous déduction des impôts établis dans les pays étrangers où les titres ont été créés et dont le paiement incombe au porteur du coupon ;

6^o Le montant total des arrérages perçus ;

7^o Le montant de la taxe.

Sur la demande du déclarant, ses nom, prénoms et adresse sont inscrits sur le registre.

La liquidation est vérifiée par le service de l'Enregistrement, qui perçoit immédiatement le montant des droits.

ART. 18. — Les receveurs de l'Enregistrement ne peuvent délivrer d'extraits ou copies des déclarations mentionnées aux deux articles précédents que sur une ordonnance du juge de paix, lorsque ces extraits ou ces copies sont demandées par d'autres personnes que les déclarants ou leurs ayants cause.

ART. 19. — L'Administration de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre fera déposer aux greffes des cours et tribunaux des spécimens des timbres mobiles créés par le présent décret. Il sera dressé, sans frais, procès-verbal de chaque dépôt.

La loi du 30 décembre 1916 élève le tarif de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières françaises, des valeurs étrangères abonnées et des valeurs étrangères non abonnées. Elle assujettit, en outre, à cet impôt les tantièmes alloués en vertu des statuts aux administrateurs français des sociétés étrangères.

ART. 11. — A partir du 1^{er} janvier 1917, la taxe de 4 francs pour 100 francs, établie sur le revenu des valeurs mobilières par les lois des 29 juin 1872, 21 juin 1875, 28 décembre 1880, 29 décembre 1884, 26 décembre 1890, 13 juillet 1911 et 29 mars 1914, art. 33, est fixée à 5 %.

La taxe de 8 % établie par les art. 5 de la loi du 21 juin 1875 et 20 de la loi du 25 février 1901, sur les lots payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations, effets publics et tous autres titres d'emprunt, est fixée à partir de la même date à 10 %.

La taxe de 5 % établie par les art. 31, 34 et 42 de la loi du 29 mars 1914 sur le revenu des valeurs mobilières étrangères qui ne sont pas soumises au régime de l'abonnement, ainsi que sur les titres de rentes, emprunts et autres effets des gouvernements étrangers, est fixée, à partir de la même date, à 6 %.

ART. 12. — A partir du 1^{er} janvier 1917, les bénéfices qui, par suite de dispositions statutaires, sont distribués aux membres des conseils d'administration des sociétés, compagnies et entreprises étrangères visées au premier alinéa de l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872 sont soumis à une taxe équivalente à celle qui est établie par l'art. 12 de la loi du 13 juillet 1911 sur les bénéfices distribués aux administrateurs des sociétés françaises. Cette taxe, dont le tarif est fixé à 5 %, est perçue, en ce qui concerne les sociétés, compagnies et entreprises étrangères susdésignées, sur la quote-part des bénéfices distribués à ceux des membres de leur conseil d'administration qui sont domiciliés en France ou y résident.

Les dispositions de l'art. 1^{er} du décret du 22 août 1912 sont applicables auxdites sociétés, compagnies et entreprises étrangères qui acquitteront la taxe au bureau de l'Enregistrement où elles doivent verser la même taxe pour leurs titres ou pour leurs biens français.

Toutefois, à défaut de paiement par lesdites sociétés dans le délai prévu au même article, le recouvrement de la taxe pourra être poursuivi directement contre chacun des membres des conseils d'administration qui sont domiciliés en France ou y résident.

La loi du 25 juin 1920 double le tarif de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières françaises et étrangères.

ART. 50. — La taxe de 5 % établie sur le revenu des valeurs mobilières par les lois des 29 juin 1872, 21 juin 1875, 28 décembre 1880, 29 décembre 1884, 26 décembre 1890, 13 juillet 1911, 29 mars 1914, art. 33, 30 décembre 1916, art. 11 et 12, 31 juillet 1917, art. 38, est porté à 10 francs pour 100 francs.

La taxe de 10 % établie par les art. 5 de la loi du 21 juin 1875, 20 de la loi du 25 février 1901 et 11 de la loi du 30 décembre 1916 sur les lots payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations, effets publics et tous autres titres d'emprunts, est fixée à 20 francs pour 100 francs.

La taxe de 6 % établie par les art. 31, 34 et 42 de la loi du 29 mars 1914 et l'art. 11 de la loi du 30 décembre 1916 sur le revenu des valeurs

mobilières étrangères qui ne sont pas soumises au régime de l'abonnement, ainsi que sur les titres de rentes, emprunts et autres effets publics des gouvernements étrangers est fixée à 12 francs pour 100 francs.

La loi du 31 juillet 1920 prévoit, dans son article 30, certaines faveurs fiscales aux sociétés françaises qui assurent la gestion de titres étrangers non abonnés. Le texte de cette disposition sera donné page 170.

Le décret du 14 décembre 1920 modifie le taux des remises allouées aux intermédiaires qui retiennent pour le compte du Trésor le montant de l'impôt sur le revenu des coupons de titres étrangers.

Le taux de cette remise est abaissé :

Sur les premiers 100.000 francs à 0 fr. 50 %.

Sur la partie de l'impôt excédant 100.000 francs à 0 fr. 375 %.

Le décret du 30 mars 1922 modifie les délais de revision des quotités imposables des valeurs étrangères abonnées et les délais impartis aux représentants responsables pour dénoncer leur engagement.

ART. 1^{er}. — L'art. 3 du décret du 24 mai 1872 est modifié ainsi qu'il suit :

« Ar. 3. — Le nombre des titres fixé par le Ministre des Finances, conformément aux articles qui précèdent, peut être révisé dans les conditions suivantes :

« Lors de chaque fixation, le Ministre des Finances détermine la durée de la période à laquelle sera applicable la quotité fixée. Cette période ne pourra pas excéder trois ans.

« S'il n'y a pas lieu à revision, la fixation précédente sert de base pour une nouvelle période dont l'Administration de l'Enregistrement fixera d'avance la durée dans les limites du maximum de trois ans.

« S'il y a lieu à revision, la fixation précédente sert de base pour une nouvelle période déterminée dans les conditions prévues par le deuxième alinéa du présent article.

« A défaut par les sociétés, compagnies, entreprises, d'acquitter les droits, les titres sont rayés de la cote.

« Le représentant établi en France, conformément à l'art. 10 du décret du 17 juillet 1857, peut faire cesser sa responsabilité à la fin de chaque période en prévenant l'Administration trois mois à l'avance par une déclaration remise contre récépissé entre les mains du receveur de l'Enregistrement compétent ou adressée à cet agent par la poste sous pli recommandé. »

ART. 2. — L'art. 3 du décret du 6 décembre 1872 est complété par la disposition suivante :

« Le représentant responsable pourra mettre fin à sa responsabilité dans les conditions prévues par le dernier alinéa de l'art. 3 du décret du 24 mai 1872. »

ART. 3. — Les dispositions qui précèdent seront appliquées aux représentants responsables déjà agréés par l'Administration.

ART. 4. — Les dispositions des troisième et quatrième alinéas de l'art 1^{er} relatives aux revisions ne sont applicables aux sociétés actuellement abonnées qu'en ce qui concerne les titres dont la quotité imposable deviendra revisable à compter du 1^{er} janvier 1923.

Enfin, la loi du 22 mars 1924, qui, dans son art. 3, ajoute deux décimes à tous les impôts recouvrés au profit de l'Etat contient dans son article 31 la disposition suivante :

ART. 31. — Lorsque les dividendes, intérêts, arrérages et tous autres produits des valeurs mobilières étrangères soumises par les lois en vigueur à des droits et taxes équivalents à ceux qui atteignent les valeurs françaises sont stipulés payables soit en francs, soit en monnaies étrangères au choix des porteurs, soit en or, et qu'ils sont touchés en monnaies étrangères, l'excès de leur valeur en monnaie française au cours du jour du paiement sur leur montant nominal en francs français supporte l'impôt de 10 %.

L'acquittement de cette taxe incombe aux personnes visées par les art. 35 à 37 de la loi du 29 mars 1914.

L'impôt est assis et perçu sur les bases et dans les conditions fixées par les art. 34 et 39 de la loi du 29 mars 1914 et par les dispositions du décret du 21 juin 1914.

Au cours de cette période, le législateur semble renoncer à perfectionner le régime de l'abonnement pour s'attacher à imposer d'une manière plus équitable les valeurs non abonnées. Le plus grand pas qu'il a fait dans cette voie est marqué par la loi du 29 mars 1914, qui résume, en quelque sorte, les règles générales relatives au régime des valeurs non abonnées, comme la loi du 13 avril 1898 fixe les conditions dans lesquelles le régime de l'abonnement est imposé aux sociétés et collectivités locales étrangères.

CHAPITRE II

Régime de l'abonnement

Les valeurs étrangères abonnées sont celles dont les taxes sont avancées par les sociétés ou collectivités étrangères qui les ont émises. Leur régime fiscal se rapproche donc de celui des valeurs mobilières françaises puisqu'on y trouve le même phénomène du dédoublement de l'incidence légale. Mais, tandis que la loi oblige toutes les sociétés et collectivités françaises à faire l'avance des droits exigibles sur leurs titres, elle ne soumet à la même obligation que les sociétés et collectivités étrangères qui en font la demande.

Cette demande n'est, d'ailleurs, pas entièrement facultative. Les établissements étrangers sont contraints de la formuler dans certains cas ; c'est ainsi qu'à l'heure actuelle ils doivent souscrire l'engagement d'acquitter les taxes toutes les fois que la circulation de leurs titres en France provient, directement ou indirectement, de leur fait.

L'engagement pris par les sociétés et collectivités étrangères d'acquitter les taxes exigibles sur leurs titres n'a par lui-même qu'une simple valeur morale puisque le fisc n'a aucune action en dehors des frontières du pays. Aussi, l'Administration subordonne l'acceptation de cet engagement à la présentation de garanties spéciales pour le recouvrement de l'impôt. Ces garanties, qui résident dans la constitution d'un *représentant responsable* ou le *versement d'un cautionnement*, seront étudiées dans la seconde partie de notre ouvrage qui leur est spécialement consacrée, à raison de leur importance toute particulière. Nous nous bornerons à exposer dans ce chapitre : 1^o les circonstances qui rendent l'abonnement obligatoire ; 2^o comment on

détermine le nombre des titres qui doivent supporter l'impôt, et enfin 3^o les modes de liquidation et de payement des trois taxes.

A) CIRCONSTANCES QUI RENDENT L'ABONNEMENT
OBLIGATOIRE

Nous venons de dire que les sociétés et collectivités étrangères étaient tenues de se soumettre au régime de l'abonnement toutes les fois que la circulation de leurs titres provient directement ou indirectement de leur fait,

Cette règle résulte davantage de la jurisprudence et de l'interprétation administrative que des textes de lois qui auraient, peut-être, permis une plus grande extension du régime de l'abonnement.

L'art. 9 de la loi du 23 juin 1857 visait d'une manière très générale la cote et la négociation en France, mais l'art. 10 du décret du 17 juillet 1867 ne rendit l'abonnement obligatoire que pour les sociétés « autorisées à faire coter leurs actions et obligations, soit à la Bourse de Paris, soit aux bourses départementales ».

La loi du 29 juin 1872 prévoit la cote, la négociation, l'exposition en vente et l'émission en France ; le décret du 6 décembre de la même année parle en termes analogues de cote, de circulation d'émission et de souscription. Mais lorsque l'Administration voulut considérer, d'une manière un peu stricte, ces opératoins comme des faits générateurs, elle se heurta à la jurisprudence d'un arrêt de la Cour de Cassation du 12 avril 1897, dont les motifs sont ainsi conçus :

« Attendu que de la combinaison de l'art. 2 de la loi du 30 mars 1872 (*qui avait prévu l'exigibilité du droit de timbre au comptant sur les valeurs non abonnées*) avec l'art. 9 de la loi du 23 juin 1857 et l'art 4 de la loi du 29 juin 1872, il résulte que, pour l'exigibilité des trois impôts

auxquels ce dernier article assujettit les sociétés étrangères, il faut distinguer entre le cas où des négociations de titres de ces sociétés ont lieu en France en dehors de leur participation, cas régi exclusivement par la loi du 30 mars 1872 et celui où les titres sont cotés à la Bourse ou circulent, sur le marché français, par suite d'un fait personnel des dites sociétés, que seul leur fait personnel leur rend la loi du 29 juin 1872 applicable. » (S. 98-1-241 ; R. E. 1385 ; J. E. 25.099 ; R. P. 8-985.)

La loi du 13 avril 1898 semble avoir eu pour but de modifier cette règle puisque, dans son art. 12, elle indique comme faits générateurs : l'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente, l'introduction sur le marché, l'annonce ou la publication de ces opérations et le service financier consistant soit dans le remboursement et le transfert des titres, soit le paiement des coupons. Cette énumération paraît englober tous les faits permettant de révéler la circulation des titres étrangers dans notre pays ; s'il en était ainsi, toutes les valeurs étrangères du marché français devraient être soumises au régime de l'abonnement. Or, il n'en est rien, parce que voici le sens donné par l'Administration de l'Enregistrement dans son instruction n° 2953 aux opérations prévues par la loi de 1898 :

Emission, mise en souscription, exposition en vente et introduction de titres étrangers en France. D'après la loi nouvelle, toute personne, sans aucune exception, qui procède en France à une émission, mise en souscription, exposition en vente ou introduction sur le marché de titres d'actions ou d'obligations créés par une société ou collectivité étrangère qui n'aurait pas fait agréer au préalable en représentant français personnellement responsable des droits de timbre, de transmission et de l'impôt sur le revenu auxquels ces titres sont soumis, est passible de la pénalité édictée par l'art. 3 de la loi du 25 mai 1872 (Inst. n° 2446), c'est à dire d'une amende de 5 % de la valeur nominale des titres émis, mis en souscription, exposés en vente ou introduits sur le marché, sans que cette amende puisse être inférieure à 50 francs en principal.

L'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente, au sens de la loi, émanent toujours de la société ou de la collectivité.

Le mot *émission* est une expression générale qui comprend tout placement de valeurs mobilières nouvelles sur le marché français par la collectivité ou son mandataire. (*Cass.*, 17 janvier 1888 ; *Inst.* n° 2750, § 5.)

La *mise en souscription* et l'*exposition en vente*, effectuées par la collectivité ou son mandataire, ne sont autre chose qu'une émission qui, au lieu d'être ouverte et close à dates fixes, se prolonge indéfiniment, jusqu'à ce que le but poursuivi soit atteint. C'est ainsi, par exemple, que les compagnies de chemins de fer émettent des obligations nouvelles en les mettant en souscription ou en les exposant en vente dans les différentes gares de leur réseau.

Quant à l'*introduction*, elle est le fait de l'établissement de crédit, du banquier, du professionnel, en matière de vente et d'achat de valeurs de bourse, qui écoule sur le marché français des titres qu'il a achetés en vue de créer sur la place un courant d'affaires sur ces valeurs ou d'accroître celui déjà existant. Par cela même qu'elle suppose l'idée de constituer un marché plus ou moins étendu ou de donner plus d'importance au marché existant, l'opération doit avoir pour objet une certaine quantité de titres. Cette quantité ne peut être déterminée dans chaque cas particulier qu'en tenant compte des circonstances ; il est donc impossible de la fixer d'avance, d'une manière uniforme et invariable, à un certain chiffre.

La *négociation* n'a pas été nommément visée par la loi nouvelle ; elle ne tombe pas par elle-même et en tant qu'elle se distingue de l'émission ou de l'introduction, sous l'empire de cette loi (*Comp. Inst.*, n° 2750, § 5). Par suite, elle ne rend pas nécessaire l'agrément préalable d'un représentant responsable. Mais elle continue à donner ouverture au droit de timbre au comptant sur les titres négociés qui n'ont pas déjà supporté cette taxe ou n'acquittent pas l'impôt par abonnement. (Lois 30 mars 1872, art. 2, et 28 décembre 1895, art. 5.)

Annonces ou publications. — L'art. 12 de la loi de finances du 13 avril 1898 n'interdit pas seulement l'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente et l'introduction sur le marché français des actions et obligations étrangères. Il prohibe, en outre, l'*annonce* ou la *publication* de ces opérations par voie d'insertion dans les journaux, d'affiches, de prospectus ou par tout autre mode de publicité, tant qu'un représentant responsable n'a pas été agréé, sous peine d'une amende de 5 % de la valeur nominale des titres faisant l'objet de l'annonce ou de la publication. La loi nouvelle n'a d'ailleurs fait que reproduire, sur ce point, les termes de l'art. 3 de la loi du 25 mai 1872 concernant les titres des gouvernements étrangers. Elle comporte, par suite, la même interprétation (*Inst.* n° 2446). Toutefois, à la différence de la loi du 25 mai 1872, dont les termes s'étendent même à l'annonce ou à la publication relatives à des opérations faites à l'étranger, la loi du 13 avril 1898 ne prévoit que la publication ou l'annonce relatives à des opérations faites en France. L'attention des agents est particulièrement appelée sur ce point.

Service financier. — Indépendamment de l'émission, de la mise en souscription, de l'exposition en vente, de l'introduction d'actions et d'obli-

gations étrangères sur le marché français et de toute annonce ou publication en France des opérations dont il s'agit, l'art. 12 interdit à toute personne de faire dans notre pays le *service financier* de ces valeurs, tant qu'un représentant responsable du paiement des taxes annuelles n'a pas été agréé.

En cas de contravention, l'amende de 5 % prononcée par la loi est due sur la valeur nominale des titres dont le service financier est effectué.

La loi détermine avec précision le sens et la portée des mots « *Service financier* ». Elle désigne par cette expression le service qui a pour objet soit le *remboursement* ou le *transfert des titres*, soit le *payement des coupons* et qui est effectué par des intermédiaires ou des représentants des sociétés et autres collectivités étrangères qui ont émis les titres. Elle exclut ainsi de ses dispositions le simple achat de coupons fait par un changeur, une maison de banque ou un établissement de crédit, les coupons achetés étant destinés à être présentés au payement soit aux guichets de la société, soit à ceux de son correspondant.

D'après cette interprétation administrative, la loi du 13 avril 1898 n'aurait pas changé le critérium établi par l'arrêt de la Cour de Cassation du 12 avril 1897, mais elle aurait eu pour but de préciser les cas où l'on doit considérer la circulation en France des titres étrangers comme imputable aux établissements émetteurs ; il est, dès lors, à regretter qu'elle n'ait pas mentionné la cote qui avait été formellement prévue par les lois de 1857 et de 1872. Cette lacune n'a aucune importance pour les valeurs cotées aux bourses officielles de Paris et des départements parce que le décret du 6 février 1880 interdit aux agents de change d'admettre à leur cote des titres de sociétés ou de collectivités locales étrangères non abonnées ; mais elle est beaucoup plus grave pour les valeurs cotées en *coulisse*. On peut, sans doute, expliquer cette situation en faisant ressortir qu'il est permis aux banquiers ou à leurs syndicats d'inscrire sur leurs bulletins les cours pratiqués sur n'importe quelle valeur, sans que l'établissement émetteur puisse s'y opposer. Il n'en est pas moins vrai qu'une valeur ne sera, en fait, cotée en banque que si elle est activement négociée sur le marché ; or, elle ne sera activement négociée que si elle est abondante et, dans ce cas, on ne peut concevoir que l'établissement émetteur consente à la

perdre de son contrôle. Si ses titres viennent à être cotés en banque, il sera amené à créer directement ou indirectement un service financier pour en surveiller la négociation. *On ne comprend point, par suite, que la loi de 1898 n'ait pas considéré, en la désignant d'une manière spéciale, la cote en coulisse comme un fait générateur des taxes.*

A côté de cette lacune, la loi de 1898 contient une innovation de grande portée. Tandis que les dispositions de 1857 et de 1872 n'étaient sanctionnées que par une amende à la charge des établissements émetteurs, la loi du 13 avril 1898 édicte, en outre, une pénalité contre toutes les personnes qui participent aux contraventions. Cette pénalité la même que celle prévue par l'art. 2 de la loi du 30 mars 1872, est de 5 % en principal (soit 9 % décimes compris) de la valeur nominale des titres faisant l'objet de l'opération interdite. C'est elle qui paraît constituer le plus efficace des moyens mis par le législateur à la disposition de l'Administration, pour assurer l'exécution de la loi. En effet, les établissements de crédit français en relation avec les sociétés et collectivités étrangères sont conduits, pour éviter l'amende élevée dont ils sont menacés, à agir d'eux-mêmes auprès de ces sociétés ou collectivités pour les déterminer à faire abonner leurs titres.

En résumé, *les titres des sociétés et collectivités étrangères doivent être soumis au régime de l'abonnement :*

1° *Lorsqu'ils sont cotés à la Bourse.*

2° *Lorsqu'ils font l'objet d'opérations désignées à l'art. 12 de la loi du 13 avril 1898, mais en donnant à ces opérations le sens qui leur a été attribué par l'instruction 2953 de l'Administration de l'Enregistrement.*

Cette obligation est sanctionnée : 1° par une amende de 100 à 5.000 francs en principal (soit 180 à 9.000 francs décimes compris) à la charge des établissements émetteurs ; 2° par une amende de 5 %, en principal, soit 9 % décimes

compris) de la valeur nominale des titres à la charge de toute personne accomplissant l'une des opérations désignées par l'art. 12 de la loi du 13 avril 1898 sur des titres abonnés de sociétés ou de collectivités étrangères.

B). QUOTITÉ IMPOSABLE

Les sociétés et collectivités françaises acquittent les trois taxes de timbre, de transmission et du revenu sur la totalité de leurs titres (1). L'assiette des mêmes taxes ne repose, au contraire, pour les sociétés et collectivités étrangères que sur une quotité de leurs titres, correspondant, en principe, à l'importance du nombre de ces titres sur notre marché.

Le décret du 17 juillet 1857 laissait au Ministre des Finances le soin de déterminer cette quotité. Les décrets du 11 janvier 1862 et 11 décembre 1864 fixaient une quotité arbitraire, suivant les cas, de la totalité ou de la moitié des titres émis. Il y avait là une fiscalité manifestement exagérée qui n'a pas été maintenue par le décret du 24 mai 1872.

Aux termes de l'art. 1^{er} de ce décret, la quotité imposable des titres est fixée par le Ministre des Finances, après l'avis d'une *Commission* dite des *Valeurs mobilières* et dont la composition est prévue par l'art. 2 du décret.

Aucune disposition ne règle le fonctionnement des délibérations de cette Commission, ni les moyens d'information qu'elle peut employer. Elle adopte le plus souvent les propositions que lui soumet l'Administration de l'Enregistrement ; mais lorsque, par une demande motivée,

(1) La seule dérogation à cette règle résulte des dispositions de la loi du 27 mars 1920 et de l'Art. 31 de la loi du 31 décembre 1921 qui ont placé sous le régime fiscal des valeurs étrangères non abonnées les séries spéciales d'obligations émises à l'étranger par les sociétés, compagnies et entreprises françaises depuis le 11 novembre 1918.

une société étrangère a témoigné le désir d'être entendue, la Commission n'hésite presque jamais à lui donner satisfaction ; elle convoque alors pour une séance déterminée un représentant de la société qui, dans ce cas, est introduit pour fournir ses explications verbales et doit se retirer avant que la Commission ne délibère. (MAGUÉRO, T. A., v^o Val. mobil. étr. n^o 184.)

Le Ministre n'est pas lié par les avis de la Commission. Il pourrait fixer une quotité imposable plus élevée ou plus faible que celle qui lui a été proposée. Sa décision est, cependant, presque toujours conforme à l'avis exprimé par la Commission.

Pour sauvegarder dans une certaine mesure les intérêts du Trésor en cette matière où l'élément imposable est essentiellement fugitif et mobile, sans faire peser, toutefois, sur les sociétés étrangères une charge trop lourde, l'art. 2 du décret prévoit que la quotité imposable ne pourra être inférieure à un dixième du capital, pour les actions, et à deux dixièmes, pour les obligations. C'est d'ailleurs, seulement sur le capital offert en souscription dans notre pays que le minimum se calcule. Si une collectivité étrangère introduit successivement plusieurs séries de ses titres sur le marché français, le minimum légal se calcule distinctement sur chaque série sans compensation possible de l'une à l'autre.

Aux termes de l'art. 3 du décret du 24 mai 1872, la quotité imposable était obligatoirement fixée pour une période de trois ans à l'expiration de laquelle la revision pouvait avoir lieu à la diligence soit des sociétés ou collectivités étrangères, soit de l'Administration. Pour atténuer les inconvénients que pouvait présenter un pareil forfait, le décret du 30 mars 1872 a décidé que la durée de la période à laquelle serait applicable la quotité fixée serait désormais déterminée par le Ministre des Finances, mais sans qu'elle puisse jamais excéder trois années.

C) MODÈS DE LIQUIDATION ET DE PAYEMENT DE L'IMPÔT

En principe, toutes les règles relatives à la liquidation et au payement des trois taxes de timbre, de transmission et du revenu sont les mêmes pour les valeurs étrangères abonnées et les valeurs françaises. Ces trois taxes sont donc payables par trimestre au bureau de l'Enregistrement dans le ressort duquel s'est manifesté pour la première fois le fait générateur. Le tarif des droits exigibles est celui en vigueur à la même époque pour les valeurs françaises ; mais il convient de signaler quelques petites différences dans le mode de liquidation.

Droit de timbre. — Cet impôt aménagé par la loi du 5 juin 1850 vise la création matérielle des titres. Les sociétés et collectivités étrangères peuvent l'acquitter de deux manières, soit au comptant, soit à l'abonnement. Dans le premier cas, le taux du droit est de 1 fr. 20 % (1) de la valeur nominale des titres s'il s'agit d'actions d'une société dont la durée ne doit pas dépasser dix ans, et de 2 fr. % s'il s'agit d'actions de sociétés dont la durée doit dépasser dix ans ou d'obligations. Dans le second cas, au lieu de se libérer en une seule fois, les collectivités acquittent une taxe annuelle représentative du droit au comptant. Le taux de cette taxe annuelle est de 0 fr. 12 % de la valeur nominale des titres, quelle que soit la nature de ces titres.

Les sociétés et collectivités étrangères ne peuvent acquitter l'impôt du timbre que par la taxe d'abonnement, d'où le nom donné à leurs titres de valeurs abonnées. Toutefois, lorsqu'au moment où elles contractent l'abonnement elles peuvent justifier qu'une partie de leurs titres a déjà supporté l'impôt du timbre au comptant, les titres ainsi timbrés sont déduits de la quotité imposable

(1) Pour l'indication des tarifs, il sera tenu compte des deux décimes édictés par l'art. 3 de la Loi du 22 mars 1924.

pour la taxe d'abonnement. (Motifs dans jugement de *Seine*, 4 janvier 1909 ; R. E., 4.931).

La taxe d'abonnement est calculée sur la valeur nominale des titres et lorsque cette valeur nominale est exprimée en monnaie étrangère, la taxe est liquidée d'après le cours du change au jour qui sert de point de départ à l'exigibilité de la taxe, sans que cette base puisse être modifiée par la suite. (MAGUÉRO, T. A, ; v^o *Val. mobil. étr.* n^o 250.)

Enfin, tandis que pour les valeurs françaises la situation de l'abonnement est constatée, en général, par une empreinte apposée sur les titres par l'Administration, pour les valeurs étrangères, cette formalité est toujours remplacée par une insertion au *Journal officiel*.

Droit de transmission. — Cet impôt créé par la loi du 23 juin 1857 vise la circulation des titres ; il a été institué pour servir d'équivalent aux droits d'enregistrement exigibles sur les mutations à titre onéreux.

Pour les valeurs françaises, l'application de l'impôt varie suivant que les titres sont nominatifs ou au porteur. Si les titres sont nominatifs, le droit est payé au moment du transfert et son taux est de 1 fr. 08 % de la valeur réelle du titre. Si les titres sont au porteur, le droit est converti en une taxe annuelle assise sur le cours moyen des titres l'année précédente ; le taux de la taxe est de 0 fr. 72 %. Par une disposition spéciale de l'article 24 de la loi du 28 décembre 1922, cette taxe annuelle est, en outre, exigible sur les actions et parts de fondateurs qui ne sont pas représentées par des titres matériellement créés, Autrefois, les établissements émetteurs avaient le droit soit de garder cette taxe à leur charge, soit de la récupérer sur les porteurs ; cette tolérance leur a été enlevée par l'art. 19 de la loi du 30 juin 1923 qui a interdit à partir de la promulgation de la loi « toutes clauses, conventions, décisions ou délibérations qui seraient prises,

soit lors des émissions, soit à l'occasion des distributions de dividendes, intérêts et tous autres produits des titres au porteur de toute nature et qui auraient pour objet de supprimer le secours accordé par l'art. 7 de la loi du 23 juin 1857, aux sociétés, compagnies, entreprises, départements, communes et établissements publics français tenus d'avancer la taxe annuelle de transmission... »

Les sociétés étrangères, que leurs titres soient nominatifs ou au porteur, acquittent toujours la taxe annuelle de 0 fr. 72 %, comme si leurs titres étaient au porteur. Par contre, les dispositions des lois du 28 décembre 1922 et 30 juin 1923 ne leur sont pas applicables. En conséquence, la taxe annuelle n'est pas exigible si les valeurs abonnées ne sont pas représentées par des titres matériellement créés (Cf. *Cass.*, 2 mai 1922 ; R. E. 7-568) ; d'autre part, les sociétés et collectivités étrangères peuvent conserver pour elles la charge de la taxe sans la récupérer sur les porteurs.

Impôt sur le revenu. — Cet impôt a été institué par la loi du 29 juin 1872 dans le but d'atteindre les revenus quelconques, soit des capitaux engagés dans les sociétés anonymes ou en commandite, sous forme d'actions, d'obligations, d'emprunts, part de commandites, etc., soit des capitaux prêtés aux départements, communes et établissements publics. Son application a été étendue, par l'art. 12 de la loi du 13 juillet 1911, aux bénéfices qui, par suite de dispositions statutaires, sont distribués aux membres des conseils d'administration des sociétés anonymes. Il présente une grande analogie avec la taxe instituée par les art. 38 et suivants de la loi du 31 juillet 1917 sur le revenu des créances, dépôts et cautionnements, avec laquelle il ne faut pas le confondre. A la différence de cette taxe, il n'atteint, en effet, que le revenu des capitaux engagés dans les sociétés de capitaux, les tantièmes alloués statutairement aux administrateurs de ces

mêmes sociétés et le revenu des capitaux prêtés aux personnes morales publiques.

Son taux est de 12 % sur :

1^o Les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions de toute nature ;

2^o Les arrérages et intérêts des emprunts et obligations des sociétés, collectivités locales et établissements publics ;

3^o Sur les primes de remboursement payées aux porteurs d'obligations ;

4^o Sur les tantièmes alloués statutairement aux administrateurs des sociétés.

Le tarif est de 24 % sur les lots payés aux porteurs d'obligations ou de bons à lots.

L'exigibilité de cet impôt étant indépendante de toute création matérielle de titres, il ne vise donc pas seulement le revenu des valeurs mobilières, mais ce sont elles qui sont le plus souvent atteintes par lui.

Nous étudierons au chapitre IV comment il frappe les revenus de sociétés ou collectivités étrangères non représentés par des valeurs mobilières.

Les règles de perception spécialement applicables aux valeurs mobilières sont les mêmes pour les titres français que pour les titres étrangers dont les revenus sont payés en monnaie française. Au contraire, si les revenus des titres étrangers sont payables en monnaie étrangère, la valeur imposable est déterminée d'après le cours du change le jour de la mise en distribution pour les dividendes et revenus variables, le jour de l'échéance des coupons pour les intérêts et autres revenus fixes.

Enfin, si les revenus des titres étrangers sont payables à la fois en monnaie française et en monnaie étrangère au choix du porteur, la société ou collectivité étrangère ne doit faire l'avance de l'impôt que sur le montant du revenu

évalué en monnaie française. Mais lorsque le paiement est fait au porteur en monnaie étrangère et que la valeur de cette monnaie est supérieure à celle de la monnaie française, le bénéfice provenant de la différence du change est assujetti, depuis la loi du 22 mars 1924 (art. 31) à l'impôt sur le revenu au taux de 12 % (décimes compris). Cette taxe sur le bénéfice du change est perçue de la même manière que l'impôt sur le revenu des valeurs non abonnées ; elle est retenue par les personnes qui effectuent le paiement du coupon, si le paiement de ce coupon est fait en France, ou payée sur déclaration des propriétaires ou usufruitiers si le paiement a été fait en dehors de notre pays. (Inst. 3810, § 16.)

CHAPITRE III

Régime des valeurs étrangères non abonnées

Le régime de l'abonnement, que nous avons étudié dans le chapitre précédent est, en principe, le régime de droit commun en France pour les titres des sociétés, et collectivités locales étrangères. On trouve cependant sur notre marché un grand nombre de titres qui ne sont pas assujettis à l'abonnement. Cette différence de traitement des titres étrangers tient à plusieurs causes.

Tout d'abord, pour les titres de quelques sociétés étrangères, il n'a jamais été relevé de faits personnels à ces sociétés pouvant les rendre passibles des impôts français. Ces titres ont pu être recueillis à l'étranger à titre successoral par des particuliers ou être acquis sur des bourses étrangères au cours d'un voyage ; ils se sont infiltrés dans notre pays sans qu'il y ait eu d'opérations spécialement visées par l'art. 12 de la loi du 13 avril 1898. Il y a, d'autre part, les titres qui, après avoir été introduits en France sous le couvert de l'abonnement, ne sont plus considérés comme abonnés parce que le paiement des taxes n'est plus effectué. En outre, bien que ce fait soit relativement rare en raison des pénalités édictées contre les intermédiaires par la loi de 1898, certaines sociétés étrangères peuvent avoir réussi à écouler leurs titres sur le marché français sans avoir rempli les formalités de l'abonnement. On trouve enfin sur le marché le groupe important des titres de rentes et effets publics des gouvernements étrangers auxquels, par respect de l'indépendance réciproque de chaque Etat, le gouverne-

ment français n'a pas demandé de se soumettre au régime de l'abonnement.

Tous ces titres rentrent dans la même catégorie des valeurs étrangères non abonnées. Les fonds d'Etats restent néanmoins très distincts des autres valeurs non abonnées ; c'est ainsi, notamment, qu'à la différence de ces dernières, ils peuvent toujours être inscrits à la cote officielle de toute bourse française. En raison de cette différence et d'autres qui seront étudiées en même temps que les règles concernant l'exigibilité du droit de timbre au comptant, il importe de donner une définition des fonds d'Etats.

*
* *

On entend par fonds d'Etats les titres de rentes ou d'emprunts dont le Trésor public d'un Etat se reconnaît personnellement débiteur et dont il s'oblige à effectuer le service. La nature des titres est donc facile à préciser lorsqu'il s'agit d'un Etat nettement indépendant et lorsque les titres sont émis directement par l'Etat emprunteur. Il n'en est plus de même lorsqu'on se trouve en présence de certaines collectivités ou lorsque l'émission des titres est faite par l'intermédiaire d'une société qui contracte un engagement personnel.

Pour savoir si une collectivité constitue une simple province ou un véritable Etat particulier faisant partie d'une Confédération, on doit rechercher si cette collectivité exerce ou non une souveraineté propre ; dans l'affirmative, les titres émis par elle doivent être considérés comme des fonds d'Etats ; dans l'hypothèse inverse, ce sont des titres de provinces étrangères pour lesquels l'abonnement est le régime normal. C'est ainsi que le caractère de fonds d'Etats a été reconnu aux obligations émises par les provinces de la République Argentine, parce que chacune des provinces composant cette république fédérale

a une constitution particulière et peut, aux termes de la Constitution nationale du 25 mai 1853, administrer librement ses propres affaires. Au contraire, ce caractère a été refusé aux obligations du Royaume de Galicie parce qu'il n'était qu'une division administrative de l'ancien Empire Austro-Hongrois uniquement composé de deux Etats distincts : l'Autriche et la Hongrie.

Lorsque les titres sont émis par l'intermédiaire d'une société qui contracte un engagement personnel, la difficulté à résoudre consiste à déterminer quel est le principal débiteur. Si l'Etat est débiteur direct, la société ne fournissant qu'un complément de garantie, les titres sont considérés comme des fonds d'Etats ; si, au contraire, c'est la société qui est débitrice, l'Etat étant alors un simple garant, les titres sont simplement des titres de sociétés étrangères. L'application de ces principes a conduit à ranger dans la catégorie des fonds d'Etats étrangers, notamment les obligations émises par la Société du Monopole des Tabacs portugais et les lettres de gage du Crédit Foncier de Serbie, parce que le capital et les intérêts de ces titres sont stipulés payables tout aussi bien par l'Etat portugais ou serbe que par les sociétés intéressées. Ont été considérées, au contraire, comme de simples valeurs de sociétés étrangères, les obligations de la Banque royale de Suède et les titres de la Banque de l'Etat de Fribourg (Suisse), parce que ces établissements sont absolument indépendants de l'Etat et que leurs titres ne sont émis que sous la simple garantie de l'Etat (MAGUÉRO, T. A., 2^e éd., v^o *Val. mobil. étr.* n^o 419 et suivants.)

* * *

Les valeurs mobilières étrangères non abonnées supportent, en principe, comme les autres valeurs mobilières françaises ou étrangères, les trois impôts de timbre, de transmission et du revenu. Mais, ces impôts n'ont pas à

être avancés par les établissements émetteurs ; ils sont acquittés directement par les porteurs suivant des modes spéciaux de perception.

DROIT DE TIMBRE

La loi du 23 juin 1857 n'organisait la perception du droit de timbre sur les valeurs mobilières étrangères que par le régime de l'abonnement ; par suite, dans toutes les circonstances où l'avance du droit n'était pas faite par les établissements émetteurs, les titres étrangers restèrent soumis au régime des effets négociables ordinaires dans les conditions prévues par la loi du 13 brumaire an VII. Cette situation dura jusqu'à la loi du 13 mai 1863 pour les fonds d'Etats et la loi du 30 mars 1872 pour les autres valeurs. Ces lois qui organisèrent un système de taxation plus rigoureux furent fréquemment modifiées. A l'heure actuelle, les dispositions qui régissent la matière sont résumées et, en quelque sorte, codifiées par la loi du 29 mars 1914.

Pour les faits qui donnent ouverture à l'impôt, la loi du 29 mars 1914 distingue les fonds d'Etats des autres valeurs.

Les opérations qui rendent obligatoire le régime de l'abonnement pour les titres des sociétés et collectivités étrangères motivent simplement l'exigibilité du droit de timbre au comptant pour les fonds d'Etats étrangers. C'est ce qu'exprime le deuxième paragraphe de l'art. 44 : « Les titres ou les certificats provisoires de titres émis, souscrits, exposés en vente ou introduits sur le marché en France, les nouveaux titres délivrés après conversion ne peuvent être remis aux souscripteurs, preneurs, acheteurs ou possesseurs sans avoir préalablement acquitté les droits de timbre fixés par les deux articles qui précèdent. » Pour que l'Administration soit à même de sur-

veiller l'accomplissement de cette prescription, le même article décide que l'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente, l'introduction sur le marché, le remboursement ou la conversion des fonds d'Etats ne peuvent être annoncés, publiés ou effectués en France sans qu'il ait été fait, dix jours à l'avance, dans un bureau de l'Enregistrement, une déclaration dont la date doit être mentionnée sur les avis ou annonces.

Les autres faits générateurs de l'impôt du timbre sont les mêmes pour les fonds d'Etats que pour les autres valeurs non abonnées. Ce sont : la négociation, l'exposition en vente, l'énonciation dans un acte ou écrit, soit public, soit sous seing privé, le remboursement et le transfert.

Les prescriptions de la loi paraissent théoriques pour la négociation, le remboursement et le transfert. Il est, en effet, presque impossible aux agents de l'Administration de saisir la négociation d'un titre parce que cette négociation se fait le plus souvent par tradition manuelle sans la rédaction d'un acte ou d'un écrit (1). Quant au remboursement et au transfert, ces opérations rendant en principe l'abonnement obligatoire en vertu de la loi de 1898, la loi de 1914 a voulu viser simplement le remboursement fait par un changeur sans mandat de l'établissement émetteur et le transfert par voie d'endossement d'un titre à ordre ; dans l'un et l'autre cas, il est pratiquement impossible à l'Administration d'assurer l'exécution de la loi.

Si les dispositions de la loi du 29 mars 1914 sont à peu près inefficaces en ce qui concerne la négociation, le remboursement et le transfert, il en est différemment pour les autres opérations prévues.

(1) Par une solution du 4 mai 1900, l'Administration a décidé que la loi du 28 décembre 1895, qui comme celle du 29 mars 1914 visait la négociation, n'était pas applicable aux bordereaux d'agents de change et de coulissiers quand ces écrits ne mentionnaient que des opérations d'achat ou de vente sans aucune stipulation particulière. (MAGUÉRO, *v° Val. mobil. étr.* n° 128). n° 382).

L'exposition en vente n'a pas ici le même caractère que dans l'instruction n° 2953 ; elle consiste dans l'exposition de titres dans les vitrines, boutiques et comptoirs de changeurs (Inst. n° 2445). Alors même qu'ils n'auraient pas le droit de communication chez les banquiers ou changeurs en contravention, les agents de l'Administration de l'Enregistrement pourraient surveiller l'exécution de la loi en se faisant accompagner d'un agent de l'autorité. (MAGUÉRO, T. A., v° *Val. mob. étr.*, n° 348). En fait, l'Administration use peu de ce moyen de répression ; elle préfère exercer son contrôle sur les actes de toute nature qui sont journellement soumis à la formalité de l'enregistrement.

L'énonciation d'un titre étranger non abonné dans un acte ou écrit entraîne l'exigibilité du droit de timbre. Par acte ou écrit, il faut entendre tout document authentique ou sous-seing privé susceptible de produire des effets juridiques. Dans ces conditions, il n'y aura pas contravention à énoncer des titres étrangers non abonnés dans des écritures domestiques, des livres de commerce ou des lettres missives, sauf lorsque ces documents consacrent par eux-mêmes l'usage juridique des titres. (MAGUÉRO, T. A., v° *Val. mob. étr.*, n° 380). D'autre part, il résulte des travaux préparatoires de la loi de 1914 que le législateur a voulu excepter de l'application du timbre les actes constatant simplement le dépôt de titres étrangers dans une banque et le retrait de ce dépôt. (Sénat, Débats, séances des 18 et 19 mars 1914 ; *J. O.* des 19 et 20.) Enfin, il convient de distinguer les inventaires des actes d'une autre nature.

Les titres étrangers non abonnés peuvent être énoncés dans un inventaire sans être timbrés, mais cette énonciation rend le droit de timbre exigible et l'impôt doit être acquitté dans les délais prévus par l'art. 7 de la loi du 31 décembre 1907. Dans tous les autres actes, au contraire, les titres étrangers ne peuvent être énoncés sans que cette énonciation ne soit accompagnée d'une mention

indiquant la manière dont l'impôt a été payé (Loi du 30 mars 1872, art. 2) (1).

Le droit de timbre des titres non abonnés est payé au comptant et peut être acquitté soit au moyen du visa pour timbre, soit par l'apposition du timbre extraordinaire. La mention du visa pour timbre est inscrite par le receveur de l'Enregistrement sur le titre même et est ainsi libellée : « Visé pour timbre (ou pour complément) de timbre à..... le..... n^o..... Reçu..... » ; elle doit toujours être accompagnée de l'empreinte du cachet du bureau ou, à défaut, de celle en usage pour l'oblitération des timbres mobiles. L'apposition du timbre extraordinaire ne peut avoir lieu qu'à l'Atelier général du Timbre à Paris.

Le tarif actuel du droit est de 2 fr. 40 % (2) du montant de la valeur nominale de chaque titre ou coupure considéré isolément. Il en résulte que pour les titres ou certificats collectifs la perception doit être établie en envisageant séparément chacune des unités comprises dans ces titres ou certificats collectifs. Sous l'empire de la loi du 28 décembre 1895, la perception se faisait toujours sur un minimum de 100 francs ; depuis la loi du 29 mars 1914, le droit se calcule sur la valeur exacte du titre.

Lorsque la valeur du titre est exprimée en monnaie étrangère, la conversion des monnaies étrangères en monnaie française est faite *au cours du jour* en ce qui concerne les titres des sociétés, compagnies, entreprises et autres collectivités ; pour les fonds d'Etats la valeur des monnaies

(1) Il ne suffit pas pour satisfaire au vœu de la loi d'indiquer que les titres énoncés dans les actes ont été régulièrement timbrés. Il est nécessaire de reproduire, toutes incomplètes qu'elles soient, les mentions figurant dans l'empreinte du timbre apposé, c'est-à-dire soit le montant du droit payé, soit le taux du droit ayant servi de base à la perception, selon que l'une ou l'autre de ces indications se trouve renfermée dans l'empreinte ou le visa.

(2) Lorsque les titres ont été timbrés postérieurement à la mise en vigueur de la loi du 28 décembre 1895, ils sont en règle au point de vue du timbre, alors même qu'ils ne l'auraient acquitté qu'au taux de 0, 50, 1 ou 2 %. Au contraire, s'ils ont été timbrés sous le régime antérieur à cette loi, ils sont considérés comme insuffisamment timbrés et sont passibles du droit de 2, 40 % sur lequel on impute le montant de l'impôt déjà payé.

étrangères en monnaie française est fixée annuellement par décret (Loi du 13 mai 1863, art. 6).

D'autre part, pour les fonds d'Etats cotés à la Bourse officielle et dont le cours moyen pendant l'année précédente est tombé au-dessous des trois quarts du pair, la perception s'effectue sur la valeur négociable déterminée par ce cours moyen. La liste de ces valeurs est publiée chaque année par les soins de l'Administration (Loi du 29 mars 1914, art. 43, § 2).

Toutes les contraventions aux dispositions de la loi du 29 mars 1914 sur le timbre des titres non abonnés sont punies par l'art. 46 d'une « amende de 5 % en principal (soit 9 % décimes compris) de la valeur des titres émis, exposés en vente, mis en souscription, négociés, introduits en France, remboursés, convertis, cotés ou énoncés dans les actes ou dont la feuille de coupons aura été remplacée, sans que cette amende puisse être inférieure à 100 francs en principal (soit 180 francs, décimes compris) ». Cette amende est encourue solidairement par les possesseurs des titres, les établissements de banque ou de change qui les introduisent sur le marché ou en font le service financier s'il s'agit de fonds d'Etats, et par les officiers publics ou ministériels qui les énoncent dans les actes de leur ministère sans indiquer la mention du paiement de l'impôt. Ces derniers sont, en outre, passibles d'une amende de 100 francs en principal (soit 180 francs, décimes compris) (Loi du 29 décembre 1895, art. 5).

Lorsque les titres sont énoncés dans un inventaire, le notaire doit indiquer si le titre est timbré ou non et, dans l'affirmative, relater la mention de paiement de l'impôt, sous peine de l'amende de 100 francs en principal. Les parties n'encourent l'amende proportionnelle de 5 % en principal, que si elles ne peuvent justifier avoir fait timbrer les titres dans les délais prescrits par la loi du 31 décembre 1907. Il n'y a pas solidarité entre les parties et le notaire pour le payement de ces pénalités.

IMPOT DE TRANSMISSION

Aucun droit de transmission n'est, à proprement parler, prévu pour les valeurs étrangères non abonnées ; mais lorsque la mutation de titres de cette catégorie est constatée par la rédaction d'un acte soumis à la formalité de l'enregistrement, elle donne lieu à la perception du droit de mutation ordinaire dont les tarifs varient avec la nature juridique des titres.

Ce droit est, à l'heure actuelle, de 1 fr. 08 % pour les actions, de 1 fr. 50 % pour les obligations et les rentes amortissables et de 3 % pour les rentes perpétuelles.

Comme il est assez rare, dans la pratique, de dresser un acte pour constater la mutation de valeurs mobilières, la transmission de titres étrangers non abonnés échappe, en fait, presque toujours à la perception de l'impôt.

IMPOT SUR LE REVENU

Pendant longtemps, les valeurs étrangères non abonnées n'acquittaient pas l'impôt sur le revenu ; cette situation n'a été modifiée que par la loi du 29 mars 1914 qui les assujettit à l'impôt sur le revenu si leurs dividendes, intérêts, arrérages et produits sont payés en France ou touchés à l'étranger par des personnes domiciliées en France. Dans le premier cas, l'impôt est retenu par le banquier, le changeur ou la personne qui procède au paiement ; dans le second cas, il est acquitté, soit au moyen de l'apposition de timbres mobiles, soit par voie de déclarations annuelles par le propriétaire ou l'usufruitier qui encaisse ses coupons à l'étranger ou s'en fait envoyer le montant.

Les détails d'exécution de la loi, déterminés par le règlement d'administration publique du 21 juin 1914 et modifiés sur quelques points par la loi du 22 mars 1914 et le décret du 16 septembre 1924, peuvent se résumer de la manière

suivante, en distinguant suivant que le paiement des coupons a lieu en France ou à l'étranger.

Paiement en France. — Quiconque fait profession ou commerce de recueillir, encaisser, payer ou acheter des coupons, chèques ou tous autres instruments de crédit créés pour le paiement des produits quelconques de valeurs étrangères non abonnées, doit le déclarer au bureau de l'Enregistrement de sa résidence, préalablement à toute opération. S'il s'agit d'un établissement à succursales multiples, la déclaration doit être faite au bureau de chaque agence ou succursale (1).

Les personnes ainsi désignées par la loi ne peuvent recueillir, encaisser, payer, acheter ou négocier les coupons, chèques ou autres instruments de crédit ayant pour objet le paiement de produits de valeurs étrangères non abonnées sans opérer immédiatement la retenue de l'impôt. Le paiement s'entend, d'ailleurs, non seulement de la remise effective d'une somme d'argent, mais encore de l'inscription des coupons ou chèques à l'actif du compte du porteur ou de tout autre procédé qui fait entrer les revenus dans le patrimoine individuel du détenteur du titre. Par coupon, on entend tout revenu, qu'il soit représenté ou non par un instrument quelconque ; ainsi la loi s'applique aux revenus des titres nominatifs payés sans détachement d'une figurine, comme à ceux des titres au porteur ou mixtes ; quant à l'expression : instruments de crédit, elle vise d'une façon générale tout titre, quel qu'il soit, créé pour l'encaissement de ces revenus : lettres de change, billets à ordre, chèques, ordres de virement, etc. Il a été reconnu notamment, par une solution administrative, que l'agence française d'une banque étrangère doit retenir la taxe sur le revenu au moment où elle inscrit

(1) Cette déclaration est indépendante de celle qui est prévue par l'art. 1^{er} de la loi du 1^{er} août 1917 instituant un répertoire des opérations de change. A l'heure actuelle, pour souscrire la déclaration prévue par la loi de 1914, comme celle prévue par la loi de 1917, il faut produire au receveur une autorisation écrite du Ministre des Finances. (Art. 61 et 69 de la loi du 22 mars 1924).

au compte de ses clients le montant des coupons de titres étrangers non abonnés qui ont été présentés au paiement dans des succursales établies hors de France (Inst. n° 3449, § 14 ; R. E. 6.348). Le Ministre des Finances a cependant décidé que les dispositions de la loi du 29 mars 1914 ne s'appliquent pas aux lots et aux primes de remboursement des titres non abonnés (D. M. F., 22 août 1914, Inst. n° 3434, § 18 ; R. E., 6.269).

Enfin, les assujettis n'ont pas à faire la retenue de l'impôt : 1° quand le payement est fait à un étranger, domicilié et résidant à l'étranger, qui produit un *affidavit* (1) ; 2° quand il est justifié à l'assujetti que la retenue de l'impôt a déjà été effectuée par un précédent intermédiaire soumis aux prescriptions de la loi ou que cet intermédiaire a payé les revenus à une personne munie d'un *affidavit*.

Toute personne qui demande en France le payement de coupons ou d'arrérages de titres étrangers non abonnés doit déposer un bordereau daté. Ce bordereau mentionne le nom et le domicile de l'assujetti qui effectue le payement, la nature, le nombre, la valeur des coupons présentés et le montant de l'impôt retenu ou le numéro d'ordre de l'*affidavit*. Sous l'empire de la loi du 29 mars 1914, le bordereau ne devait porter ni le nom, ni l'adresse, ni la signature du détenteur du titre ; l'art. 62 de la loi du 22 mars 1924 a rendu ces indications obligatoires et a prescrit, en outre, au payeur du coupon de s'assurer de l'identité du porteur.

Les assujettis, qui négocient en France des coupons ou des instruments de crédit sur lesquels l'impôt a déjà

(1) L'*affidavit* est une déclaration écrite par laquelle le porteur du coupon certifie : 1° qu'il est de nationalité étrangère ; 2° qu'il ne fait pas profession de recueillir, encaisser, payer ou négocier des coupons de valeurs mobilières ; 3° qu'il est propriétaire ou usufruitier des titres dont les coupons sont détachés. Elle est datée et signée. Elle doit, en outre, recevoir le visa de l'agent diplomatique ou consulaire français dans la circonscription duquel réside le déclarant.

Pour permettre l'exonération de l'impôt, l'*affidavit* ne doit pas être d'une date postérieure de plus d'un an à celle de l'échéance des coupons.

été retenu, soit par eux-mêmes, soit par un précédent intermédiaire, doivent joindre à l'appui de chaque transmission un bordereau daté et signé, qui contient leurs noms et domiciles, ceux de l'assujetti à qui la transmission est faite, la nature et le nombre des coupons.

Pour permettre à l'Administration de mieux s'assurer de l'exécution de la loi, les assujettis doivent tenir deux registres en papier non timbré sur lesquels ils inscrivent, jour par jour, sans blanc ni interligne, toute opération de paiement ou de négociation de coupons. Le registre n° 1 reçoit l'inscription des opérations de paiement lorsque ces opérations ont donné lieu, de la part de l'assujetti, à une retenue de l'impôt ou à la production d'un *affidavit*, il indique, notamment, la nature, le nombre et la valeur des coupons payés et le montant de l'impôt ou du numéro de l'*affidavit*. Le registre n° 2 est réservé à l'inscription des paiements de coupons sur lesquels l'impôt a été prélevé ou avancé par un précédent intermédiaire et de ceux dont le paiement a donné lieu à la production d'un *affidavit* au précédent intermédiaire. Il indique la date de l'opération, le numéro du bordereau de négociation établi par le banquier vendeur, la nature et le nombre des coupons négociés.

La taxe, dont le tarif actuel est de 14 fr. 40 % est liquidée sur la valeur brute des coupons, sans déduction ni de l'escompte, ni de la commission, mais diminuée toutefois du montant des impôts établis dans les pays étrangers où les titres ont été créés et dont le paiement incombe au porteur du coupon.

A la date du dernier jour de chaque mois, les assujettis établissent des extraits certifiés de leurs deux registres et comprenant toutes les opérations effectuées pendant le mois. Ces extraits sont déposés dans les dix premiers jours du mois suivant au bureau de l'Enregistrement où a été faite la déclaration et ce dépôt est accompagné du versement de l'impôt de 14 fr. 40 % applicable à chacune des opérations portées au registre n° 1, à l'exception de celles

qui ont donné lieu à la production d'un *affidavit*. Toutefois, il y a lieu de déduire, des sommes à verser au Trésor, l'impôt applicable aux coupons dont le banquier s'est fait rembourser le montant par les porteurs à qui il en avait fait l'avance, faute d'avoir pu en récupérer le montant contre l'Etat ou l'établissement débiteur. La déduction n'est, d'ailleurs, admise que si le remboursement a eu lieu dans le même mois que le paiement. Si cette condition n'est pas remplie, le banquier doit en demander la restitution par demande spéciale.

Les assujettis qui colligent l'impôt pour le compte du Trésor ont droit à une remise dont le taux est de 0 fr. 50 % sur les premiers 100.000 francs d'impôt versé et de 0 fr. 375 % sur les versements excédant 100.000 francs. Ces allocations sont liquidées séparément pour chaque agence ou succursale et elles sont payées à la fin de chaque année sur mandat délivré par le Directeur de l'Enregistrement du département dans lequel l'impôt a été recueilli.

Les contraventions pour défaut de déclaration d'existence, encaissement, paiement, achat ou négociation de coupons sans retenue de l'impôt sont constatées au moyen de procès-verbaux dressés par les agents de l'Enregistrement, des Contributions directes, des Contributions indirectes, des Douanes, les officiers de police judiciaire et les agents de la force publique. Elles donnent lieu à des poursuites correctionnelles engagées à la requête de l'Administration de l'Enregistrement ou de celle des Contributions directes et sont punies d'une amende de 100 francs à 10.000 francs indépendamment du quintuple droit sur les coupons, chèques et instruments de crédit qui auraient été payés sans retenue de l'impôt.

En outre, si le défaut de déclaration d'existence est constaté à la charge d'un individu n'ayant pas d'établissement en France — qu'il opère pour son compte ou pour le compte d'un tiers — la contravention fait l'objet de poursuites correctionnelles et est passible d'un empri-

sonnement de six mois à un an et d'une amende de 1.000 à 10.000 francs ; en cas de récidive, l'emprisonnement peut être de un à deux ans et l'amende de 10.000 à 25.000 francs.

Encaissement des coupons à l'étranger. — L'impôt sur le revenu est dû au même tarif de 14 fr. 40 % par les personnes domiciliées en France, sans distinction de nationalité, qui, propriétaires ou usufruitières de titres étrangers non abonnés, se font envoyer de l'étranger ou y encaissent, soit directement, soit par un intermédiaire non domicilié en France, les dividendes, intérêts, arrérages et tous autres produits de ces valeurs.

L'impôt peut être perçu de deux façons : soit par l'apposition de timbres mobiles, soit au moyen de déclarations.

Dans le premier cas, les porteurs acquittent l'impôt en apposant annuellement sur les titres des timbres mobiles spéciaux d'une valeur égale à l'impôt exigible pour l'année entière et ils les oblitérent en y inscrivant la date de l'apposition. Dans le second cas, les propriétaires ou usufruitiers souscrivent, au bureau de l'Enregistrement de leur résidence, dans les trois premiers mois de l'année, une déclaration du montant total des coupons encaissés pendant l'année précédente et acquittent l'impôt sur ce total. Cette déclaration peut être verbale.

Dans l'un et l'autre cas, les contribuables ne sont pas tenus de faire connaître leur identité, mais ils doivent comprendre le revenu de leurs titres étrangers non abonnés dans leur déclaration d'impôt général sur le revenu.

Les contraventions en cette matière sont punies d'une amende égale au quintuple des sommes dont le Trésor a été privé pour chacune des années antérieures à celle de la découverte de la contravention, sans, toutefois, que le droit de répétition puisse s'étendre à plus de dix ans. Si la contravention n'a pas eu pour résultat de priver le Trésor d'un droit, elle est punie d'une amende de 100 francs à 10.000 francs.

CHAPITRE IV

Sociétés étrangères assujetties à l'impôt sur le revenu en raison des biens qu'elles possèdent en France ou des emprunts qu'elles y contractent.

L'impôt sur le revenu institué par la loi du 29 juin 1872 a pour but d'atteindre le revenu des capitaux mobiliers engagés dans des sociétés de capitaux ou prêtés à des personnes morales publiques. Son exigibilité est indépendante de toute création matérielle de titres. Il s'applique, dès lors, tout aussi bien au revenu des valeurs mobilières circulant sur notre marché, qu'aux revenus distribués par une société étrangère qui exploite des biens en France et qu'aux intérêts servis par une société ou collectivité étrangère pour un emprunt contracté dans notre pays.

Nous avons déjà exposé comment cet impôt se liquide sur les titres circulant sur notre marché ; nous étudierons dans ce chapitre les règles de perception concernant : 1^o les sociétés étrangères qui possèdent ou exploitent des biens dans notre pays ; 2^o les emprunts contractés en France par des sociétés ou collectivités étrangères.

I

D'après l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872 rendu pour l'application de la loi du 29 juin de la même année, les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés ou ne circulent pas dans notre pays, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, doivent la taxe sur le re-

venu en raison des valeurs françaises qui en dépendent.

Comme les termes de la loi sont loin d'être aussi nets que ceux du décret, on a longtemps soutenu que le règlement d'administration publique était inconstitutionnel. Cette interprétation a même été adoptée par le Tribunal de la Seine qui a déclaré, par un jugement du 5 juin 1885, que « l'autorité de ce document, si considérable qu'elle soit, ne peut prévaloir contre le texte positif de la loi et contre son esprit... ; qu'il est impossible de méconnaître que le décret du 6 décembre s'en est écarté en soumettant à l'impôt les sociétés étrangères qui posséderaient des biens meubles ou immeubles en France, alors que la loi visait uniquement les capitaux français apportés ou prêtés à une entreprise étrangère, et que, sous ce rapport, il a dépassé les limites de la délégation conférée par la loi à l'Administration ; qu'il ne saurait, dès lors, servir de base à une décision judiciaire... » (J. E., 22.838 ; R. P., 6.560.) Mais, cette théorie n'a pas prévalu. On a fait remarquer que si le législateur de 1872 n'avait pas formellement visé les sociétés étrangères qui possèdent et exploitent des biens dans notre pays, la formule éminemment générale qu'il a employée atteint ces sociétés aussi bien que celles dont les titres sont cotés ou circulent en France. On a ajouté que le législateur n'avait pas eu la pensée de régler la matière dans tous ses détails et que M. Deseilligny, disait au nom de la Commission du budget de l'époque : « Nous avons pensé qu'il devait suffire de poser le principe dans la loi et de nous en référer pour l'étude des moyens pratiques de perception à un règlement d'administration publique. » (J. O. du 8 juin 1872, p. 3.847.) On en a conclu que le Conseil d'Etat, chargé d'élaborer le règlement, a dégagé, dans l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872, les conséquences du principe posé dans l'art. 4, § 1, de la loi du 29 juin précédent. Aussi, la Cour de Cassation, qui avait déjà admis la légalité du décret par les arrêts du 22 août 1879 (J. E., 21.028 ; S., 79-1-325),

du 29 août 1881. (J. E., 21.727 ; S., 82-1-181) et 13 mars 1882 (J. E., 21.854 ; S., 83-1-327), a cassé, par l'arrêt du 4 mai 1887 le jugement précité du Tribunal de la Seine, en reconnaissant à nouveau que la loi du 29 juin 1872 « frappe expressément les sociétés étrangères d'une taxe équivalente à celle qui est établie sur le revenu des valeurs françaises ; que le décret du 6 décembre 1872 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de ladite loi n'a fait qu'appliquer le principe posé par elle, en assujettissant à la taxe sur le revenu des sociétés les sociétés étrangères qui possèdent en France des biens meubles ou immeubles, alors même que les titres desdites sociétés ne seraient pas cotés en France et n'y circuleraient pas. » (S., 88-1-338) (1).

Les sociétés de capitaux étrangères sont donc assujetties à l'impôt sur le revenu toutes les fois qu'elles exploitent des biens sur notre territoire. Peu importe, d'ailleurs, la nature des biens exploités. Le texte de l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872 vise, en termes généraux, les « biens meubles ou immeubles » situés en France et l'expression « meubles » est aussi large que possible ; elle s'applique non seulement aux meubles corporels, mais encore aux meubles incorporels. Un fonds de commerce, un droit de jouissance, les bénéfices à retirer d'un contrat ou d'un traité et les créances qui peuvent en résulter suffisent pour que la société étrangère, qui les fait valoir en France, tombe sous le coup de la loi de 1872.

Mais, le seul fait de posséder des biens en France ne rend pas, dans tous les cas, les sociétés étrangères passibles de la taxe sur le revenu. Il est nécessaire que la société ait ces biens pour objet, c'est-à-dire qu'elle les exploite ou en tire un profit industriel. En effet, comme l'enseigne

(1) Cette manière de voir a toujours été suivie depuis par la jurisprudence *Cass.*, 19 février 1894, R. E. 658 ; — 15 nov. 1899, R. E. 2.253 ; — février 1903, R. E. 3.278 ; — 11 novembre 1903, R. E. 4.370). Elle a été également approuvée par la plupart des auteurs. (MAGUÉRO, T. A., v^o *Val. mobil. étr.* n^o 128).

M. Wahl, « une société qui a des biens en France sans que ces biens soient exploités par elle n'a pas ces biens pour objet. » (*Régime fiscal des valeurs mobilières*, n° 2788, note 1) (1). C'est ainsi qu'une société étrangère n'est pas assujettie à l'impôt sur le revenu qu'elle distribue si elle possède seulement des actions ou des obligations françaises dans son portefeuille ; elle supporte uniquement, dans ce cas, les taxes avancées par les sociétés françaises qui ont émis les titres. (Sol., 12 février 1896 ; R. E., 1.145.) Il ne faut, d'ailleurs, pas donner à cette interprétation une trop grande extension ; ainsi, on peut concevoir tel emploi de capitaux qui, dans bien des cas, n'a que le caractère d'un simple placement et qui contient, parfois, une partie du commerce ou de l'industrie d'une société. Tel est le cas d'une société immobilière qui achète des immeubles en France pour les morceler et les revendre, ou d'une compagnie d'assurances qui fait des placements en valeurs françaises. (MAGUÉRO, T. A., v° *Val. mob. étr.*, n° 130.)

Les sociétés étrangères qui exploitent des biens en France acquittent la taxe sur le revenu au même tarif que les sociétés françaises (à l'heure actuelle 12 %). D'après l'art. 3, § 3, du décret du 6 décembre 1872, l'assiette du droit repose sur une quotité du capital social ; cette expression de « capital social » paraît mal choisie puisqu'il s'agit d'un impôt sur le revenu ; elle a, sans doute, été adoptée parce qu'il est plus facile de déterminer la quotité du revenu imposable en prenant pour base de calcul le rapport entre la portion de capital social située en France et la totalité du capital social ; quoiqu'il en soit, la taxe reste toujours assise sur les revenus de toute nature distribués par la société à ses actionnaires, obligataires ou prêteurs et n'est exigible que sur une quotité de ces revenus.

(1) La possession de bien en France ne donnant point par elle-même ouverture à l'impôt sur le revenu, les collectivités locales et les établissements publics étrangers ne sont jamais assujettis à l'impôt sur le revenu en raison des biens qu'ils peuvent avoir dans notre pays ; la possession de ces biens a toujours, en effet, pour eux le caractère d'un simple placement.

La quotité imposable est fixée par le Ministre des Finances dans les mêmes conditions que celles prévues pour les titres, c'est-à-dire après avis de la Commission des Valeurs mobilières (décrets des 24 mai 1872, 6 décembre 1872 et 30 mars 1922). Aucun minimum n'ayant été prévu, cette quotité peut se traduire par une fraction allant parfois jusqu'au dix-millième. Les règles suivies par la Commission des Valeurs mobilières pour la déterminer sont, en général, assez compliquées. Le mode de calcul varie selon la nature du commerce ou de l'industrie auxquels se livre la société étrangère ; souvent plusieurs facteurs, tels que la comparaison de l'actif français, des affaires françaises, des bénéfices français, du personnel français, etc., avec les éléments correspondants de l'ensemble de l'exploitation concourent pour la fixation de la quotité imposable (1) ; mais tous ces procédés ont pour but de déterminer l'importance de l'exploitation française de la société par rapport à son exploitation totale.

L'improductivité des biens français de la société ou le mauvais résultat de ses opérations sur notre territoire n'a, d'ailleurs, aucune influence sur l'exigibilité de l'impôt ; celui-ci s'applique dans les limites de la quotité fixée à l'ensemble des distributions faites aux actionnaires, obligataires ou prêteurs.

Quant aux tantièmes alloués statutairement aux administrateurs, ceux qui reviennent aux administrateurs domiciliés ou résidant à l'étranger sont également frappés d'après la quotité imposable, mais, pour ceux qui sont distribués aux administrateurs domiciliés ou résidant en France, la taxe est liquidée sur leur intégralité (Loi du 30 décembre 1916, art. 12.) Dans ce dernier cas, si la taxe n'était pas acquittée dans les vingt jours qui suivent la mise en distribution, l'Administration serait fondée à

(1). Notamment, pour les compagnies étrangères d'assurances, la quotité résulte de l'addition des deux fractions :

$$\frac{\text{Primes françaises} \times \text{Bénéfice industriel}}{\text{Primes totales} \times \text{Bénéfice total.}} + \frac{\text{Actif français} \times \text{Bénéfice non industriel.}}{\text{Actif total} \times \text{Bénéfice total.}}$$

en poursuivre le recouvrement, sans solidarité, contre chacun des administrateurs bénéficiaires.

Enfin, lorsqu'une société, dont les titres circulent en France et sont soumis au régime de l'abonnement, exploite, en outre, des biens dans notre pays, elle n'acquitte qu'une fois la taxe sur le revenu, mais d'après la quotité imposable la plus élevée, fixée soit pour les titres, soit pour les biens. (MAGUÉRO, T. A., v^o *Val. mob. étr.*, n^o 219.)

II

Il convient de distinguer, au point de vue fiscal deux sortes d'emprunts des sociétés ou collectivités étrangères : ceux contractés en France et ceux contractés à l'étranger.

Emprunts contractés en France. — Toutes les opérations au moyen desquelles les sociétés françaises se procurent, d'une manière quelconque, par souscription publique ou autrement, les fonds dont elles ont besoin, tombent sous l'application de la loi du 29 juin 1872. (*Cass.*, Ch. réun., 21 mars 1901 ; S., 1901-1-296.) Il aurait été contraire au principe de l'équivalence que les opérations semblables faites dans notre pays par les sociétés étrangères ne soient pas également imposées. La souscription d'un emprunt sur notre territoire est, en effet, une opération française qui, par le fait même qu'elle se réalise sur le sol français, tombe directement sous l'application de nos lois et spécialement de la loi fiscale. Aussi, pendant longtemps, la taxe a été réclamée et recouvrée sans contestation sur les intérêts des emprunts contractés en France par les sociétés étrangères dont les titres ne circulaient pas dans notre pays et où elles ne possédaient aucun bien, notamment sur les intérêts d'un emprunt de 75 millions de francs-or, contracté à Paris en 1880, auprès de la Banque de France par la Banque d'Angleterre (Sol. 25 mai 1891, MAGUÉRO, T. A., v^o *Val. mob. étr.*, n^o 163.)

Toutefois, par un jugement du 6 décembre 1910, le

Tribunal de la Seine a décidé, contrairement à ces principes, que les emprunts contractés en France par les sociétés étrangères ne possédant pas de biens dans notre pays échappaient à la taxe sur le revenu lorsqu'ils n'étaient pas représentés par des valeurs mobilières circulant sur notre marché : « Attendu, porte ce jugement, qu'il résulte des loi et décret susvisés (Loi du 29 juin 1872 et décret du 6 décembre 1872) que les valeurs mobilières étrangères pour être assimilées, vis-à-vis du fisc, aux valeurs mobilières françaises, doivent satisfaire nécessairement à l'une ou à l'autre des conditions suivantes, à savoir : ou que ces valeurs se présentent sous la forme de titres cotés, négociés, exposés ou émis en France, ou qu'elles procèdent de sociétés étrangères possédant des biens en France... » (R. E. E. 5.205.)

Cette doctrine n'a pas prévalu devant la Cour de Cassation qui a cassé le jugement du Tribunal de la Seine par un arrêt du 30 mars 1914, qui contient les motifs suivants : « Attendu que ce texte (art. 4, § 1, de la loi du 29 juin 1872) assujettit à une taxe équivalente à celle établie sur le revenu des valeurs mobilières françaises, les actions, obligations et tous les titres d'emprunt, quelle que soit leur dénomination, des sociétés étrangères ;

« Que, par la généralité de ses termes et par sa référence expresse à l'art. 1^{er} de la même loi, cette disposition s'applique aux produits de tous emprunts contractés en France par les sociétés étrangères, sous quelque forme que ce soit, et alors même qu'il n'y aurait pas eu d'émission de titres négociables ; que, si l'art. 3, alinéa 1^{er}, du décret réglementaire du 6 décembre 1872, qui détermine le mode de perception de la taxe sur le revenu, stipule que sont soumises à cet impôt les sociétés étrangères *dont les titres sont cotés ou circulent en France, ou qui ont pour objet des biens soit mobiliers, soit immobiliers, situés en France*, on ne saurait, sans méconnaître le sens et la portée de ce décret, restreindre à ces deux seuls cas l'application

de l'art. 4 de la loi du 29 juin 1872 ; qu'il ressort, en effet, de la combinaison de ladite loi avec le décret précité, que le législateur a entendu établir une égalité fiscale absolue entre les valeurs étrangères et les valeurs françaises et, par suite, soumettre à la taxe les revenus de tous les emprunts consentis en France au profit de sociétés étrangères ;

« Que la seule circonstance que ces emprunts ont été contractés en France suffit pour constituer le fait générateur de l'impôt... » (R. E. 5.992.)

La taxe exigible sur le revenu des emprunts contractés en France par des sociétés ou collectivités étrangères doit être avancée au Trésor par ces sociétés ou collectivités étrangères et liquidée d'après le même tarif que l'impôt sur le revenu des sociétés françaises (à l'heure actuelle 12%).

Emprunts contractés à l'étranger. — Les emprunts contractés à l'étranger par les sociétés étrangères échappent, en général, à l'impôt sur le revenu en France, en vertu du principe de la territorialité de l'impôt.

Cependant, si ces emprunts sont représentés par des valeurs mobilières et s'il se produit, pour ces valeurs, un des faits générateurs prévus par la loi du 13 avril 1898, ils deviennent passibles de l'impôt sur le revenu, comme, d'ailleurs, des deux autres taxes, dans la mesure de la quotité imposable fixée par le Ministre des Finances.

D'autre part, les emprunts contractés par des sociétés qui exploitent des biens ou font des opérations en France, donnent ouverture à la taxe sur le revenu, dans notre pays, dans la proportion même des biens qui y sont exploités ou des opérations qui y sont accomplies par les sociétés emprunteuses. Le motif en est que, dans cette limite, les sociétés étrangères dont il s'agit sont au point de vue fiscal, entièrement assimilables aux sociétés françaises et que, comme ces dernières, elles doivent acquitter la taxe, non seulement sur le revenu de leurs actions, mais encore sur les intérêts de leurs obligations et de leurs emprunts.

DEUXIÈME PARTIE

Notre législation fiscale prévoit de nombreux cas où les sociétés et collectivités étrangères sont tenues d'acquitter des taxes équivalentes à celles qui sont avancées par les sociétés ou collectivités françaises ; des mesures spéciales ont été organisées dans le but de donner au Trésor des garanties spéciales pour le recouvrement des droits.

Ces mesures sont indispensables car, tandis que les sociétés et collectivités françaises répondent d'une manière efficace des impôts dont elles sont chargées de faire l'avance, la plupart des sociétés et collectivités étrangères n'ont aucun bien saisissable en France ; le principe de la souveraineté des Etats enlève, en outre, à l'Administration tout moyen d'action au delà des frontières.

Les garanties envisagées résident, à l'heure actuelle, au choix des sociétés et collectivités étrangères intéressées, soit dans la constitution d'un représentant responsable, soit dans le versement d'un cautionnement en numéraire à la Caisse des dépôts et consignations. Leur étude fera l'objet de la deuxième partie de notre ouvrage qui sera divisée en six chapitres :

Chapitre I^{er} : Circonstances dans lesquelles les sociétés et collectivités étrangères sont obligées de constituer un représentant responsable ou de fournir un cautionnement.

Chapitre II : Conditions exigées du représentant responsable pour son agrément ;

Chapitre III : Comment se forme l'engagement du représentant responsable.

Chapitre IV : Etendue et durée de l'engagement du représentant responsable.

Chapitre V : Nature juridique de l'engagement du représentant responsable.

Chapitre VI : Le cautionnement en numéraire.

CHAPITRE PREMIER

Circonstances dans lesquelles les sociétés et collectivités étrangères sont obligées de constituer un représentant responsable ou de fournir un cautionnement.

La constitution d'un représentant responsable ou le versement d'un cautionnement en numéraire à la Caisse des dépôts et consignations est obligatoire dans toutes les circonstances où une société ou collectivité étrangère est tenue d'acquitter l'une des trois taxes de timbre, de transmission ou du revenu, c'est-à-dire lorsque ses titres sont soumis au régime de l'abonnement, lorsqu'elle possède une ou plusieurs exploitations en France ou lorsqu'elle y contracte un emprunt.

Cette prescription est sanctionnée par l'amende de 100 francs à 5.000 francs en principal (180 à 9.000 francs décimes compris) prévue par l'art. 10 de la loi du 23 juin 1857 (décrets des 17 juillet 1857, 24 mai 1872 et décembre 1872). Lorsqu'il s'agit de sociétés ou collectivités considérées comme débitrices des trois taxes par la loi du 13 avril 1898, les intermédiaires qui prêtent leur concours aux sociétés et collectivités contrevenantes sont, en outre, punis d'une amende de 5 % en principal (9 % décimes compris) de la valeur des titres dont ils ont fait le placement ou le service financier.

Lorsqu'une société a cessé ses opérations dans notre pays sans avoir désigné de représentant responsable ou versé de cautionnement, mais après s'être libérée de toutes les taxes et amendes dont elle était redevable, l'Adminis-

tration n'insiste pas pour obtenir l'accomplissement d'une formalité qui n'aurait plus aucun objet. De même, lorsqu'une société est en faillite au moment où elle commence à faire circuler ses titres en France ou tombe en faillite avant qu'un représentant responsable ait été désigné ou agréé ; car, alors, ainsi qu'on le verra au chapitre IV, l'obligation imposée par la loi disparaît.

En dehors de ces cas spéciaux, la règle générale est rigoureusement appliquée et l'on n'admet pas qu'une société puisse s'abstenir de constituer un représentant responsable ou de verser un cautionnement en numéraire à la Caisse des dépôts et consignations, même si elle justifie de sa solvabilité en établissant qu'elle possède dans notre pays des immeubles d'une valeur considérable ou si elle offre d'autres garanties qui n'ont pas été prévues par la loi. (Cf. JOBIT, *Régime fiscal des valeurs mobilières étrangères en France*, n° 126.)

Au surplus, la nationalité des sociétés ou collectivités étrangères assujetties est indifférente. On a pourtant prétendu que les sociétés anglaises échappaient à la nécessité de constituer une garantie envers le Trésor français, en vertu du traité franco-anglais du 30 avril 1862. (Cf. BARCLAY, *J. dr. int. priv.*, 1888, p. 224.) Mais cette théorie n'a pas prévalu.

En disposant que les sociétés de chacun des États contractants pouvaient exercer « tous leurs droits dans le territoire de l'autre », le traité de 1862, comme, d'ailleurs, la loi du 30 mai 1857 relative aux sociétés belges et tous les décrets rendus pour les sociétés d'autres pays en vertu de cette loi, n'a eu pour objet que de donner aux sociétés du pays étranger qu'il vise, le droit de jouir en France des avantages de la personnalité morale et notamment d'ester en justice. Il les dispense ainsi de l'autorisation gouvernementale qu'elles étaient tenues d'obtenir auparavant pour pouvoir s'installer dans notre pays ; il laisse en dehors de ses prévisions les autres dispositions législatives ou

réglementaires de chacun des États contractants; cela résulte nettement des mots « ...sans autre condition que de se conformer aux lois desdits États ». Or, ce n'est refuser aucun droit à une société anglaise que de l'obliger à payer les impôts réclamés par le Trésor français, ni diminuer sa capacité que de l'astreindre à constituer une garantie pour le recouvrement de ces impôts. (WAHL, *J. dr. int. priv.*, 1899, p. 919.) Les sociétés anglaises doivent donc, comme celles des autres pays, se soumettre nécessairement à toutes les dispositions fiscales qui régissent en termes absolus les sociétés étrangères et, notamment, faire agréer un représentant responsable ou réaliser un cautionnement. Il ne pourrait en être différemment que s'il était intervenu entre les deux nations française et anglaise une convention accordant à chacun de ces États le droit de poursuivre judiciairement dans l'autre le recouvrement de ses impôts quels qu'ils soient. Mais, aucun accord international n'a, jusqu'à présent, abouti sur ce point, pas plus avec l'Angleterre qu'avec une autre nation.

CHAPITRE II

Conditions exigées du représentant responsable pour son agrément.

Le représentant responsable peut être une personne physique ou morale et, indépendamment de la capacité juridique nécessaire à la validité de tout engagement, les seules conditions requises de lui sont : l'honorabilité parfaite, la solvabilité notoire et la jouissance de la nationalité française.

Il est inutile d'insister sur la condition d'honorabilité, laissée, d'ailleurs, à l'entière appréciation de l'Administration. Quant à la solvabilité, elle doit être en rapport avec l'importance des obligations fiscales assumées. Elle s'établit, pour un particulier, notamment, par la production de titres de propriété, s'il possède des immeubles, avec justification que ces immeubles sont libres d'hypothèques, — par la représentation du bail des locaux qu'il occupe, — de sa police d'assurance contre l'incendie, — de l'expédition de son contrat de mariage, s'il est marié, — par la remise d'une liste des valeurs mobilières qu'il possède, avec justification qu'elles sont sa propriété, etc. Pour une société, on exige le plus souvent le dépôt de ses bilans et comptes de profits et pertes des deux ou trois derniers exercices clos, destinés à révéler sa situation exacte ainsi que l'importance des bénéfices qu'elle a réalisés et des dividendes qu'elle a distribués. Il est tenu compte aussi de l'honorabilité, de la notoriété et de la compétence des administrateurs et des personnes qui dirigent l'affaire, ainsi que de l'exactitude mise par la société à remplir ses obligations fiscales.

L'Administration se montre très exigeante sur cette question de solvabilité et on ne saurait lui en faire grief du moment où elle ne prend aucun gage. Elle accepte, cependant, presque toujours, l'établissement financier qui est chargé en France, des opérations de trésorerie de la société étrangère ; mais elle est libre de refuser l'agrément d'une personne ou d'une société qui ne lui paraît pas présenter de suffisantes garanties de solvabilité. Il est, d'ailleurs, à noter que rien ne s'oppose à ce que plusieurs personnes ou plusieurs sociétés soient désignées comme représentants responsables, toutes les fois qu'une seule personne ou une seule société ne possède pas à elle seule une fortune suffisante pour garantir le paiement des droits et amendes qui pourront devenir exigibles. Dans ce cas, ces personnes ou ces sociétés se portent représentantes conjointement et solidairement. (VEYRIÉRAS, *Les sociétés étrangères en France*, p. 38.)

Le représentant responsable doit non seulement être honorable et solvable, mais encore avoir la qualité de Français et résider dans notre pays.

Aux termes de l'art. 10 du décret du 17 juillet 1857, l'établissement étranger est tenu de faire agréer un *représentant responsable en France*. L'article 3 du décret du 24 mai 1872 parle du *représentant établi en France*. Enfin, l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872 impose aux sociétés qui possèdent ou exploitent des biens sur notre territoire, l'obligation de désigner un *représentant français*. Comme les autres textes sont muets sur les conditions de résidence et de nationalité auxquelles doit répondre le représentant responsable, M. Wahl enseigne qu'il y a là « une contradiction évidente » dans notre législation et pose la question de savoir s'il est réellement exigé que le représentant soit Français ou s'il suffit qu'il soit établi en France. La seconde opinion est seule juste, à son avis, parce qu'elle est mieux formulée dans les textes que la première et, surtout, parce que l'esprit de la loi est de fournir au Trésor

un débiteur facile à poursuivre. Or, « un étranger solvable domicilié ou même résidant en France, peut être facilement atteint ; un Français établi à l'étranger ne peut pas l'être plus aisément que s'il était étranger ». Il faut donc et il suffit, selon sa théorie, que le représentant soit établi en France. (Le représentant responsable des sociétés étrangères vis-à-vis du fisc. *J. dr. int. priv.*, 1899, p. 929.)

Il semble pourtant qu'il n'y ait point là de contradiction entre les textes qui se complètent l'un l'autre au fur et à mesure de l'évolution de l'institution. Suivant le décret de 1857, il suffit que le représentant puisse être utilement actionné par le Trésor ; le décret du 24 mai 1872 considère qu'à cet effet, il doit être « *établi en France* » ; enfin pour donner plus de garantie, l'art. 3 du décret du 6 décembre 1872 exige, en outre, qu'il soit de nationalité française. Si le reste de la législation est muet sur la question, il faut en chercher la raison dans ce que, l'institution étant parvenue à son dernier développement, il était hors de doute, aux yeux du législateur, que le représentant dût à la fois être Français et résider dans notre pays. Telle est la doctrine suivie par l'Administration et approuvée par la jurisprudence. (*Seine*, 25 novembre 1907 ; R. E., 4.544.)

Au reste, la difficulté paraît n'avoir qu'une simple importance théorique ; en effet, dans la pratique un représentant ne sera vraisemblablement agréé que s'il satisfait à la double condition de résidence en France et de nationalité française.

On peut, cependant, concevoir que le Ministre, libre d'agréer ou de repousser sans avoir à en faire connaître les raisons le représentant qui lui est désigné, accepte une personne de nationalité étrangère. Deux hypothèses seront alors à envisager.

Le Ministre aura agi en connaissance de cause et, dans ce cas, sa décision échappera à tout recours : l'Administration ne pourra reprocher à la société un agrément que

son chef aura donné trop légèrement ; la société, d'autre part, se trouvant réputée avoir satisfait à son obligation, n'aura aucun intérêt à contester l'arrêté ministériel ; quant au représentant, il sera tenu, sans aucun doute, par les termes de l'engagement unilatéral, qu'il a souscrit, d'acquitter personnellement les droits et amendes dont la société sera redevable.

La véritable nationalité du représentant désigné aura été cachée à l'Administration ; dans ce cas, la décision ministérielle étant nulle comme entachée d'erreur sur la personne, les choses seront comme si aucun représentant n'avait été agréé ; la société restera tenue de satisfaire à l'obligation de fournir une garantie pour le recouvrement des taxes qui lui seront réclamées et sera punie de l'amende de 100 à 5.000 francs en principal. Toutefois, si, dans cette hypothèse, les taxes exigibles sur les titres ont été régulièrement acquittées sous le régime de l'abonnement, les intermédiaires désignés par la loi du 13 avril 1898 n'encourront aucune pénalité, à moins que l'Administration ne puisse démontrer qu'ils ont eu connaissance de la contravention commise par la société ou collectivité étrangère.

CHAPITRE III

Comment se forme l'engagement du représentant responsable.

Le représentant responsable n'est lié envers le Trésor que, lorsque ayant été désigné par une société ou une collectivité étrangère, il a souscrit lui-même l'engagement de payer les droits et amendes qui pourront être exigibles et que cette désignation et cet engagement ont été acceptés par le Ministre des Finances ou son délégué le Directeur général de l'Enregistrement.

La constitution du représentant responsable comprend donc trois formalités :

- 1^o Désignation par la société ou collectivité étrangère ;
- 2^o Engagement personnel du représentant ;
- 3^o Agrément par l'Administration.

A) DÉSIGNATION DU REPRÉSENTANT RESPONSABLE

La désignation de son représentant responsable est généralement faite par la société ou collectivité étrangère dans l'acte par lequel elle déclare à l'Administration le fait générateur des taxes dont elle va se trouver redevable.

Pour éviter une rédaction vicieuse, et les retards qui s'ensuivraient, l'Administration recommande aux sociétés d'employer les formules suivantes :

TITRES

La Société (*indiquer la raison sociale et le siège de la société*) déclare qu'elle se propose de (*faire admettre à la cote officielle de la Bourse de..., et négocier en France ou exposer en vente en France, ou émettre en France. Indiquer ensuite la nature, le nombre et les numéros des titres : par exemple de 1 à 1.000*).

Elle s'engage à payer les divers impôts et les amendes qui seront exigibles en France pendant la durée (*des titres s'il s'agit d'obligations ou de la société s'il s'agit d'actions*) et désigne pour représentant responsable (*indiquer le nom et le domicile de la personne ou de la société désignée*).

BIENS

La Société (*indiquer la raison sociale et le siège de la société*) déclare qu'elle possède ou exploite en France... (*désigner les biens possédés ou exploités en France par la société*).

Elle s'engage à payer la taxe sur le revenu et les amendes qui seront exigibles en France, à raison de toutes les valeurs françaises et désigne pour représentant responsable (*indiquer le nom et le domicile de la personne ou de la société désignée*).

La formule est analogue s'il s'agit d'un emprunt ou si la soumission est souscrite par une collectivité locale étrangère.

Bien que la promesse de payer l'impôt faite par les sociétés ou collectivités étrangères n'ajoute rien aux obligations qui leur incombent et dont le fondement direct est dans la loi, l'utilité de cet acte est incontestable. Il correspond, en effet, à la déclaration d'existence exigée des sociétés françaises par l'art. 1^{er} du décret du 17 juillet 1857 ; il contient, en outre, une reconnaissance de la dette éventuelle de la société et habilite le représentant responsable à souscrire un engagement personnel de payer les taxes qui seront exigibles à raison du fait générateur indiqué.

Aussi l'Administration veille-t-elle à ce que cette pièce émane toujours des personnes qui ont qualité, délégation ou pouvoir spécial, pour obliger valablement les sociétés ou collectivités. Les souscripteurs justifient de leur qua-

lité, délégation ou pouvoir spécial, pour obliger valablement les sociétés ou collectivités. Les souscripteurs justifient de leur qualité, délégation ou pouvoir par la production, s'il s'agit d'une société, des statuts et d'extraits des délibérations des assemblées générales ou des conseils d'administration qui les ont investis et, s'il s'agit de toutes autres collectivités, par la production de tous documents analogues émanant des représentants légaux de ces collectivités.

Les signatures des souscripteurs sont, en outre, si les engagements sont établis à l'étranger, légalisés par les agents diplomatiques ou consulaires français. Quand les signatures sont données en France, elles sont légalisées par l'autorité administrative.

B) ENGAGEMENT PERSONNEL DU REPRÉSENTANT RESPONSABLE

L'engagement du représentant responsable se contracte sous la forme d'une promesse de payer les taxes et amendes qui seront dues par la société ou collectivité qui l'a désigné, en raison du fait générateur qui motive son intervention. Comme pour l'engagement des sociétés et collectivités, l'Administration recommande l'emploi de certaines formules dont voici les termes :

TITRES

(Indiquer le nom, prénoms, profession et domicile du représentant responsable, ou s'il s'agit d'une société, la raison sociale et le siège) se porte représentant responsable de la Société (indiquer la raison sociale et le siège de la société étrangère) à raison de (l'admission à la cote officielle de la Bourse de... et la négociation, ou l'exposition en vente en France, ou l'émission en France) de (indiquer le nombre, la nature et les numéros des titres ; par exemple de 1 à 1.000) et s'engage personnellement au paiement des droits et amendes qui pourront être dus en France à raison de cette admission à la cote, négociation, exposition en vente ou émission, sous la réserve de faire cesser les effets de cet engagement dans les conditions prévues par le décret par le décret du 30 mars 1922.

BIENS

(Indiquer les nom, prénoms, profession et domicile du représentant responsable ou, s'il s'agit d'une société, la raison sociale et le siège) se porte représentant responsable de la Société (indiquer la raison sociale et le siège de la société étrangère), à raison des biens de toute nature que cette société possède ou exploite en France et de ceux qu'elle pourra y posséder ou exploiter dans l'avenir.

Il (ou elle) s'engage personnellement au paiement des droits et amendes qui pourront être dues en France à raison des opérations de cette société étrangère en France, sous la réserve de faire cesser les effets de cet engagement dans les conditions prévues du 30 mars 1922.

La formule est analogue s'il s'agit d'une collectivité locale étrangère ou si le représentant garantit le paiement de la taxe sur le revenu exigible en raison d'un emprunt contracté dans notre pays.

La signature du souscripteur doit être légalisée par le maire ou le commissaire de police du domicile. Si l'engagement émane d'une société, il est nécessaire qu'il soit accompagné d'un exemplaire des statuts et, dans la plupart des cas, d'un extrait régulier de la délibération autorisant un ou plusieurs membres du conseil d'administration à signer le document.

L'engagement doit être pur et simple ; il ne peut donc, en principe, être subordonné à l'admission éventuelle des titres à la cote d'une bourse française ou à la fixation d'une quotité imposable déterminée. (Sol., 26 mai 1887 et 18 février 1893. MAGUÉRO, T. A., v^o *Val. mob. étr.*, n^o 28.) Toutefois, il semble que l'Administration puisse laisser fléchir la règle dans certaines hypothèses, notamment lorsque le succès de l'émission projetée paraît douteux et qu'il est peu vraisemblable que le nombre des titres placés dans notre pays atteigne un dixième pour les actions et deux dixièmes pour les obligations, car, dans ce cas, la quotité imposable ne peut être fixée au-dessous de cette proportion. (Dans ce sens, JOBIT, *Régime fiscal des valeurs mobilières en France*, n^o 444).

La seule réserve couramment admise, et même recommandée, par l'Administration antérieurement au décret du 30 mars 1922 était celle relative à la faculté laissée au représentant responsable de stipuler qu'il pourrait dénoncer son engagement en prévenant l'Administration six mois avant l'expiration de la période triennale en cours. (Inst. n° 2804. § 4.) Cette réserve n'a maintenant plus sa raison d'être puisque le nouveau décret a réglementé officiellement la dénonciation de l'engagement du représentant responsable.

Par ailleurs, comme toute obligation contractée volontairement, l'engagement du représentant responsable est soumis pour sa validité aux règles du droit civil, notamment à celles établies par l'article 1110 du Code civil. Dès lors, il est susceptible d'être annulé, s'il est entaché d'un vice du consentement, tel que l'erreur sur l'objet ou la nature du contrat. Il y aura erreur sur l'objet, si l'engagement du représentant responsable vise, par exemple, certaine nature ou quantité de titres au lieu d'une autre. Mais, le représentant ne pourra faire annuler son engagement si la cote, en vue de laquelle il s'était engagé, n'a pas été accordée aux titres de la société, à moins qu'il n'ait subordonné son engagement à la condition que la cote aurait lieu. Il n'y a là, en effet, qu'une erreur sur le motif de l'engagement ; or, l'erreur sur le motif n'est pas une cause de nullité.

Quant à l'erreur sur la nature du contrat, elle est, sans aucun doute, une cause de nullité ; mais elle sera très rare dans la pratique, parce que l'Administration veille à ce que les termes des soumissions souscrites par les représentants ne contiennent aucune clause ambiguë. Notamment les engagements de ceux qui font précéder leur signature de « bon pour caution » sont toujours rejetés ; car, non seulement cette formule est en contradiction avec les termes de la soumission, mais encore elle serait susceptible d'occasionner des difficultés si, ultérieurement, la

signataire contestait la nature de l'obligation qu'on lui a demandé de contracter et prétendait se prévaloir du bénéfice de discussion. (MAGUÉRO, T. A., v^o *Val. mob. étr.*, n^o 28.)

C) AGRÉMENT DU REPRÉSENTANT RESPONSABLE

L'agrément du représentant responsable par le ministre des Finances ou plutôt sur la délégation de celui-ci, depuis le décret du 10 août 1896, par le Directeur général de l'Enregistrement est indispensable. Il semble qu'il doive être exprès. Cependant, comme la loi n'en a pas déterminé les formes, on a admis qu'il pouvait également être tacite et résulter, notamment, du silence gardé par l'Administration, de l'admission de l'établissement étranger à la cote officielle d'une bourse française ou du fait qu'un ou plusieurs termes d'impôt ont été reçus du représentant désigné. Mais cette théorie, bien que consacrée par la jurisprudence (*Seine*, 28 déc. 1867 ; J. E. 18.531), paraît contestable.

L'agrément du représentant émane d'une autorité administrative. Or, le silence de l'Administration s'interprète normalement comme un refus de sa part ; c'est pour cette raison que l'on considère comme donnant ouverture à un recours pour excès de pouvoir le silence de l'autorité administrative chargée de statuer sur une question dont on lui a demandé la solution. On peut concevoir, à la rigueur que l'admission des valeurs d'une société étrangère à la cote d'une bourse constitue un agrément suffisamment implicite de la personne qui a souscrit un engagement de représentant responsable en vue de cette admission parce que l'admission de valeurs mobilières étrangères ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation ministérielle. Mais il est difficile d'aboutir à la même conséquence lorsque l'Administration a reçu de celui qui a été désigné comme représentant responsable

un ou plusieurs termes d'impôt. La raison en est que, dans cette hypothèse, le fonctionnaire qui aura encaissé les sommes versées n'a pas qualité pour donner un agrément qui rentre dans la compétence exclusive du Ministre des Finances ou de son délégué, le Directeur général de l'Enregistrement. Le paiement n'en sera pas moins valable parce qu'il est loisible à toute personne d'acquitter la dette d'autrui, mais les dispositions spéciales au représentant responsable ne s'appliqueront pas à celui qui l'a effectué. L'engagement du représentant n'a pas, en effet, d'après les textes qui le réglementent, le caractère d'une promesse spontanée ; aussi doit-on conclure qu'il n'est opposable à celui qui l'a souscrit que lorsque, ayant été contracté sur l'initiative d'un établissement étranger, il a été régulièrement accepté par celui qui a qualité pour le recevoir. Jusque-là, la société peut révoquer le représentant désigné sans le consentement de celui-ci qui peut, de son côté, revenir sur sa promesse, sans que la société et l'Administration aient le moyen de l'en empêcher : la désignation par la société et l'engagement du représentant ne constituent que des offres pouvant être rétractées tant que la décision administrative qui doit les accepter n'a pas été notifiée aux intéressés.

CHAPITRE IV

Étendue et durée de l'engagement du représentant responsable.

On considère, en général, que l'engagement du représentant responsable n'a pas d'autres limites que celles qui déterminent les obligations fiscales de la société ou de l'établissement étranger envers le Trésor français. (MAGUÉRO, T. A., v^o *Val. mob. étr.*, n^o 31.)

Cette théorie n'est pas tout à fait exacte, parce que, si les obligations de la société ou de l'établissement étranger ont leur fondement direct dans la loi, celles du représentant responsable n'ont leur cause juridique que dans l'engagement qu'il a souscrit. Tandis que les sociétés étrangères sont, en toutes hypothèses, redevables des impôts auxquels elles sont assujetties par la loi française, le représentant responsable n'est débiteur que des taxes et amendes prévues pour les titres négociables ou le revenu des capitaux mobiliers et seulement dans la limite de celles exigibles en raison du fait générateur pour lequel il a été constitué. Celui qui a souscrit un engagement en vue de l'émission d'une série d'actions d'une société n'a donc pas à assurer le paiement des taxes dues pour les obligations de la même société ou de l'impôt sur le revenu des emprunts que celle-ci viendrait à contracter ultérieurement dans notre pays. De même, le représentant spécialement agréé pour les biens qu'une société possède et exploite en France n'est pas tenu d'acquitter les droits dont l'exigibilité aurait pour cause la circulation des titres de la société sur notre marché. C'est pour ce motif, qu'en vue d'assurer

au Trésor le recouvrement de tous les impôts qui lui sont dus, les sociétés étrangères sont obligées de fournir une garantie pour chacune de leurs opérations qui peuvent constituer un nouveau fait générateur de taxes. Sans doute, il arrive que le même représentant soit responsable des droits pour plusieurs faits générateurs ; mais, dans ce cas, ce sera parce qu'il aura souscrit des engagements distincts ou qu'il aura très nettement indiqué dans la formule de sa soumission les divers objets de son engagement. (JOBIT, *Régime fiscal des valeurs mobilières en France*, n^{os} 145 et 164.)

Par ailleurs, pour les charges fiscales dont il assume la responsabilité, les obligations du représentant sont aussi étendues que celles de la société. Il répond non seulement des taxes périodiquement exigibles, mais encore des pénalités encourues pour le retard ou le défaut de paiement des droits simples ; il répond également des amendes qui sanctionnent le dépôt régulier des documents nécessaires à la liquidation de l'impôt (1). Cette obligation pour le représentant d'acquitter les pénalités dues par la société résulte, en dehors des termes de son engagement, des règles établies par l'article 12 du décret du 17 juillet 1857 qui, après avoir fixé les amendes à la charge des sociétés françaises n'effectuant pas le paiement des droits dus sur leurs titres, ajoute : « Les dispositions du présent article seront applicables aux sociétés, compagnies ou entreprises étrangères et à leurs représentants. »

Il est, au surplus, d'une légalité incontestable que le représentant soit responsable des pénalités afférentes à l'acquittement irrégulier de l'impôt dont il est un débi-

(1) En ce qui concerne l'amende qui punit le refus de communication, le représentant n'en sera débiteur, d'après notre théorie, que si la communication a été requise en vue d'assurer le paiement d'un impôt dont il est responsable. Cette remarque est, du reste, d'ordre purement théorique, les agents de l'Administration n'ayant pas à faire connaître le but de leurs investigations (*Seine*, 8 déc. 1876, R. P., 4.624 ; *Nantes*, 23 mars 1909, R. E. ; 4.985).

teur direct et personnel. C'est ce qu'a reconnu un jugement du Tribunal de la Seine du 6 décembre 1902, dans une espèce où une société étrangère avait été dissoute postérieurement à l'émission en France de ses titres sur lesquels aucun impôt n'avait jamais été payé. Les droits et amendes exigibles ayant été réclamés par voie de contrainte au Comptoir National d'Escompte, son représentant responsable, celui-ci a fait opposition à la contrainte, mais sa demande n'a pas été accueillie.

« Attendu, porte le jugement, que le Comptoir d'Escompte ne conteste nullement le principe même de l'exigibilité des droits qui résulte de l'art. 9 de la loi du 23 juin 1857 ; mais qu'il prétend que sa responsabilité ne s'étend pas, d'après les termes mêmes de son engagement, au delà de la durée de la société, qu'elle ne saurait donc être mise en œuvre, par première réclamation, à une époque où la société et même sa liquidation avait pris fin ;

« Attendu que cette argumentation repose sur une confusion entre deux périodes absolument distinctes : celles où les droits prennent naissance, qui est limitée par la durée même de la société et celle où ils peuvent être réclamés, qui n'est limitée que par l'expiration des délais de prescription ;

« Attendu que... les droits actuellement réclamés sont liquidés uniquement sur la période d'existence de la société ;

« Attendu que le Comptoir prétend, en outre, que la réclamation serait tardive parce que, se produisant après clôture de la liquidation, elle le prive de tout recours contre la société cautionnée ;

« Mais, attendu qu'il résulte des termes formels des décrets précités de 1857 et de 1872 que le représentant français des sociétés étrangères ne saurait en aucune façon être assimilé à une caution ; *qu'il est personnellement responsable des droits et, par suite, débiteur direct du Trésor...* » (R. E., 3.392.)

Les obligations des représentants et celles des sociétés étrangères ont un objet identique. Cependant, à défaut de stipulations particulières, en raison de l'origine différente de ces obligations, contractuelles pour les uns, légales pour les autres, il est douteux que l'on puisse considérer les deux débiteurs du Trésor comme solidaires ; ils paraissent plutôt tenus *in solidum*. Il s'ensuit que les règles de la solidarité proprement dite établies par les art. 1206 et suivants du Code civil ne leur sont pas applicables et le représentant pourra, selon notre théorie, opposer la prescription qui n'aura été interrompue qu'à l'égard de la société. Il aura même le droit de refuser l'exécution d'un jugement de condamnation obtenu contre la société seule par l'Administration, qui devra, si elle a l'intention de poursuivre le recouvrement de sa créance sur les biens du représentant, engager contre lui une nouvelle procédure (1) ; dans ce cas, les frais de la première instance resteront à la charge du Trésor qui ne pourra s'en prendre qu'à lui d'avoir négligé d'exercer tout d'abord son action contre celui de ses débiteurs le plus facile à atteindre. Il est bon d'ajouter que, pour éviter de pareilles conséquences, l'Administration a toujours le soin, dans la pratique, de faire signifier les contraintes qu'elle décerne à la fois à la société et à son représentant et de demander, le cas échéant, au Tribunal, la jonction des instances.

Le représentant responsable n'étant lié envers le Trésor que lorsque son engagement a été accepté par le Ministre des Finances, on pourrait admettre qu'il n'est tenu que des droits et amendes venant à échéance postérieurement à la décision ministérielle. (Dans ce sens WAHL, J. dr. int. priv., 1899, p. 924). Telle n'est cependant pas la théorie de l'Administration qui le considère comme devant garantir le paiement de toutes les sommes dont la société a pu être

(1) Au cas où la société seule assignerait l'Administration, il n'est pas douteux que celle-ci pourrait, dans les termes du droit commun, exiger la caution *judicatum solvi*.

redevable depuis le fait générateur de l'impôt. Toutefois, lorsqu'une société manifeste la crainte de ne pouvoir se procurer un représentant responsable qui veuille répondre du paiement des taxes et amendes exigibles pour une trop longue période du passé, l'Administration accepte parfois, mais à titre exceptionnel, la remise d'un engagement limité aux droits dus depuis une certaine date, à condition du paiement immédiat de l'arriéré d'après des bases déterminées. (Sol., 25 juin 1892 ; MAGUÉRO, T. A., v^o *Val. mob. étr.*, n^o 44.)

Sous l'empire de la réglementation antérieure au décret du 30 mars 1922, la durée de l'engagement du représentant n'avait, en principe, d'autre limite que celle de l'exigibilité des taxes. (D. M. F., 18 juillet 1879 ; D. P., 80-3-84.) Mais, comme il aurait été souvent difficile aux sociétés étrangères de trouver un représentant disposé à garantir, en quelque sorte, indéfiniment, le paiement des droits dus au Trésor, il avait été admis de bonne heure dans la pratique que les représentants pourraient se réserver, dans leurs soumissions, la faculté de faire cesser les effets de leur engagement, en prévenant l'Administration six mois au moins avant l'expiration de chaque période triennale. (Inst. n^o 2804, § 4.) Cette facilité n'a point paru suffisante : en effet, la revision des quotités imposables était alors effectuée dans les trois mois qui précédaient l'échéance de la même période et les représentants se trouvaient ainsi dans l'impossibilité matérielle de connaître en temps utile l'étendue de la responsabilité qu'ils devaient assumer.

En vue de mettre fin à cette situation, le sixième alinéa de l'article 1^{er} et l'article 2 du décret du 30 mars 1922, spécifient que le représentant pourra désormais faire cesser sa responsabilité à la fin de chaque période en prévenant l'Administration seulement trois mois à l'avance par une déclaration remise contre récépissé entre les mains du receveur de l'Enregistrement compétent ou adressée

à cet agent par la poste sous pli recommandé. La révision des quotités imposables étant effectuée, sous l'empire du nouveau décret, quatre mois au moins avant l'échéance de la période, le représentant bénéficie maintenant d'un délai d'un mois au minimum pour dénoncer son engagement, s'il le juge à propos. Pour compléter la réforme, l'art. 3 dispose que les nouvelles règles seront applicables aux représentants agréés par l'Administration antérieurement à la mise en vigueur du décret.

Il peut arriver qu'au cours d'une des périodes ci-dessus envisagées, la société étrangère fasse agréer un nouveau représentant en remplacement de l'ancien. On peut se demander, dans ce cas, si l'Administration serait fondée à soutenir que l'engagement du représentant remplacé continue à produire ses effets jusqu'à l'expiration de la période ou si, au contraire, celui-ci se trouve dégagé, du moins pour l'avenir, à partir de l'acceptation du nouveau représentant. L'Administration a adopté la seconde alternative par une solution du 24 décembre 1895, où elle reconnaît que, comme toutes obligations, celles engendrées par l'engagement du représentant responsable s'éteignent du fait de la novation, survenue, en l'espèce, par changement de débiteur. (E. R., 1082.) Cette interprétation ne porte, d'ailleurs, aucune atteinte aux garanties du Trésor, le nouveau représentant n'étant agréé que s'il remplit toutes les conditions voulues pour assurer éventuellement le recouvrement des droits dus par la société étrangère. Le maintien de l'engagement du représentant primitif conduirait, au surplus, à ce résultat que, jusqu'à la fin de la période, le Trésor se trouverait en face de deux représentants également responsables ; or, cette situation paraît manifestement contraire aux intentions du législateur.

En raison de leur caractère purement personnel, les obligations assumées par le représentant ne passent pas à ses héritiers qui restent simplement tenus des droits

courus jusqu'à l'ouverture de la succession. C'est ce qu'a très catégoriquement décidé un jugement du Tribunal de la Seine du 25 novembre 1907, pour les motifs suivants :

« Attendu que l'agrément ministériel, qui est imposé comme une condition rigoureusement nécessaire par l'art. 10 du décret du 17 juillet 1857, n'intervient qu'à la suite d'une enquête sur la nationalité, la solvabilité et l'honorabilité du candidat présenté comme représentant de la société étrangère ; que s'il est donné surtout *intuitu pecuniae*, il est aussi donné dans une certaine mesure *intuitu personae*, qu'en tout cas, l'investiture ministérielle revêt un caractère personnel ; qu'elle ne se transmet pas et ne peut pas se transmettre de plein droit de la personne de l'investi à la personne de ses héritiers ; qu'elle ne peut passer en d'autres mains qu'en vertu d'une nouvelle décision ministérielle... ; qu'en l'absence d'une nouvelle investiture, sans rechercher par la faute de qui elle n'est pas intervenue, il n'est pas possible au Trésor d'atteindre aujourd'hui comme représentant d'une société étrangère des héritiers qui n'ont jamais reçu cette qualité et n'auraient pu la prendre sans une autorisation ministérielle s'appliquant à chacun d'eux nommément... » (R. E., 4.544.)

Le bien fondé de ce jugement a été contesté par les auteurs qui considèrent le représentant responsable comme une caution et notamment par les rédacteurs de la Revue de l'Enregistrement (R. E., art. précité.) Mais l'Administration n'a pas cru devoir le déférer à la Cour de Cassation et a pris pour règle la doctrine dont il s'inspire. Aussi s'abstient-elle toujours de réclamer aux héritiers d'un représentant responsable autre chose que le montant des droits courus avant le décès de leur auteur.

Par identité de motifs, on devrait admettre que si le représentant est commerçant, la faillite met fin à son engagement ; la faillite jette, en effet, sur lui un discrédit le rendant indigne de la confiance dont le Ministre l'avait

honoré. Toutefois, la question n'est pas tranchée et l'Administration se contente, lorsque le représentant responsable tombe en faillite d'inviter la société à en désigner un nouveau ou à réaliser un cautionnement en numéraire, à défaut de quoi elle considère les titres, s'il s'agit de titres, comme n'étant plus couverts par l'abonnement.

Il a été reconnu, au contraire, que la faillite de la société étrangère mettait fin à l'engagement du représentant responsable. Cela résulte, non seulement, de plusieurs décisions administratives (Sol., 25 sept. 1866, 4 août 1885), mais encore des déclarations du Ministre des Finances devant le Sénat au cours des travaux préparatoires de la loi du 13 avril 1898. (Sénat. Séance du 1^{er} avril 1898 ; *J. O.* du 2 ; Déb. parl. Sénat, p. 553.)

M. BÉRANGER. — Il semble résulter du texte de l'article (projet de l'art. 12 de la loi du 13 avril 1898) que les sociétés étrangères qu'on a voulu viser sont des sociétés réellement existantes, puisqu'il est question de l'émission de leurs titres, de leur mise en souscription, de leur exposition ou mise en vente et des services financiers auxquels elles peuvent donner lieu. Il semble donc bien que le texte suppose des sociétés qui sont en pleine activité, dont l'existence est bien réelle.

A côté de ces sociétés — remarquez qu'il s'agit de valeurs étrangères — il y en a malheureusement un assez grand nombre qui sont des sociétés qui ont fort mal réussi et qui sont ou en faillite ou en liquidation. Il semblerait que la disposition dont il s'agit ne doit pas leur être applicable.

M. LE MINISTRE. — Nous sommes absolument d'accord avec vous.

M. BÉRANGER. — J'ai appris cependant que l'administration de l'Enregistrement avait des doutes à cet égard, et qu'elle avait émis un avis contraire dans un cas particulier. Je demande à M. le Ministre des Finances s'il partage l'opinion de l'Enregistrement ou la mienne.

M. LE MINISTRE. — Nous sommes tout à fait de votre avis. Lorsqu'une société est en faillite ou en liquidation et qu'elle n'a à distribuer à ses actionnaires qu'une répartition de son actif, il n'y a pas lieu à constitution de représentant responsable.

Si l'on ne donnait pas au représentant responsable le caractère d'un mandataire, on ne concevrait pas que la faillite, qui n'éteint pas les obligations de la société étrangère envers le Trésor, puisse libérer le représentant. Sans

doute, le paiement des impôts dus par une société en faillite étant sérieusement compromis par le concours des autres créances, on comprendrait que la garantie du représentant soit limitée au dividende pour lequel le Trésor serait susceptible d'être colloqué, mais on ne pourrait admettre qu'elle puisse cesser complètement. Aussi les auteurs, qui considèrent le représentant responsable comme une caution, justifient la solution en disant qu'elle résulte du droit reconnu à l'Administration d'atténuer, sous sa responsabilité, les rigueurs de la loi. (PRIMOT, *Traité théorique et pratique des taxes fiscales sur les valeurs mobilières*, n° 1.125.)

Cette solution ne s'étend pas, d'ailleurs, au cas de mise en liquidation de la société étrangère par suite d'une simple dissolution de l'être moral. La différence établie entre cette dernière hypothèse et la précédente tient à ce que la faillite suppose l'insolvabilité plus ou moins complète de la société, tandis que dans le cas de mise en liquidation, la société liquidée peut se trouver parfaitement au-dessus de ses affaires et distribuer aux porteurs d'actions ou de parts sociales des sommes supérieures à leurs mises et passibles, à concurrence de l'excédent, de la taxe sur le revenu. (Sol., 9 janvier 1899 ; MAGUÉRO, T. A., v° *Val. mob. étr.*, n° 41.) Il en serait, cependant, autrement s'il s'agissait d'une liquidation judiciaire participant du caractère de la mise en faillite, comme celle que prévoit la législation française. C'est ce qui ressort des déclarations, citées plus haut, faites par le Ministre des Finances, à la tribune du Sénat, lors de la discussion de la loi du 13 avril 1898.

Les effets de l'engagement du représentant responsable, qui durent, en principe, aussi longtemps que les obligations fiscales de la société étrangère peuvent donc cesser par la dénonciation intervenue dans les délais, le remplacement du représentant, le décès de celui-ci ou la faillite de la société étrangère.

Quels que soient, d'ailleurs, ces événements, le représentant responsable ou ses héritiers ne sont libérés que pour l'avenir et restent tenus des taxes échues avant la fin de sa garantie. Peu importerait, au surplus, que la société soit depuis longtemps dissoute. En sa qualité de débiteur direct du Trésor, le représentant ne peut repousser la réclamation des droits liquidés à la charge de la société, même en arguant que cette réclamation est tardive ; il faut en effet distinguer, comme le remarque le jugement du Tribunal de la Seine du 6 décembre 1902, « deux périodes absolument distinctes : celles où les droits prennent naissance... et celle où ils peuvent être réclamés, qui n'est limitée que par l'expiration des délais de prescription. (R. E., 3.392.)

CHAPITRE V

Nature juridique de l'engagement du représentant responsable.

Les textes relatifs au représentant responsable n'ont pas précisé quelle était la nature juridique de son engagement. L'Administration s'est également abstenue jusqu'à ce jour de formuler une théorie très nette à cet égard et s'est bornée à faire décider par les tribunaux que le représentant responsable était un débiteur direct et personnel des impôts dus par l'établissement étranger qui l'avait fait agréer.

Quant aux auteurs, les uns, comme M. Jobit, assimilent le représentant responsable à « une caution qui garantit sur ses biens personnels le paiement des droits dûs au Trésor par des collectivités ne possédant généralement pas en France de biens saisissables. » (JOBIT, *Régime fiscal des valeurs mobilières en Europe*, I, p. 372.) D'autres, parmi lesquels M. Wahl, enseignent que le représentant responsable désigné par la société étrangère pour payer la dette de celle-ci « n'est autre chose qu'un mandataire chargé de faire quelque chose pour le mandant et en son nom. » (WAHL, *Régime fiscal des valeurs mobilières*, II, n° 2916 ; D. E., v° *Val. mob. étr.*, n° 97.)

A première vue ces deux opinions ne sont pas irréconciliables, chacune d'elles s'accordant avec l'un des deux mots du nom donné au personnage. Le premier terme *représentant* implique l'idée de mandat ; on explique ainsi la situation de mandataire qu'a le représentant respon-

sable dans ses rapports avec la société étrangère. Le second terme *responsable* évoque la garantie que le représentant responsable doit fournir au Trésor pour lequel son engagement a la valeur d'un cautionnement. Mais, de ces deux notions de mandat et de caution, quelle est celle qui doit prévaloir pour expliquer le plus complètement la nature juridique du représentant responsable ?

Pour soutenir que le représentant responsable est principalement une caution, on fait ressortir qu'il importe peu au Trésor d'avoir auprès de lui un mandataire de son débiteur ; ce qui lui est nécessaire, c'est d'assurer le recouvrement de l'impôt. En répondant sur ses biens personnels du paiement régulier des droits et amendes dus par la société étrangère, le représentant responsable satisfait précisément à ce besoin. Sans doute, le représentant responsable ne jouit pas du bénéfice de discussion, tandis que d'après l'art. 2021 du Code civil, « la caution n'est obligée envers le créancier à le payer qu'à défaut du débiteur qui doit être préalablement discuté dans ses biens » ; mais le bénéfice de discussion n'est pas un des éléments essentiels du contrat de cautionnement ; il n'existe, en effet, ni pour la caution judiciaire ni pour la caution solidaire ; il est, en outre, refusé lorsque l'insolvabilité du débiteur est notoire ou lorsque le créancier est exposé à des poursuites longues et difficiles. (DALLOZ, J. G., v^o Caution, n^o 174.) Aussi, est-il logique de ne pas accorder le bénéfice de discussion au représentant responsable puisque ce dernier doit garantir le paiement d'une dette dont le débiteur n'a presque jamais de biens saisissables en France et dont le créancier, l'Etat, ne peut opérer le recouvrement à l'étranger puisqu'il s'agit d'impôt.

Faut-il pour cela conclure que le représentant responsable soit une caution ?

L'engagement du représentant responsable n'a pas le caractère d'une promesse spontanée et ne peut produire les effets qui lui sont propres que lorsqu'il a été contracté

sur l'initiative de la société ou de la collectivité étrangère. D'autre part, la constitution du représentant responsable étant faite surtout *intuitu personae*, les obligations assumées par lui cessent à sa mort ou lorsque la société étrangère ou lui tombent en faillite. La caution peut, au contraire, s'engager sans l'autorisation du débiteur principal (art. 2014, C. civ.) et comme le contrat du cautionnement est formé presque exclusivement *intuitu pecuniae*, les obligations par elle assumées passent à ses héritiers (art. 2017, C. civ.) et gardent toute leur importance lorsque le débiteur principal tombe en faillite ou en déconfiture. Ces profondes différences font qu'on ne peut attribuer au représentant responsable le caractère d'une caution.

La théorie de M. Wahl qui voit dans le représentant responsable un mandataire de la société ou de la collectivité étrangère est d'une construction plus juridique.

Sans doute, il est de principe que le mandataire ne s'oblige pas personnellement parce que sa personne s'efface derrière celle du mandant qui devient créancier ou débiteur à sa place. Mais, pour que ce principe soit applicable, il faut que le mandataire ait donné connaissance de sa qualité aux tiers avec lesquels il contracte. Enfin, le mandat étant un contrat « par lequel une personne donne pouvoir à une autre de faire quelque chose pour le mandant (art. 1984, C. civ.), le mandat peut impliquer, dans certains cas, que le mandataire sera amené à contracter des obligations personnelles envers les tiers.

Cette double restriction à l'irresponsabilité du mandataire envers les tiers résulte implicitement des termes de l'art. 1997 du Code civil : « Le mandataire qui a donné à la partie avec laquelle il contracte en cette qualité une suffisante connaissance de ses pouvoirs n'est tenu d'aucune garantie pour ce qui a été fait au delà, s'il ne s'y est personnellement soumis. » Par suite, lorsque le mandataire n'a pas fait connaître aux tiers l'existence de son mandat — c'est notamment le cas du prête-nom — il est

censé avoir agi pour son propre compte envers les tiers et se trouve seul responsable à leur égard des obligations qu'il a souscrites. (*Cass.*, 25 janvier 1864 ; D. P. 64-1-282.) On ne peut cependant considérer le représentant responsable comme un prête-nom puisque les obligations qu'il assume par son engagement, bien loin de voiler et d'exclure les obligations de la société ou collectivité étrangère, supposent la préexistence ou la continuation de celles-ci. Rien ne s'oppose, au contraire, à ce que l'on assimile le représentant responsable à un mandataire qui s'est personnellement soumis envers un tiers à la garantie de l'exécution d'un contrat par lui passé avec ce tiers au nom du mandant.

Aux termes de l'art. 1999 du Code civil, « le mandant doit rembourser au mandataire les avances et les frais que celui-ci a faits pour l'exécution du mandat » ; il résulte de ce texte que le mandataire a le droit de faire des avances pour l'exécution de son mandat ; s'il a le droit de faire des avances, il peut également souscrire des obligations pour l'exécution de son mandat ; en effet, l'avance est une prestation exécutée, l'obligation une prestation promise. Parmi les obligations que le mandataire a le plus souvent à souscrire se trouvent celles qui ont pour objet d'assurer l'exécution du contrat ; il arrive donc fréquemment qu'un mandataire s'engage personnellement à garantir l'exécution d'un contrat passé par lui au nom de son mandant. Or, dans ce cas, la jurisprudence admet que, même s'il n'a pas dépassé les limites de son mandat, dont il a donné connaissance aux tiers, le mandataire reste tenu personnellement envers ces tiers des obligations résultant des contrats passés par lui au nom de son mandant. (*Cass.*, 20 novembre 1871 ; D. P., 72-1-187 ; 28 février 1872, D. P., 72-1-223.) « Attendu, porte notamment l'arrêt du 20 novembre 1871, qu'il est reconnu par l'arrêt attaqué que, d'après l'ensemble des dispositions du contrat d'engagement, les directeurs de l'Arsenal de Fou-Tchéou,

bien que traitant au nom du gouvernement chinois avec les ouvriers qu'ils recrutaient en Europe, se sont personnellement soumis envers ceux-ci à la garantie de l'exécution du contrat ; qu'une fois le fait ainsi constaté, l'arrêt condamnant Giguel envers le sieur Percebois n'a fait qu'appliquer la convention dans le sens qui lui avait été attribué et qu'en décidant ainsi les juges se sont conformés aux prescriptions de l'art. 1134 et l'art. 1997... »

Dans l'espèce envisagée, l'obligation du mandant et celle du mandataire avaient une origine contractuelle ; mais la situation serait peu différente si l'obligation du mandant envers le tiers résultait d'une prescription de la loi. Supposons qu'au lieu d'avoir été lié envers l'ouvrier européen par un contrat de travail, le Gouvernement chinois ait été tenu, en vertu de la loi, de lui fournir une série de prestations ; il aurait pu charger un mandataire d'accomplir cette série de prestation ; le mandataire aurait pu, de son côté, s'engager personnellement envers l'ouvrier européen à exécuter les obligations dues par le Gouvernement chinois ; enfin, l'ouvrier européen aurait pu exiger que le mandataire prenne cet engagement s'il estimait que des rapports de créancier à débiteur seraient plus faciles pour lui avec le mandataire qu'avec le Gouvernement chinois ; il aurait eu ainsi deux débiteurs tenus de la même dette, le Gouvernement chinois et le mandataire de celui-ci, le premier en vertu de la loi, le second en vertu d'un contrat. Il aurait été, par suite, dans la même situation que le Trésor vis-à-vis d'une société étrangère et de son représentant responsable. Le représentant responsable est donc un mandataire de la société étrangère personnellement engagé envers le Trésor à l'exécution des obligations de sa mandante.

En attribuant ainsi au représentant responsable le caractère d'un mandataire, on explique toutes les particularités du contrat intervenu entre le Trésor, la société étrangère et le représentant responsable.

Le Trésor a une action directe contre le représentant responsable parce que ce dernier a contracté envers lui des obligations personnelles.

La société étrangère reste débitrice envers le Trésor parce que ses obligations ont leur source dans la loi et que le fait d'avoir désigné un mandataire ne suffit pas pour l'en décharger.

Le représentant responsable a un recours contre la société étrangère parce que les obligations qu'il a contractées ont eu pour objet l'exécution de son mandat. L'obligation pour la société étrangère de rembourser à son représentant responsable l'impôt qu'il a payé pour elle ne diffère en rien des autres obligations contractuelles entre personnes privées ; rien ne s'oppose donc à ce que l'exécution en soit demandée aux tribunaux étrangers. On alléguerait vainement que le tribunal saisi serait obligé de fonder sa décision sur une loi fiscale étrangère. Un tribunal n'a à refuser l'application d'une loi étrangère que si cette loi est contraire à l'ordre public du pays où il est institué et il est inadmissible que l'ordre public d'un Etat soit lésé parce qu'un différend entre particuliers y est réglé en prenant en considération certaines dispositions d'une loi fiscale étrangère.

Les obligations contractées par le représentant responsable cessent à son décès, à sa faillite ou à la faillite de la société étrangère parce que le décès et la faillite mettent fin au contrat de mandat.

On comprend également que le Trésor exige deux pièces pour l'agrément du représentant responsable : la soumission de la société et l'engagement du représentant responsable ; il peut ainsi vérifier si les engagements contractés personnellement par le représentant responsable rentrent dans les limites de son mandat.

Enfin, la construction juridique qui assimile le représentant responsable à un mandataire paraît plus conforme au but de l'institution dans ses origines.

Lorsque le législateur s'occupa, pour la première fois, de la taxation des valeurs mobilières étrangères, les difficultés qu'il avait à résoudre ne consistaient pas seulement à éviter l'insolvabilité des sociétés étrangères ; il aurait suffi d'astreindre ces redevables à fournir un cautionnement proportionné à l'étendue de leurs obligations ; or ce moyen n'a pas semblé suffisant.

D'après toutes les législations européennes, les sociétés anonymes ne pouvaient alors se constituer qu'avec une autorisation gouvernementale et, selon l'opinion administrative, les sociétés étrangères régulièrement autorisées dans leur pays d'origine devaient être autorisées, en outre, par le Gouvernement français pour être reconnues comme personnes morales dans notre pays. Sans doute, le principe avait reçu des modifications depuis la loi du 30 mai 1857 ; cette loi prévoyait que les sociétés belges régulièrement autorisées en Belgique pourraient exercer tous leurs droits en France sans avoir besoin d'une autorisation nouvelle du Gouvernement français ; elle permettait également d'étendre, par décret, aux autres pays la faveur accordée à la Belgique. Il n'en est pas moins vrai, qu'au moment de la promulgation de la loi du 23 juin 1857, seules parmi les sociétés étrangères, les sociétés belges avaient une personnalité morale reconnue en France sans décret individuel d'autorisation et qu'un grand nombre de sociétés étrangères dont les titres circulaient, sur notre marché étaient considérées comme sans existence légale dans notre pays.

Dans cette situation, il était difficile à l'Administration de subordonner l'exigibilité des droits sur les valeurs mobilières étrangères à la condition que ces valeurs seraient émises par des sociétés ayant en France une personnalité morale. D'autre part, il y aurait eu quelque chose de choquant à la voir contracter directement avec des sociétés dont l'existence légale n'aurait pas été reconnue dans notre pays. Enfin, organiser un système de garantie différent

suivant la situation juridique en France des sociétés étrangères aurait été une source de complications. Le décret du 17 juillet 1857 semble avoir heureusement tranché la difficulté en obligeant toutes les sociétés étrangères tenues d'avancer les taxes exigibles à faire agréer un représentant responsable des droits, c'est-à-dire un mandataire chargé d'acquitter les taxes dont il garantirait le payement.

Depuis cette époque, la faveur accordée aux sociétés de Belgique par la loi du 30 mars 1857 a été étendue à presque toutes les sociétés des autres nations. En outre, la plupart des sociétés et collectivités étrangères dont les titres circulent en France ont installé des agences dans notre pays et, dans la pratique, ces agences payent les taxes sans l'intermédiaire du représentant responsable dont le rôle paraît se limiter souvent à celui d'une caution. Enfin, la loi du 13 avril 1898 a permis aux sociétés et aux collectivités étrangères de remplacer, si elles le désiraient, la garantie du représentant responsable par celle d'un cautionnement. Malgré ces changements et ces réformes, la situation juridique du représentant responsable n'a pas varié depuis le décret du 17 juillet 1857 ; il est resté et demeure encore un mandataire ayant pouvoir pour acquitter des taxes dont il garantit le payement.

CHAPITRE VI

Le cautionnement en numéraire

Antérieurement à la loi du 13 avril 1898, la constitution d'un représentant responsable était impérativement exigée de toutes les sociétés ou collectivités qui voulaient introduire leurs titres, exploiter des biens ou faire des opérations en France. En présence des dispositions formelles des décrets de 1857 et de 1872, l'Administration avait décidé à plusieurs reprises que cette règle générale ne pouvait comporter aucune exception. (Sol., 4 juillet 1892 ; 7 septembre 1892 ; MAGUÉRO, T. A., v^o *Val. mob. étr.*, n^o 45.)

Le législateur de 1898 n'a pas cru devoir maintenir ce régime rigoureux à un moment surtout où il aggravait les obligations fiscales des sociétés et collectivités étrangères ; aussi la loi du 13 avril 1898 porte, dans son art. 12, que « un règlement d'administration publique déterminera... les conditions dans lesquelles la réalisation d'un cautionnement pourra être substituée à la désignation d'un représentant responsable. » Le règlement prévu est celui du 22 juin 1898. Les dispositions visent principalement les collectivités qui ont à fournir une garantie en raison de la circulation de leurs titres en France ; mais elles s'étendent implicitement, par identité de motifs, aux sociétés assujetties à l'impôt sur le revenu, soit en raison des biens qu'elles possèdent ou exploitent dans notre pays, soit en raison des emprunts qu'elles y contractent. (Inst., n^o 2961.)

Aux termes de l'art. 1^{er} du décret, le cautionnement doit être constitué en numéraire ; c'est là une condition essentielle qui exclut la faculté d'employer toute autre espèce de valeurs. Le montant en est fixé par le Ministre des Finances ou, en vertu d'une délégation du ministre, par le Directeur général de l'Enregistrement, d'après l'importance des taxes présumées exigibles pour une période de trois ans (art. 2).

L'Administration est tenue de se montrer d'autant plus stricte dans la fixation du cautionnement, qu'elle n'est pas fondée à exiger par la suite un supplément de garantie, lorsqu'elle est amenée à constater que le cautionnement fixé à l'origine ne se trouve plus en rapport avec l'importance des taxes exigibles. La loi et le décret de 1898 n'exigent, en effet, qu'une seule constitution, un seul versement de cautionnement avant l'installation des sociétés étrangères ou l'émission de leurs titres en France ; et si l'article 2 du décret réserve aux sociétés la faculté de demander ultérieurement une réduction de ce cautionnement, aucune disposition légale n'autorise, à l'inverse, l'Administration à réclamer, selon les circonstances, le versement d'un complément de garantie. C'est là, semble-t-il, le principal défaut de l'institution.

Le versement des fonds est effectué obligatoirement à la Caisse des dépôts et consignations. Il est accompagné d'une copie de la décision qui a fixé le montant du cautionnement et d'une déclaration indiquant l'affectation spéciale de la somme déposée et contenant autorisation au profit de l'Administration de prélever sur ce cautionnement le montant des taxes annuelles de timbre, de transmission et du revenu ainsi que des amendes, frais et accessoires qui pourront être dus au Trésor (art. 3). Dans la pratique, cette déclaration est établie sur un imprimé spécial fourni par l'Administration.

Après l'accomplissement de la formalité et le versement des fonds, le récépissé délivré par la Caisse doit être remis

au receveur de l'Enregistrement chargé du recouvrement des taxes et conservé par ce dernier pendant toute la durée du cautionnement. C'est seulement à partir de cette remise que les collectivités peuvent commencer sans pénalités les opérations prévues par la loi du 13 avril 1898.

L'art. 4 du décret spécifie que le capital du cautionnement est seul affecté à la garantie des créances éventuelles du Trésor ; mais il n'enlève nullement à l'Administration la faculté d'exercer, le cas échéant, une action de droit commun sur les intérêts des capitaux servis par la Caisse. Toutefois, en l'absence d'opposition régulière, ces intérêts peuvent être touchés par les collectivités déposantes ou leurs mandataires.

L'art. 7 du décret dispose, enfin, que l'Administration pourra faire verser dans ses caisses tout ou partie du cautionnement en produisant à la Caisse des dépôts et consignations une déclaration du Directeur général de l'Enregistrement indiquant le montant des taxes annuelles de timbre, de transmission et du revenu, ainsi que les amendes, frais et accessoires dus au Trésor par la société ou collectivité déposante. La Caisse n'a aucune autre justification à demander pour sa libération. Dans la pratique, l'Administration n'use de cette faculté au préjudice des sociétés ou collectivités en retard pour acquitter aux échéances trimestrielles les taxes exigibles, que lorsque les taxes arriérées absorbent la majeure partie du cautionnement.

Pour obtenir le remboursement de leur cautionnement, les collectivités étrangères doivent demander une autorisation spéciale du Directeur général de l'Enregistrement (art. 6) et cette autorisation ne leur est naturellement accordée que si elles justifient ne plus rien devoir au Trésor.

Il n'est pas difficile de déterminer, d'après ce qui précède, la nature du cautionnement prévu par le décret de 1898. « C'est, ainsi que l'enseigne M. Wahl, un gage irré-

gulier comme tous les cautionnements en numéraire, déposés en garantie d'une dette. » (J. dr. int. priv., 1899, p. 193.)

Lorsqu'une société veut substituer la garantie d'un représentant responsable à celle d'un cautionnement en numéraire antérieurement versé, elle obtient le remboursement de ce cautionnement dès qu'il est constaté que le Trésor a été désintéressé de toutes les taxes ayant pu devenir exigibles avant la date du point de départ de l'engagement du représentant responsable. Inversement, le représentant responsable, dont la garantie personnelle est remplacée par un cautionnement régulièrement constitué, est déchargé pour l'avenir de toute obligation et ne reste tenu que des sommes dont l'exigibilité a une date antérieure à celle de la remise du récépissé de la Caisse des dépôts et consignations entre les mains du receveur de l'Enregistrement chargé de percevoir les taxes. D'autre part, il peut arriver, et cela est fréquent dans la pratique, qu'une société constitue des cautionnements pour certains faits générateurs d'impôt et fasse agréer un ou des représentants responsables pour d'autres. L'Administration leur laisse toute latitude à cet égard.

TROISIÈME PARTIE

Pour plus de clarté, nous nous sommes bornés jusqu'à présent à exposer les règles générales qui régissent la taxation des valeurs mobilières étrangères dans notre législation fiscale. En essayant de nous abstenir de toute critique, nous avons systématiquement évité de parler des réformes qui ont ou auraient pu être envisagées. Pourtant, les critiques qui ont été formulées contre les systèmes actuellement organisés sont nombreuses et ont donné lieu à des projets de réforme qu'il est intéressant d'étudier.

La première de ces critiques, la plus importante et de laquelle découlent toutes les autres réside dans ce que le principe de l'équivalence entre les charges fiscales des valeurs mobilières françaises et des valeurs mobilières étrangères n'a pas encore été réalisé dans la pratique.

Si l'on admet — et à notre avis il faut les admettre puisqu'ils ont toujours donné de bons résultats — les principes de notre législation pour la taxation des valeurs mobilières françaises, c'est un problème difficile que celui de rechercher les moyens de faire supporter aux valeurs mobilières étrangères les mêmes charges que celles qui pèsent sur les valeurs françaises. Le problème est d'autant plus difficile que les procédés employés jusqu'à présent par le législateur, comme, d'ailleurs, la plupart

de ceux proposés par les économistes, ne semblent pas permettre de lui donner une solution rationnelle.

Pour obtenir la péréquation des charges, il ne suffit pas d'appliquer les mêmes taxes aux deux catégories de titres si l'on ne peut imposer qu'un lot arbitraire de valeurs étrangères ; il ne suffit pas, non plus, d'augmenter le tarif d'une taxe pour compenser la perte d'une autre qu'on ne peut recouvrer, car on se heurte, dans les deux cas, à des difficultés d'ordre pratique impossibles à surmonter. Ce qu'il faut et ce qui est absolument indispensable si l'on veut réaliser le principe de l'équivalence, c'est d'amener les valeurs mobilières étrangères à se placer dans une situation analogue à celle des valeurs mobilières françaises. Ce résultat obtenu et il paraît facile de l'obtenir par l'organisation de *Comptoirs d'administration*, l'application du principe de l'équivalence ne présentera plus aucune difficulté.

La critique du régime fiscal actuel des valeurs mobilières étrangères et celle des projets qui ont été proposés se relie donc très étroitement à l'étude des avantages et des inconvénients des différents systèmes de taxation des valeurs mobilières étrangères ; ceux-ci peuvent se ranger en trois catégories : 1^o Régime de l'abonnement ; — 2^o Régime des valeurs non abonnées ; — 3^o Régime des *Comptoirs d'administration*.

Chacune de ces trois catégories fera l'objet des trois premiers chapitres de cette partie, dont le quatrième chapitre sera consacré à la recherche des moyens qui pourraient améliorer le recouvrement de l'impôt sur le revenu dû par les sociétés assujetties à cet impôt en raison des biens qu'elles possèdent dans notre pays.

CHAPITRE PREMIER

Critique du régime de l'abonnement

Des deux systèmes actuellement organisés pour la taxation des valeurs mobilières étrangères, c'est à celui de l'abonnement qu'ont été adressées les plus vives critiques.

On s'accorde à reconnaître que ce système présente de très graves défauts et qu'il n'a pu subsister que comme un pis aller. Cependant un grand nombre des griefs dont il a été l'objet ne paraissent pas devoir être retenus ; notamment ceux qu'expose M. J. Caillaux dans un article de la *Revue politique et parlementaire* du mois de novembre 1905 (Les impôts sur les valeurs étrangères).

Dans cet article, M. Caillaux reproche au régime de l'abonnement : 1^o de placer les sociétés étrangères dans l'incertitude sur les obligations fiscales qu'elles auront à remplir ; 2^o d'écarter les bonnes valeurs du marché français ; 3^o de méconnaître le principe d'après lequel l'imposition des valeurs mobilières doit être supporté par les propriétaires des titres et non par l'établissement émetteur.

Premier grief. — Pour montrer comment il est impossible à la société étrangère, qui veut introduire ses titres sur le marché français, de mesurer l'étendue des obligations fiscales qui lui seront imposées, M. Caillaux imagine le dialogue suivant : « Vous voulez l'accès du marché, la cote de la Bourse ? leur dit-on (*aux collectivités étrangères*). Rien de mieux. Prenez simplement l'engagement de payer les trois taxes auxquelles sont soumises nos propres valeurs mobilières. — Soit. Mais quelle somme aurons-nous à

déboursier annuellement ? — Impossible de vous le dire à l'avance, répond l'Administration. Nous verrons, nous réfléchirons, nous nous renseignerons sur le succès de votre émission. D'après les avis que nous aurons recueillis nous déterminerons approximativement la somme des titres placés en France. — Quoi ! il nous faut assumer des obligations dont nous ne savons le poids. — Sans aucun doute. — Mais si nous acceptons ces exigences, sommes-nous du moins assurés que le tribut à verser au fisc tel que vous l'aurez déterminé sera égal tous les ans ? — Vous n'y pensez pas. Si la somme de vos titres qui circule en France s'accroît, il faudra bien que nous revisions la quotité imposable. Nous ferons de même si elle décroît. — Mais qui vous guidera dans ces revisions périodiques ? Comment serez-vous mieux informés que nous-mêmes qui, le plus souvent, ignorons en quelles mains sont nos titres au porteur ? — Nous rechercherons la quantité de coupons payés en France. — Et si des étrangers, pour profiter de changes favorables, font encaisser leurs coupons en France ? — Nous ferons de notre mieux. — Nous n'en doutons pas, mais la réponse ne nous satisfait guère. En résumé, vous nous demandez de prendre l'engagement de payer au Trésor français une somme dont vous ne pouvez nous dire le montant, qui sera fixée d'après des données incertaines, qui pourra être modifiée tous les trois ans sans que nous disposions d'un moyen de recours contre les décisions intervenues. C'est bien cela n'est-il pas vrai ? — Parfaitement. »

On voit, par ce dialogue, que l'auteur a voulu donner à la discussion un caractère exclusivement théorique. On ne conçoit pas, en effet, qu'un homme d'affaires tant soit peu expérimenté pose les questions que M. Caillaux attribue aux sociétés étrangères. L'homme d'affaires sait que les taxes ne sont dues que sur les titres effectivement placés sur le marché. Comment voudrait-il que l'Administration lui indique le montant exact de l'impôt dont la société

aura à faire l'avance puisqu'on ne peut connaître le chiffre exact des titres qui auront à le supporter tant que l'émission projetée ne sera pas terminée ? L'incertitude de la société réside donc, non pas sur l'étendue de ses obligations fiscales, mais sur le résultat des opérations de placement des titres. Or, sur ce point, l'Administration, pas plus d'ailleurs que la société, ne peut faire aucune prévision sérieuse. Son rôle se bornera à constater le nombre des titres introduits sur le marché lorsque les listes de souscriptions auront été définitivement arrêtées.

Mais, l'incertitude de la société ne dépendrait pas seulement du fait matériel du placement des titres ; elle serait encore motivée par le pouvoir donné au Ministre des Finances de fixer arbitrairement la quotité imposable (1). Il est certain que le pouvoir accordé au Ministre des Finances pour la détermination du nombre des titres à taxer est absolument contraire aux principes actuels de notre droit ; il est rigoureux, en effet, que les collectivités étrangères n'aient pas la faculté, en démontrant que l'évaluation ministérielle est exagérée d'obtenir des tribunaux sa revision. Cependant l'argument est surtout théorique.

Dans la pratique, les agents chargés de l'enquête pour la fixation de la quotité imposable prennent, en général, pour base de leurs rapports, après les avoir simplement vérifiés, les chiffres déclarés par la société étrangère ; d'autre part, lorsqu'il y a désaccord entre les conclusions des rapports administratifs et les déclarations de la société étrangère, la Commission des Valeurs mobilières joue alors le rôle d'un tribunal et ne formule ses propositions qu'après avoir écouté les explications de la société étrangère. Enfin, il est très rare que le Ministre ne suive pas les proposi-

(1). L'argument a été repris par M. Wahl dans *la Revue Politique et Parlementaire* en décembre 1907 (Les valeurs mobilières étrangères et le droit de communication) et par M. Maguéro, dans la même revue, en mars 1911 (Les valeurs étrangères devant l'impôt).

tions de la Commission. Aussi, malgré les principes rigoureux posés par les textes, la fixation et la revision de la quotité imposable n'interviennent jamais, en fait, qu'après un accord entre le fisc et les assujettis.

M. Caillaux reproche encore au système de l'abonnement de prévoir un minimum de quotité imposable. Cette quotité ne peut, aux termes du décret du 24 mai 1872 être inférieure à un dixième pour les actions et à deux dixièmes pour les obligations. Or, au cas où le nombre des titres placés en France serait inférieur à cette proportion, la collectivité étrangère conserverait la charge d'impôts français pour des titres non introduits dans notre pays. S'il était démontré que le minimum de un dixième ou de deux dixièmes est exagéré, il serait très facile de le faire réduire par un décret, sans pour cela modifier l'organisation générale du système. Mais, en fait, le minimum fixé par le décret du 24 mai 1872 ne présente aucun inconvénient. Ce minimum ne s'applique pas, en effet, à la totalité des titres émis par la collectivité étrangère, mais exclusivement à la tranche offerte au public français et pour laquelle seul l'abonnement est demandé. Soit, par exemple, une société étrangère qui veut émettre 60.000 obligations. D'après ses prévisions, elle pense que le marché français ne pourra absorber que 10.000 titres. Elle ne demandera pas l'abonnement pour les 60.000 titres qu'elle émet — parce qu'alors la quotité imposable ne pourrait être inférieure à 12.000 titres — mais seulement pour une tranche de 10.000 titres dont elle cherchera le placement dans notre pays et sur laquelle sera fixée la quotité imposable. Sans doute, ses prévisions peuvent avoir été trop optimistes, mais il semble à peu près inconcevable qu'elles soient erronées de 80 %.

Enfin pour montrer dans quelle situation défavorable peut se trouver une collectivité étrangère, M. Caillaux fait ressortir que la quotité imposable est fixée pour une période déterminée sans pouvoir être révisée au cours de

cette période ; par suite, si les titres qui existaient dans notre pays à l'époque de la fixation de la quotité imposable viennent, peu après, à être vendus à l'étranger, la collectivité étrangère paiera des taxes sur des titres qui ne circulent plus sur notre marché. Cette situation a certainement des inconvénients, mais il serait facile de les atténuer en abrégant la durée des périodes et c'est dans cette voie qu'est entré le décret du 30 mars 1922 qui a laissé au Ministre des Finances le soin de fixer les époques de révision. D'autre part, il ne faut pas oublier que si le nombre des titres peut diminuer au cours de la période fixée par le Ministre des Finances, il peut également augmenter et tous les titres qui excéderont la quotité imposable circuleront alors en franchise. On ne peut, dans ces conditions, affirmer que la situation soit nettement défavorable aux collectivités étrangères ; elle est soumise à un aléa inhérent à tout système de forfait. Cette dernière objection ne paraît donc pas suffisante à elle seule pour motiver la suppression du régime de l'abonnement à moins que l'on ne désire absolument l'abandon du système même du forfait.

Deuxième grief. — M. Caillaux remarque qu'on ne trouvait pas, en 1905, de bonnes valeurs étrangères à la Bourse de Paris et que, par contre, il y en avait un très grand nombre de médiocres. Il attribue la responsabilité de cette situation déplorable aux rigueurs excessives du régime de l'abonnement. Il prétend que les collectivités étrangères puissantes, notamment les villes et les compagnies de chemins de fer anglaises, avaient une répugnance insurmontable à se soumettre aux formalités et aux exigences de la loi française et préféraient faire bénéficier des placements qu'elles offraient les pays moins enclins que le nôtre à la tracasserie fiscale. Pour les affaires médiocres, au contraire, les directeurs de ces affaires, s'occupant presque exclusivement du placement des titres,

considéraient les charges de l'abonnement comme choses secondaires n'entravant que fort peu l'appel des capitaux français dans des entreprises étrangères vouées à l'échec.

Il est exagéré de dire qu'il n'y avait pas avant la guerre de bonnes valeurs étrangères sur le marché de Paris ; il y en a encore d'excellentes ; mais il est certain que leur nombre n'était pas en rapport avec celui des valeurs médiocres. La faute en incombe-t-elle au régime de l'abonnement ? Nous ne le pensons pas. Sans doute, l'abonnement entraîne des formalités dont certaines peuvent être onéreuses, notamment la constitution du représentant responsable. Cependant, les frais qu'il occasionne sont bien inférieurs au montant des commissions et courtages que la plupart des banquiers exigeaient avant la guerre pour lancer une émission de titres. Il est probable, dès lors, que les collectivités étrangères puissantes se détournaient du marché français, non pas à cause des simples mesures fiscales exigées par la loi, mais parce qu'elles estimaient inutile de donner d'énormes commissions à nos banquiers et d'engager des frais considérables de publicité pour le placement de titres dont la valeur intrinsèque aurait suffi à attirer le capitaliste.

Le régime de l'abonnement serait, d'ailleurs, ainsi que le remarque M. Wahl (1), plus préjudiciable aux valeurs véreuses qu'aux valeurs solides, soit parce qu'il leur est plus difficile de trouver un représentant responsable, soit parce qu'elles doivent payer plus cher sa garantie. Cela ne les a pas empêchés, il est vrai, de s'introduire en grand nombre sur le marché ; la raison en est que nos lois fiscales n'ont pas en vue la protection des capitalistes et qu'à défaut de toute réglementation vraiment protectrice, l'épargne française a pu être attirée grâce aux moyens de publicité les plus divers et aux démarches incessantes de courtiers grasement rémunérés, vers des

(1) *Revue Politique et Parlementaire*, décembre 1907 (Les valeurs mobilières étrangères et le droit de communication).

entreprises dont le but véritable était de procurer des capitaux à leurs directeurs et non de faire valoir ces capitaux dans l'intérêt des malheureux épargnants.

Si, donc, avant la guerre, le marché français était inondé de mauvaises valeurs et n'en avait qu'un petit nombre de bonnes, cela ne dépend pas du régime de l'abonnement. La faute en revient, d'une part, à la négligence des pouvoirs publics qui n'ont pas su protéger l'épargne ; d'autre part, à l'attitude de la plupart des banquiers qui, dans les émissions de valeurs étrangères, n'ont recherché que leurs profits immédiats, sans se soucier ni de l'intérêt de leurs clients, ni de l'intérêt national.

Troisième grief. — Les arguments de M. Caillaux sont encore moins à retenir lorsqu'il reproche au régime de l'abonnement de méconnaître les principes de la taxation des valeurs mobilières.

« Un financier, dit-il, n'aura pas de peine à découvrir que l'erreur commise par notre Administration vient de la confusion établie entre les impôts qui doivent être supportés par les êtres moraux et ceux qui doivent peser sur les individus... Sans doute pour prévenir les évasions de la matière imposable, il est bon, il est utile de confier aux personnes morales le rôle de collecteurs d'impôts, mais, *en aucun cas, il ne faut sacrifier un principe à ce qui n'est, après tout, qu'une facilité de perception* et le système adopté par le législateur de 1898, en ce qui concerne les valeurs étrangères, doit être écarté parce qu'il altère gravement le caractère de l'impôt, parce qu'il transforme une taxe sur le revenu de certains citoyens français en une sorte de patente sur des collectivités étrangères. »

Il convient, tout d'abord, de faire remarquer combien serait dangereuse la théorie d'après laquelle il ne faudrait, *en aucun cas, sacrifier un principe à ce qui n'est qu'une facilité de perception*. Les institutions fiscales n'ont pas pour

but de poser des principes toujours contestables sur la nature juridique ou le fondement des impôts. Leur rôle essentiel est d'organiser les mesures nécessaires pour le recouvrement de l'impôt en recherchant les procédés qui seront les moins gênants pour les contribuables et les plus productifs pour le Trésor. Il importe peu à l'intérêt général, seul à considérer, que le principe d'un impôt soit violé. Ce qui est indispensable et ce dont le législateur devrait se soucier avant tout, c'est que l'impôt rentre facilement dans les caisses du Trésor, sans entraver les contribuables dans leurs affaires et sans créer d'inégalités entre les diverses catégories d'assujettis.

Si elle était fondée, l'objection de M. Caillaux n'aurait donc aucune portée. Mais il est inexact de dire, en l'espèce, que le régime de l'abonnement méconnaît les principes de l'imposition des valeurs mobilières. Des deux systèmes organisés pour la taxation des titres étrangers, c'est lui qui se rapproche le plus du système employé pour la taxation des titres français. Or, dans le régime fiscal des valeurs mobilières françaises, exception faite pour le droit de timbre, il n'est pas douteux que les droits de transmission et l'impôt sur le revenu soient dus par le propriétaire du titre. Ce dernier, objectera-t-on, ne paye pas lui-même les taxes et n'est, à aucun degré, en rapport direct avec le fisc. Il n'en supporte pas moins l'impôt et il ne peut même y échapper puisque les taxes exigibles sont retenues sur le montant des coupons mis en distribution par la collectivité. Celle-ci est seule responsable envers le Trésor du paiement de l'impôt ; mais elle l'acquitte d'autant plus facilement qu'elle peut le récupérer immédiatement sur les sommes qu'elle doit à ses créanciers. La situation est identique à celle du propriétaire d'un immeuble loué qui est seul débiteur envers le Trésor de l'impôt des portes et fenêtres, mais qui se fait rembourser cet impôt par les locataires de l'immeuble. Il y a là, dans la théorie, un des exemples les plus caractéristiques du

dédoublément de l'incidence légale et, dans la pratique, un des procédés les plus commodes pour le recouvrement de certains impôts.

Le même dédoublément de l'incidence légale se retrouve dans le régime de l'abonnement. Les collectivités étrangères prennent l'engagement d'acquitter les taxes exigibles sur leurs titres, mais les impôts qu'elles payent ainsi, elles n'en conservent la charge que si elles le veulent bien ; en effet, elles ne sont tenues que d'en faire l'avance ; elles ont le droit — et elles l'emploient souvent — de récupérer les taxes ainsi versées au Trésor, sur le montant des sommes qu'elles doivent aux capitalistes français.

*
* *

Toutes les critiques que M. Caillaux adresse au régime de l'abonnement sont donc mal fondées. Le système a, quand même, de très graves inconvénients. Nous venons de voir que le régime de l'abonnement respecte le principe d'après lequel l'imposition des valeurs mobilières doit être supportée par le propriétaire des titres et que l'on met en œuvre le dédoublément de l'incidence légale pour le recouvrement des taxes. Reste à savoir s'il peut utiliser d'une manière rationnelle cette méthode de perception de l'impôt.

Le dédoublément de l'incidence légale a pour principal avantage de procurer au Trésor un débiteur plus facile à atteindre que ceux qui ont la charge véritable de l'impôt. Il remplit pleinement son but pour la taxation des valeurs mobilières françaises parce que les collectivités constituées débitrices en vertu de la loi se trouvent sur le sol français et qu'on peut les soumettre à un contrôle rigoureux. La situation est toute différente pour les valeurs étrangères. Les établissements que l'on veut considérer comme débiteurs se trouvent à l'étranger et on ne peut songer à vérifier leurs écritures. De plus, lorsqu'une collectivité française

refuse de payer un impôt, rien n'est plus aisé que de lui décerner une contrainte, tandis que s'il s'agit d'une collectivité étrangère, on se heurte aux principes du droit international qui interdisent à un Etat d'exercer des voies d'exécution au delà de ses frontières pour le recouvrement d'une créance fiscale. Pour pallier à cette difficulté, on a obligé des collectivités étrangères à constituer un représentant responsable ou à fournir un cautionnement. La qualité du régime de l'abonnement dépendra donc, en grande partie, de la qualité de ces garanties. Or, que valent ces garanties ?

Nous avons longuement exposé dans la deuxième partie de notre étude en quoi consistaient ces garanties, quelle était leur nature juridique et comment elles fonctionnaient dans la pratique. Nous avons, enfin, fait ressortir les très lourdes pénalités infligées aux collectivités qui négligeaient de les offrir au Trésor. Grâce à la menace de ces pénalités, il est certain que le Trésor a très rarement à souffrir de l'insolvabilité ou de l'insaisissabilité des collectivités étrangères au cours de la première période d'exigibilité des taxes, qui correspond à l'époque de l'introduction de leurs titres sur notre marché. Mais, cette période où il est presque impossible aux collectivités étrangères de se soustraire à leurs obligations fiscales est relativement courte, trois ans au maximum. Passé ce délai, si le représentant responsable a dénoncé en temps voulu son engagement ou si le cautionnement versé à la Caisse des dépôts et consignations a été retiré par l'Administration pour s'indemniser des impôts arriérés, quel recours le Trésor pourra-t-il exercer contre une collectivité étrangère ne voulant plus payer les taxes qu'on lui réclame ? Il faut noter ici une très grave lacune de notre législation fiscale.

Tandis que de très fortes amendes ont été prévues pour les collectivités étrangères ne faisant point agréer de représentant responsable avant tout fait générateur de taxe, aucune pénalité n'a été directement édictée contre celles

qui s'abstiennent de faire remplacer le représentant qu'elles avaient déjà et qui se trouve pour une raison ou pour une autre démis de ses fonctions.

Sans doute, la loi du 13 avril 1898 punit d'une forte amende les personnes qui font le service financier des titres non abonnés ; le législateur espérait que la crainte d'en-courir une pénalité rendrait plus difficile le recrutement des intermédiaires disposés à éluder les obligations fiscales et que, les banquiers s'abstenant de prêter leur concours pour les opérations sur les titres des collectivités étrangères non en règle avec le Trésor, ces dernières seraient obligées de se conformer exactement aux prescriptions spéciales qui les concernent. L'expérience a démontré que cette sanction était plus théorique que pratique.

Alors que la loi de 1898 vise en termes éminemment compréhensifs toutes les opérations de placement, quelle que soit leur nature, elle donne un sens plus restrictif à l'expression « service financier ». En s'en tenant à la lettre du texte, le service financier qui rend nécessaire la constitution du représentant responsable ou le versement d'un cautionnement, réside uniquement dans les opérations de transfert ou de remboursement des titres, soit dans le paiement des coupons. D'après l'opinion de l'Administration et celle des commentateurs, il faudrait, pour que ces opérations tombent sous le coup de la loi, qu'elles soient accomplies par les intermédiaires en vertu d'un mandat de la collectivité étrangère ; elles y échappent, au contraire, si les banquiers, changeurs ou établissements de crédit agissent seulement pour le compte et comme mandataires de leurs clients. Or, dans la pratique, il est à peu près impossible de démontrer si l'opération a été faite par l'intermédiaire en vertu d'un mandat de la collectivité ou d'un mandat du capitaliste. Aussi, cette disposition de la loi est-elle restée lettre morte.

La seule sanction efficace dont l'Administration puisse disposer contre les collectivités qui désabonnent leurs

titres est d'obtenir la radiation de ces titres à la cote officielle de la Bourse. Cette sanction présentait un très réel intérêt lorsque la Bourse de Paris était le centre du marché financier du monde entier. Mais, depuis que le cours des grandes valeurs mobilières internationales s'établit principalement à Londres, New-York ou Amsterdam, les établissements émetteurs recherchent moins activement un avantage qui les astreint à des charges d'impôt pouvant devenir très lourdes. Aussi les transactions en valeurs étrangères, qui restent malgré tout encore nombreuses dans notre pays, s'effectuent maintenant de préférence en coulisse où il n'est pas exigé que les titres soient abonnés.

Le Trésor n'a donc pas de moyens suffisants pour empêcher les collectivités étrangères de se désabonner. Serait-il mieux armé si un texte formel ajoutait la cote en banque aux faits générateurs actuellement prévus par la loi ? C'était ce qu'avait déjà pensé M. Mathieu Bodet, lors de la discussion des lois des 30 mars et 29 juin 1872. « Si l'on empêchait, disait-il, la négociation dans la coulisse des valeurs étrangères qui n'ont pas acquitté les droits auxquels les titres français sont soumis, évidemment ou arriverait à forcer toutes ces valeurs à payer l'impôt. » (Séance de l'Assemblée nationale du 30 mars 1872.) Malheureusement cette affirmation ne résout pas le problème, car il faut encore se demander s'il est possible au fisc d'atteindre la négociation en coulisse. Théoriquement, rien de plus facile. Pratiquement, il est certain qu'il interviendrait des accords, pour quelques catégories de titres, entre les banquiers qui traitent le plus activement ces titres et les collectivités étrangères intéressées. La loi pourrait recevoir dans ces cas spéciaux son application complète ; mais il est probable que, dans la plupart des cas, les banquiers cesseraient simplement de faire figurer à leur cote les titres non abonnés. Cela entraverait-il la négociation des titres de cette nature ? Fort peu. En

effet, si le cours des titres n'est plus constaté en France, il continuera à s'établir sur les places étrangères, et les capitalistes français adopteront comme bases de leurs négociations les cours publiés sur les cotes étrangères. Cette nouvelle situation aura deux conséquences très graves. La première sera de ruiner une partie de l'activité du marché en banque sur la place de Paris, la seconde sera de favoriser l'exportation des titres, car la négociation des titres sur les bourses étrangères, donnant un supplément d'activité à ces bourses finira par attirer près d'elles des capitaux qui, sans la nouvelle réglementation fiscale, auraient pu rester chez nous. Sans doute, des lois interdisent l'exportation des capitaux, mais il est peu vraisemblable qu'elles aient une force suffisante pour empêcher une évasion dont les mobiles sont dictés par l'instinct de la conservation des intérêts privés.

Rendre l'abonnement obligatoire pour les titres cotés en banque serait donc une réforme dangereuse. Exiger l'abonnement pour la négociation, quelle qu'elle soit, des titres étrangers serait une réforme encore pire.

Des titres étrangers peuvent ne se trouver qu'en très petit nombre entre les mains de nationaux ; ils auront pu être recueillis par héritage ou avoir été acquis au cours d'un voyage à l'étranger. Comment sera-t-il possible dans cette hypothèse, même en ne tenant pas compte du minimum prévu par le décret du 24 mai 1872, de fixer une quotité impossible ? En supposant même cette difficulté résolue, comment pourra-t-on obliger la collectivité étrangère à souscrire un abonnement pour des titres dont elle ignorait l'existence dans notre pays ? L'amende édictée contre le banquier qui recevrait l'ordre de vente du titre n'aurait pour effet, dans cette hypothèse, que d'empêcher l'opération et la seule ressource pour le propriétaire du titre serait de le renvoyer à l'étranger, d'où nouvelle perte pour l'économie générale du pays.

D'après cet exposé, il ne semble pas possible d'empêcher

le désabonnement par l'interdiction, soit de la cote en banque soit de la négociation privée des titres étrangers non abonnés. Est-il possible d'obtenir un meilleur résultat en modifiant les règles relatives à la fin de l'engagement du représentant responsable ?

L'engagement du représentant responsable prend fin par son décès, par sa faillite ou par sa démission. La garantie du Trésor repose donc sur la santé, la prospérité des affaires et le bon vouloir du représentant responsable. Rien de plus aléatoire que ces trois éléments. Sans doute lors de l'agrément du représentant on tient compte de son âge, de sa situation de fortune, mais on ne peut refuser d'accepter sa démission lorsqu'il la présente en temps opportun. On pourrait, semble-t-il, décider que les obligations de son engagement passeront à ses héritiers, prendre une hypothèque sur ses biens ou lui interdire la démission tant qu'un nouveau représentant n'aura pas été agréé. Mais quelle serait la conséquence d'une pareille réforme ? Elle serait très simple. Les collectivités étrangères trouvent déjà difficilement, même en les payant très cher, des représentants responsables. Si l'on supprimait les limites qui ont été fixées à la garantie de ces derniers, les collectivités étrangères n'en trouveraient plus du tout ou seraient obligées de leur donner de telles indemnités qu'elles préféreraient renoncer à l'hospitalité de notre marché pour leurs titres.

Il paraît donc impossible d'augmenter la responsabilité des représentants responsables. Quant aux cautionnements on pourrait les fixer à un chiffre plus élevé et autoriser les collectivités étrangères à les fournir autrement qu'en numéraire, en rentes sur l'Etat ou par une inscription hypothécaire par exemple ; leur défaut resterait toujours le même. Lorsque la garantie aurait été absorbée par les taxes et amendes arriérées, le Trésor n'aurait plus de recours contre les sociétés étrangères et n'aurait aucun moyen de les empêcher de se désabonner.

Le plus grave défaut du régime de l'abonnement réside, par suite, dans la circonstance qu'il n'y a aucun moyen vraiment efficace d'empêcher le désabonnement. Cela suffirait à motiver sa suppression, mais il encourt encore un autre reproche.

Le souci du législateur fiscal est d'assurer l'équivalence des charges entre les valeurs françaises et les valeurs étrangères. Or, son but n'est pas atteint avec le régime de l'abonnement. Sans tenir compte de l'aléa qui résulte de la fixation forfaitaire de la quotité imposable (les chances de gain et de perte étant les mêmes pour le Trésor que pour les assujettis), l'équilibre est certainement rompu au détriment du Trésor, puisqu'il ne peut empêcher le désabonnement ; il peut l'être également au détriment des contribuables.

Des impôts exigibles sur les valeurs mobilières, le plus lourd est la taxe annuelle de transmission ; elle se liquide, en effet, sur la valeur réelle du titre qui peut être bien supérieure à sa valeur nominale ; d'autre part, elle est due alors même qu'il n'y aurait pas répartition de bénéfices, de sorte que si la valeur est restée improductive pendant quelques années, le montant de la taxe due pour ces années absorbera la plus grande partie du revenu à distribuer dans la suite. Lorsqu'il s'agit de valeurs françaises, seuls les titres au porteur ont à la supporter ; les titres nominatifs y échappent en acquittant un droit de transfert ; cet impôt est d'un tarif plus élevé que la taxe annuelle de transmission ; il est, en fait, beaucoup moins lourd pour le contribuable parce qu'il n'est dû qu'à l'occasion d'une mutation. Le régime de l'abonnement ne fait, au contraire, aucune différence entre les titres étrangers au porteur ou nominatifs ; il entraîne, dans les deux cas, l'exigibilité de la taxe annuelle de transmission.

Cette situation est d'autant plus choquante que le législateur favorise à l'heure actuelle les titres nominatifs. Sans doute, la faveur fiscale accordée aux titres nomi-

natifs n'a pas d'autre motif que l'impossibilité pour ces titres d'échapper à l'impôt de mutation par décès. Cette impossibilité est absolue pour les valeurs françaises parce que leur transfert ne peut être effectué au nom des nouveaux propriétaires que sur la présentation d'un certificat de paiement des droits de succession. S'il s'agit, par contre, de valeurs étrangères, la loi française n'a aucune action pour réglementer la transmission des titres nominatifs et ne peut faire surveiller le transfert sur les livres de la collectivité puisque ces livres se trouvent à l'étranger. Les valeurs étrangères nominatives ont donc la même facilité que les titres au porteur pour échapper à l'impôt de succession. On comprend, dès lors, qu'elles ne bénéficient pas de la même faveur que les titres nominatifs français. Il n'en est pas moins vrai qu'il y a là une grave inégalité pour les propriétaires de titres nominatifs étrangers scrupuleux dans leurs obligations fiscales et que, cependant, aucune réforme à introduire dans le régime de l'abonnement ne paraît susceptible de la faire disparaître.

Notre conclusion sur la critique du régime de l'abonnement sera donc, non pas que le système méconnaît les principes des impôts sur les valeurs mobilières, ni même qu'il néglige un procédé de taxation par lui-même excellent, mais que ce procédé, qui donne les meilleurs résultats pour les valeurs françaises, est insuffisant pour les valeurs étrangères parce que les rapports des collectivités françaises et des collectivités étrangères avec le fisc sont totalement différents. Les unes sont étroitement soumises au contrôle des agents du Trésor les autres ne s'y soumettent que dans la mesure où elles le veulent bien.

CHAPITRE II

Critique du régime des valeurs non abonnées

Le principal reproche que l'on adresse au régime fiscal des valeurs étrangères non abonnées est de laisser cette catégorie de valeurs dans une situation favorisée par rapport aux valeurs étrangères abonnées et aux valeurs françaises.

L'inégalité dont elles bénéficiaient était surtout choquante avant la mise en vigueur de la loi du 29 mars 1914. Elles échappaient alors complètement à l'impôt sur le revenu ; elles n'acquittaient que très rarement, comme d'ailleurs encore maintenant, l'impôt de transmission ; enfin, si elles étaient assujetties à un droit de timbre sur leur valeur nominale, ce droit n'avait pas toujours le même tarif pour les fonds d'Etats que pour les autres valeurs non abonnées.

De nombreuses réformes avaient été envisagées pour augmenter leurs charges fiscales et ces réformes partent toutes du même principe. Comme il est très difficile, ainsi que nous l'avons démontré au chapitre précédent, d'obliger les collectivités étrangères à faire l'avance des taxes exigibles sur leurs titres, il est venu à l'idée de certains financiers d'écarter le procédé du dédoublement de l'incidence légale pour la taxation des titres étrangers, ou, tout au moins, de ne plus considérer les collectivités étrangères comme premiers payeurs de l'impôt. Suivant les auteurs, les systèmes proposés varient, mais on peut les ramener à deux types : le timbre périodique et l'impôt sur les coupons.

A) TIMBRE PÉRIODIQUE

L'idée du timbre périodique apparut, pour la première fois, dans le projet de budget de 1896.

Pour réaliser l'équivalence des charges fiscales entre les titres français et étrangers, M. Ribot, alors ministre des Finances, proposait de soumettre à un droit de timbre au comptant (1 % pour les fonds d'Etats et 2 % pour les autres valeurs) tout titre étranger lors de sa première apparition en France ; puis, lorsque ce titre reparaitrait sur le marché — soit par l'exposition en vente, soit par la négociation, soit par l'énonciation dans un acte public ou sous-seing privé — plus de cinq ans après la dernière apposition du timbre, il serait de nouveau soumis à cet impôt. M. Ribot faisait le calcul suivant : les trois taxes frappant (en 1895) les titres français au porteur du type de l'obligation de 500 francs, rapportant 20 francs d'intérêts, représentaient par an une somme d'impôt de 2 fr. 10 (0 fr. 30 timbre + 1 franc transmission + 0 fr. 80 revenu) soit pour vingt ans 42 francs ou 8 fr. 40 % de la valeur nominale du titre. D'autre part, les titres étrangers similaires reparaissent, en général, sur le marché au moins une fois tous les cinq ans. En les assujettissant à un droit de 2 % par période quinquennale, ils paieraient en vingt ans quatre fois 2 %, soit 8 %. Ils auraient donc acquitté ainsi un chiffre d'impôt sensiblement égal à celui supporté par les titres français pendant la même période.

Au point de vue purement fiscal, ce système était ingénieux ; mais il avait pratiquement de très graves inconvénients. S'il avait été adopté, l'uniformité de valeur des titres d'un même type aurait été rompue ; en effet, les titres timbrés la veille de la négociation auraient valu presque 2 % de plus que les titres timbrés depuis quatre ans et onze mois. Aussi la Commission du budget écarta-t-elle la réforme comme incompatible avec les usages du marché.

Le projet du timbre périodique a été repris, au début du siècle, par certains économistes (1) qui s'étaient flattés de faire disparaître les inconvénients du système de M. Ribot, en ramenant l'échéance du droit de timbre à une date uniforme pour chaque période quinquennale, quelle que soit l'époque où le droit deviendrait exigible. Ainsi, en fixant au 1^{er} janvier de l'année 1911 le point de départ de la période quinquennale, les titres dont on ferait usage dans l'année 1911 supporteraient le droit plein de 2 % ; ceux dont l'introduction ou la négociation auraient lieu en 1912, 1913, 1914 ou 1915 ne paieraient plus que 1 fr. 75 %, 1 fr. 50 %, 1 % ou 0 fr. 50 %, suivant qu'ils apparaîtraient dans la 2^e, 3^e, 4^e ou 5^e année de la période ; une nouvelle période recommencerait au 1^{er} janvier 1916, et ainsi de suite, tous les cinq ans. Au début de chaque période, tous les titres existants sur le marché seraient soumis au timbrage à plein tarif.

Un système analogue a fait l'objet d'une proposition de loi, par M. François Deloncle, député, le 21 janvier 1910 (*J. O.*, Annexes, n° 3003). D'après ce projet, les titres étrangers auraient supporté indépendamment du droit de timbre à 2 % de leur valeur nominale, une taxe quinquennale de même nature s'élevant à 1 % et destiné à représenter les impôts de transmission et du revenu.

Nous ne nous attarderons pas sur la critique de ces systèmes parce qu'ils ne nous paraissent pas viables pour les raisons suivantes : 1^o ils créeraient des inégalités entre les frais de placement des titres suivant les époques où se feraient les émissions ; 2^o ils entraîneraient de nombreuses formalités qui gêneraient la négociation des titres au début de chaque période ; 3^o si les titres restaient longtemps sur le marché français, ils finiraient par recevoir tellement d'empreintes et de visas qu'il deviendrait très difficile de reconnaître s'ils sont en règle.

(1) Notamment M. Raphaël-Georges Lévy (1904) et Chambre syndicale des Agents de change (1905), voir page 175.

B) IMPOT SUR LES COUPONS

L'impôt sur les coupons a sur le timbre périodique le grand avantage d'avoir été mis en pratique. Nous avons expliqué au chapitre III de la première partie de notre étude, comment il fonctionne depuis le 1^{er} juillet 1914 en vertu de la loi du 29 mars 1914 qui avait adopté le système de M. Caillaux. Mais, on aurait pu concevoir l'impôt sur les coupons des titres étrangers d'après un autre système, notamment celui proposé par M. François-Marsal dans une communication à la Société d'Economie politique, le 5 juin 1914 (*Journal des Economistes*, juin 1914).

Le système de M. Caillaux et celui de M. François-Marsal ont pour points communs de maintenir le droit de timbre au comptant, de négliger volontairement la taxe de transmission et d'admettre enfin que les coupons de titres étrangers doivent supporter un impôt ; mais, ils diffèrent absolument sur les moyens à employer pour la perception fiscale.

M. Caillaux et M. François-Marsal considèrent les valeurs mobilières comme des marchandises ; par suite, ils estiment juste que les titres étrangers supportent, lorsqu'ils pénètrent en France, un droit de timbre. Ce droit de timbre est, dans leur idée, comme un droit de douane que les titres d'une collectivité étrangère doivent acquitter comme toute autre marchandise passant la frontière. Cependant, les deux financiers n'ont pas le même avis sur le mode d'application de l'impôt. M. Caillaux admet que le droit de timbre ait un tarif uniforme, quelles que soient la nature et l'origine des titres. M. François-Marsal poussant, au contraire, plus loin la comparaison entre le droit de timbre et le droit de douane, prévoit qu'on pourrait fixer des tarifs différents suivant la nature des titres : fonds d'Etats, emprunts de collectivités locales, actions et obligations de sociétés ; il voudrait même que ces

tarifs soient arrêtés non par la décision de la seule loi française, mais par des accords intervenus entre la France et les gouvernements des pays d'origine des titres. Cela permettrait ainsi au Gouvernement, pensait-il, de favoriser les placements en valeurs de certains pays amis de la France et d'écarter, au contraire, du marché les valeurs indésirables.

Le système serait dangereux, car ainsi que l'a fait remarquer M. Vidal à la séance de la Société d'Economie politique du 5 juin 1914 : « Qui va-t-on protéger ? Le public acheteur ? Assurément non. Le banquier établi en France ? Pas davantage. Le marché national ? Plus il y a de marchandises à négocier, plus il y a d'éléments d'affaires. On ne peut donc favoriser ainsi que les marchés financiers voisins. Ce n'est pas là ce que se propose le protectionnisme. »

Au surplus, si l'on peut considérer la valeur mobilière comme une marchandise, il est plus difficile d'assimiler les droits de douane aux droits de timbre. Ces deux impôts absolument différents, ont chacun leur domaine propre. Spécialement le droit de timbre est un impôt qui frappe les écrits juridiques et il atteint les valeurs mobilières parce que celles-ci ont précisément le caractère d'écrits juridiques ; mais, il n'y a aucune raison pour que son tarif diffère suivant la nationalité des valeurs. Appliquer un tarif moins élevé aux valeurs étrangères, ce serait, selon l'expression de M. Lescure, à la séance de la Société d'Economie politique du 5 juin 1914, « faire du protectionnisme à rebours. » ; leur fixer, au contraire, un tarif plus élevé aboutirait à une émigration des émissions et cette émigration serait une perte de profits pour la France.

Nous estimons donc qu'il ne faut point assimiler le droit de timbre sur les valeurs mobilières étrangères à un droit de douane et que le tarif de ce droit de timbre doit être le même pour toutes les valeurs mobilières, quelles que soient leur nature et leur nationalité.

M. Caillaux et M. François-Marsal sont entièrement d'accord pour exonérer les valeurs mobilières étrangères de la taxe de transmission.

D'après M. Caillaux, le régime fiscal des valeurs étrangères doit avoir « deux impôts, les droits de mutation ou de transmission qui expriment une erreur économique parce qu'ils frappent la richesse qui agit, qui circule, devant disparaître : un droit de timbre sur les titres qui incombera aux collectivités, un impôt sur le revenu qui sera payé par les porteurs ». (Les impôts sur les valeurs étrangères, article de la *Revue politique et parlementaire* de novembre 1905.)

Pour M. François Marsal, le nouveau régime fiscal « devra, bien entendu, entraîner la suppression de la taxe annuelle de transmission, taxe étrange qui aboutit à frapper d'un impôt un titre qui ne rapporte rien, à prélever quelque chose sur un coupon qui est le néant. » (Communication précitée à la Société d'Economie politique.)

Malgré l'opinion de ces deux financiers, il ne semble qu'aucun argument juridique ou économique puisse sérieusement militer en faveur de la suppression de l'impôt de transmission sur les valeurs mobilières étrangères.

Pour les valeurs mobilières françaises, l'impôt de transmission présente deux aspects : le droit au comptant et la taxe annuelle. S'il s'agit de valeurs nominatives, il est payé lors de chaque transfert par l'acquéreur à la collectivité qui le verse ensuite au Trésor dans les premiers jours du trimestre suivant ; il a donc exactement le caractère d'un impôt de mutation et ne diffère que par le tarif du droit qui est perçu pour une vente d'immeubles. S'il s'agit de valeurs au porteur, le fisc, ne pouvant saisir chaque mutation, exige une taxe annuelle représentant forfaitairement le montant de l'impôt qui aurait été exigible lors de chaque transmission ; mais, bien que, dans ce système, chaque mutation prise isolément ne paye aucun impôt, la taxe annuelle n'en conserve pas moins le carac-

tère d'un impôt de mutation. Dans l'un et l'autre cas, le revenu du titre n'est jamais pris en considération pour la perception de l'impôt ; le droit ou la taxe annuelle de transmission sont donc exigibles alors même que les titres ne produiraient aucun revenu. La situation est identique à celle de la vente d'un immeuble où le droit de mutation est dû, que l'immeuble soit ou non susceptible de rapport.

Si l'impôt de transmission est un impôt injuste, le même caractère d'injustice devrait se retrouver dans tous les impôts de mutation à titre onéreux qu'il faudrait supprimer. Or, lorsqu'ils ont été ministres des Finances, MM. Cailiaux et François-Marsal n'ont jamais songé à entreprendre une pareille réforme qui aurait abouti à creuser un trou formidable dans le budget des recettes de l'Etat. Aussi, en prévoyant, sans doute, les conséquences, les deux financiers ne vont pas si loin dans l'application de leur principe ; ils se contentent de trouver injuste le droit de transmission seulement lorsqu'il s'agit de valeurs étrangères. C'est un moyen commode d'esquiver la difficulté ; mais l'argument n'est pas sérieux.

Dès l'instant qu'on cherche à faire peser des charges équivalentes sur les valeurs mobilières françaises et étrangères, si l'on soumet les valeurs françaises à un impôt, en l'espèce le droit de transmission, pourquoi en exonérer les valeurs étrangères ?

Au point de vue théorique, il n'y a aucun motif. En pratique, on ne peut que constater la difficulté que l'on rencontre à trouver le moyen de faire supporter l'impôt à ces valeurs.

Pour les valeurs françaises, qu'il s'agisse du droit au comptant ou de la taxe annuelle, l'impôt de transmission est payé ou avancé au Trésor par la collectivité qui, grâce au dédoublement de l'incidence légale, en est responsable. Pour les valeurs étrangères abonnées, le dédoublement de l'incidence légale permet encore au Trésor de percevoir

l'impôt (d'une manière bien imparfaite, il est vrai, puisqu'il ne permet pas au capitaliste d'acquitter le droit au comptant pour s'exonérer de la taxe annuelle). Mais, pour les valeurs non abonnées, comme il n'existe aucun rapport entre la collectivité et le Trésor, celui-ci ne peut encaisser l'impôt de transmission, non parce que cela est juste, mais parce que, jusqu'à présent, il n'a pu faire autrement.

La circonstance que, sauf le cas exceptionnel où leur mutation est constatée par un acte soumis à la formalité de l'enregistrement, les valeurs étrangères non abonnées échappent à l'impôt de transmission à titre onéreux, constitue, à l'heure actuelle, le plus important de leurs privilèges.

Sans doute, ces valeurs acquittent l'impôt sur le revenu à un tarif supérieur à celui des valeurs françaises et des valeurs étrangères abonnées : 14, 40 % au lieu de 12 % ; mais cette différence de tarif est loin de compenser le montant global de l'imposition.

Supposons une obligation d'une valeur nominale de 500 francs dont le cours moyen l'année précédente est de 500 francs et le revenu annuel de 30 francs. Pour ne pas compliquer l'opération, négligeons le droit de timbre qui est à peu près équivalent au comptant ou à l'abonnement.

S'il s'agit d'une valeur française ou d'une valeur étrangère abonnée, le titre paiera annuellement :

1 ^o Transmission à 0,72 % sur 500 francs.....	3	60
2 ^o Revenu à 12 % sur 30 francs.....	3	60
Ensemble.....	7	20 7 20
S'il s'agit, au contraire, d'une valeur étrangère non abonnée, il supportera simplement		
l'impôt sur le revenu à 14 40 % sur 30 fr.	4	32
Soit une différence de.....	2	88
en faveur de la valeur étrangère non abonnée.		

La différence serait plus forte si, au lieu d'un titre à revenu fixe, la comparaison portait sur un titre à revenu variable dont la capitalisation se fait à un taux moindre

et elle serait encore plus marquante pour une action distribuant un dividende après avoir eu plusieurs exercices improductifs ; tandis que pour la valeur française ou la valeur étrangère abonnée, le montant du coupon serait presque entièrement absorbé, le coupon de la valeur étrangère non abonnée ne supporterait qu'une retenue de 14 fr. 40 %.

Cette inégalité de traitement devant les charges fiscales n'est pas le seul reproche adressé au régime des valeurs non abonnées. Les mesures envisagées pour le recouvrement de l'impôt sur les coupons ont fait l'objet de vives critiques. Ces critiques ont empêché pendant quelque temps de faire aboutir la réforme proposée par M. Caillaux qui échoua lorsqu'elle fut présentée pour la première fois au Sénat.

« Quant à l'impôt de 4 % sur les coupons, disait M. Aimond dans son rapport, impôt qui devra être retenu par les banquiers, il y aura sans doute, de ce chef, un déchet considérable. Le législateur a oublié, en effet, que ces coupons appartaient à ce qu'on appelle « la famille des coupons internationaux » ; que leur origine n'est pas dans notre pays ; qu'ils portent eux-mêmes, pour la plupart, écrite au verso, l'indication suivante, payable en or à Londres, à Bruxelles, à Berlin, etc... ; ces coupons constituent donc une monnaie internationale que tout porteur pourra réaliser, sans aucune retenue, aux endroits indiqués, au nez et à la barbe du fisc français qui n'y pourra rien.

« Peut-on supposer un seul instant que les propriétaires de ces coupons, alors qu'il leur sera si facile d'aller à Bruxelles, par exemple, les encaisser sans aucune retenue, consentiront à laisser entre les mains du fisc français une pareille somme ?

« La prime est trop forte pour que l'évasion de ces coupons ne se fasse pas sur une grande échelle, d'autant plus que le titre, ayant acquitté l'impôt du timbre, pourra

néanmoins circuler librement sur toute l'étendue du territoire français et être négocié à la Bourse de Paris puisque rien ne distinguera un titre ayant payé l'impôt de celui qui ne l'aura pas payé.

« C'est pour cette raison que nous estimons que le produit supplémentaire escompté ne rentrera que pour une partie infinitésimale dans les caisses du Trésor... (*Doc. parl. Sénat*, n° 438, année 1913, col. 3, p. 37.)

De nombreux auteurs, parmi lesquels M. WAHL (Les valeurs mobilières étrangères et le droit de communication, *Revue politique et parlementaire*, décembre 1907) et M. MAGUÉRO (Les valeurs étrangères devant l'impôt même *Revue*, mars 1911) manifestaient les mêmes craintes. M. Maguéro, notamment, n'hésitait pas à dire : « Le projet de M. Caillaux n'est pas viable et ne procurerait au Trésor que des déboires si, par impossible, il était adopté. »

L'impossible s'est réalisé et subsiste encore. Il est vrai que les circonstances n'ont pas permis une vérification immédiate des prévisions pessimistes. La loi du 29 mars 1914 n'est entrée en vigueur que le 1^{er} juillet suivant. Or, le 2 août, éclatait la guerre qui allait pendant cinq ans entraver les communications ou fermer parfois les frontières avec les pays voisins. Ensuite intervenait la loi du 3 avril 1918 réglementant l'exportation des capitaux et interdisant l'envoi en vue de leur encaissement des coupons dont le montant devait être rapatrié en France. Enfin, la hausse des changes a pu, elle aussi, agir favorablement sur le rendement de la taxe. Car, d'une part, cette hausse a majoré le revenu de tous les titres dont le coupon était stipulé payable en une monnaie favorisée par le change ; d'autre part, elle a eu pour résultat de dissimuler à bien des porteurs la charge croissante de l'impôt sur les coupons ; un coupon semestriel de 12 fr. 50, au pair de la livre sterling, se payant net, avant la guerre 11 fr. 875 avec une taxe de 5 % ; ce même coupon se paye aujourd'hui net environ 40 francs après une retenue de

14 fr. 40 %. Il est fort probable qu'en présence d'une telle augmentation de leurs encaissements, beaucoup de porteurs ont négligé l'impôt qui les frappait.

C'est peut-être, grâce à ces circonstances exceptionnelles, que l'on a pu prétendre n'avoir à constater aucun mécompte dans les produits encaissés de 1914 à 1923, et récapitulés dans le tableau ci-après.

ANNÉES	FONDS	VALEURS	TIMBRES	DÉCLARATIONS		TOTAL
	D'ÉTAT	ÉTRANGÈRES		SOUSCRITES PENDANT		
	ÉTRANGERS	NON ABONNÉS		LES 3 PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE		
				MOBILES		
					Nombre	Taxe perçue
1914	13.175.807	2.716.560	95	»	»	15.892.367
1915	41.620.194	9.968.896	101.825	»	»	51.589.090
1916	44.909.059	12.817.294	36.135	4.675	6.220.108	63.946.461
1917	49.052.911	13.816.456	75.248	4.822	4.711.873	67.581.240
1918	40.931.897	12.413.639	120.690	4.382	5.255.364	58.600.900
1919	51.316.916	16.969.454	7.963.864	3.566	3.822.871	72.109.241
1920	78.682.490	25.848.244	114.510	4.232	7.431.582	111.962.316
1921	99.521.650	35.005.132	885.414	3.846	17.182.000	151.708.782
1922	103.912.717	38.835.509	77.695	3.558	24.503.848	167.252.074
1923	95.935.239	37.786.784	»	3.784	26.280.256	160.002.279

(1) Par suite de circonstances exceptionnelles, les timbres mobiles spéciaux à la taxe sur le revenu des valeurs mobilières ont dû être employés à l'acquit de divers autres droits de timbre ; de sorte, qu'en fait, ils ont été détournés dans une très large mesure de leur véritable destination. Aussi n'a-t-il pas été tenu compte de leur produit dans le total du recouvrement de l'impôt.

Si l'on songe que le rapporteur à la Chambre des Députés avait évalué (*J. O.* du 27 mars 1914, p. 1996) le produit annuel à attendre, avec une taxe de 5 %, de la réforme réalisée par la loi du 29 mars 1914, à 40 millions pour les fonds d'Etats et à 4 millions pour les titres des collectivités non abonnées, on est obligé de constater que ces évaluations ont été inférieures au résultat obtenu pour 1915, première année d'application normale de l'impôt.

Il n'en serait pas moins exagéré de prétendre que le recouvrement de la taxe soit entièrement satisfaisant.

Comparons, en effet, les résultats de 1918 et ceux de 1923. Au cours de l'année 1918, les monnaies qui sont devenues à change apprécié étaient encore au pair ou très voisines du pair. D'autre part, les valeurs russes, qui constituaient une des plus grosses parties du patrimoine français en valeurs étrangères, avaient complètement cessé de donner toute espèce de revenu. Le produit global de la taxe dont le tarif était de 6 % atteint environ 58.700.000 francs. En 1923, le tarif de la taxe avait doublé, la presque totalité des coupons était payée en monnaies étrangères dont le change était en moyenne le triple de la valeur de la monnaie française ; le produit de l'impôt aurait donc dû être environ de 5 à 6 fois supérieur à celui réalisé en 1918 et atteindre de 290 à 350 millions de francs. Or, d'après la statistique ci-dessus, le Trésor n'a encaissé que 160 à 200 millions. Il n'est donc pas douteux que, sans être aussi intense que ne l'auraient cru les adversaires du projet de M. Caillaux, une fraude considérable s'accomplit sur l'impôt des coupons et que cette fraude est d'autant plus regrettable qu'elle ne peut être utilement commise que par les gros capitalistes.

En tenant compte, d'une part, du contrôle rigoureux exercé à l'heure actuelle sur les banques françaises et, d'autre part, des lourdes pénalités fiscales et correctionnelles qui empêchent le trafic clandestin des coupons de se produire d'une manière suivie à l'intérieur du pays, on est obligé de s'apercevoir que les petits et moyens capitalistes n'ont pas intérêt à éluder le paiement de l'impôt ; en effet, la prime qu'ils retireraient de la fraude pour quelques dizaines ou même quelques centaines de francs de coupons ne serait pas, en général, suffisante pour couvrir les frais d'un voyage à l'étranger. Au contraire, s'il s'agit d'encaisser pour plusieurs milliers de francs de coupons, le fait d'aller les toucher à l'étranger laisse, déduction

faite des frais de voyage, un bénéfice intéressant pour le fraudeur.

En définitive, non seulement le système actuel ne réalise pas le principe de l'équivalence entre les charges fiscales des valeurs françaises et étrangères, mais encore il crée une inégalité choquante entre les capitalistes français porteurs de valeurs étrangères non abonnées.

On peut évaluer, sans exagération, à environ 60 à 70 milliards de monnaie actuelle le capital des valeurs mobilières étrangères non abonnées possédées par des Français. Si le principe de l'équivalence était respecté, cette matière imposable produirait environ de 700 millions à 800 millions de francs d'impôt. Si l'impôt sur les coupons ne prêtait pas à la fraude, le Trésor pourrait encore compter sur environ 4 à 600 millions de recettes ; or, même avec le double décime, il est peu probable qu'il puisse encaisser plus de 240 millions de francs pendant l'année 1925. Un tel résultat, si nettement défavorable aux petits et moyens capitalistes, condamne le système actuel.

Le système projeté par M. François-Marsal serait-il meilleur ? Nous ne le pensons pas. Tout d'abord, il aurait le même inconvénient de ne pas assurer la perception de la taxe de transmission et de laisser, par suite, une perte pour le Trésor de 3 à 400 millions de francs. Il serait, en outre, d'une application plus difficile que le système actuel. D'après le projet de M. François-Marsal, le paiement de l'impôt sur le revenu des valeurs étrangères devrait être assuré par le banquier qui fait le service financier des titres et qui serait tenu de souscrire, envers le Trésor, un engagement analogue à celui du représentant responsable, mais sans la faculté de dénonciation.

Le seul avantage de ce système sur celui de M. Caillaux serait de simplifier la tâche des banquiers ordinaires pour le paiement des coupons, en rendant inutile la tenue des répertoires prescrits par la loi du 29 mars 1914 et en dimi-

nuant, dans une certaine mesure, les ingérences du fisc dans leurs comptoirs. Par contre, la réforme ne serait guère plus heureuse pour entraver la fraude puisqu'elle ne prévoit aucune mesure pour empêcher les capitalistes d'aller toucher leurs coupons à l'étranger. D'autre part, s'il est relativement aisé au moment d'une émission de déterminer l'établissement financier correspondant d'une collectivité étrangère, il est plus difficile — on s'en rend compte avec le régime de l'abonnement — de le découvrir avec certitude lorsque les titres sont depuis longtemps sur le marché. Aussi est-il probable que la plupart des banques éviteraient de centraliser chez elles les opérations auxquelles donne lieu la circulation des titres d'une collectivité étrangère dans le pays. Cela leur ôterait, sans doute, quelques profits dont bénéficieraient les banques de l'étranger, mais elles échapperaient ainsi aux responsabilités que la réforme leur ferait encourir.

En définitive, le projet de M. François-Marsal nous paraît réunir presque tous les inconvénients du régime de l'abonnement et du régime de la loi de 1914, sans avoir leurs avantages.

CHAPITRE III

Les Comptoirs d'administration

Quels que soient les systèmes envisagés pour réaliser le principe de l'équivalence, on peut être assuré qu'ils manqueront leur but s'ils n'ont pas pour objet de placer les valeurs mobilières étrangères dans des conditions analogues à celles qui permettent de taxer les valeurs mobilières françaises. C'est pour avoir méconnu cette règle pratique que le régime de l'abonnement est impuissant à sauvegarder les intérêts du Trésor tout en lésant, parfois gravement, ceux des collectivités étrangères et des capitalistes. La même raison explique l'insuffisance du régime de la loi du 29 mars 1914 et permet de présumer que les réformes du timbre périodique ou celles du projet de M. François-Marsal aboutiraient à un échec.

On doit donc, avant de se demander si le principe de l'équivalence est ou non applicable, rechercher s'il est possible de placer les valeurs étrangères dans une situation analogue à celle des valeurs françaises.

Les meilleures solutions ont proposé d'introduire dans notre législation fiscale des organismes analogues aux « *Administratie Kantooren* » hollandais et aux « *trustees* » américains.

Nous allons exposer en quoi consistent ces deux organisations qui n'ont, d'ailleurs, été créées, ni l'une ni l'autre, dans un but fiscal.

ADMINISTRATIE KANTOOREN

On désigne en Hollande, sous le nom d'*Administratie Kantooren* ou *Comptoir d'Administration*, des sociétés commerciales qui se donnent le but d'émettre des certi-

ficats au porteur en échange de valeurs, actions ou obligations déposées entre leurs mains ou de rentes inscrites à leur nom.

Ces établissements ne traitent pas exclusivement des valeurs étrangères et ne font, en Hollande, l'objet d'aucune loi spéciale. Ils ne limitent pas, en général, leur compétence à une seule valeur ; leurs statuts prévoient, au contraire, la possibilité de prendre en administration toute espèce de titres négociables, mais restreignent formellement à la gestion des titres la capacité des Comptoirs.

Voici comment fonctionne un Comptoir. Lorsqu'un banquier achète un lot de valeurs, il s'abouche avec un *Administratie Kantoor* et lui propose de prendre ces titres, en gestion. Si l'affaire est bonne, le Comptoir accepte, et le public est avisé de la souscription ouverte chez le banquier introducteur. Ce dernier remet les valeurs originales au Comptoir qui lui délivre, en échange, des certificats pour une valeur équivalente moyennant une commission variable (de $1/4$ à $3/8$ %). Il n'est délivré aux souscripteurs que ces certificats qui peuvent ne représenter qu'une simple fraction ($1/10^e$ par exemple) du titre original et qui sont toujours au porteur et munis de coupons. Ils sont revêtus de la signature du Comptoir et de celle d'un notaire qui atteste au public que chaque certificat représente un titre d'égale valeur nominale réellement déposé.

Bien qu'aucune disposition légale ne définisse les rapports des *Administratie Kantooren* avec les porteurs de certificats, on suit dans la pratique des règles à peu près uniformes.

Tout d'abord, le Comptoir doit à première réquisition délivrer un titre original d'égale valeur nominale en échange d'un certificat. D'autre part, il est admis que tout porteur d'une valeur originale peut la faire convertir en certificat. Dans tous les cas, le porteur doit payer une commission variable suivant les comptoirs et généralement fixée à $1/4$ ou $3/8$ de la valeur nominale des titres retirés ou déposés.

Le Comptoir est tenu de payer aux porteurs, sur présentation des coupons détachés des certificats, les intérêts et dividendes revenant aux valeurs confiées à son administration. Il prélève à cette occasion une commission d'environ 1 %.

Il sert d'intermédiaire entre les porteurs de certificats et l'émetteur de titres originaux. Quand ce dernier, augmentant son capital, réserve aux premiers actionnaires la préférence pour la souscription des actions nouvelles, l'*Administratie Kantoor* reçoit les souscriptions et les versements. Enfin, si l'émetteur fait faillite, le Comptoir produit en son nom, mais en réalité pour le compte des porteurs de certificats. Il ne leur distribue, du reste, que le dividende par lui obtenu, car, simple débiteur d'un titre, il ne garantit jamais la solvabilité de l'emprunteur. Comme le Comptoir ne fait aucune spéculation, il est difficile de supposer qu'il puisse tomber en faillite.

La situation juridique des Comptoirs d'Administration à l'égard des établissements émetteurs est plus délicate. A l'origine, les *Administratie Kantooren* déclinaient la propriété des titres originaux. Mais depuis que certaines sociétés américaines ont refusé d'admettre à leurs assemblées des personnes investies d'un simple mandat d'administrer, les statuts des Comptoirs stipulent, parfois, que ces derniers deviennent propriétaires des valeurs à eux remises ou transférées. En fait, cependant, l'*Administratie Kantoor* ne possède pas pour lui ; il a bien la propriété du titre original, mais les porteurs en gardent l'*emolumentum* ; les uns n'ont que la forme juridique de la propriété, les autres en ont la réalité pécuniaire et économique.

Comme conséquence de cette situation, aucun contrat ne lie le Comptoir avec l'émetteur des titres originaux ; néanmoins la détention des valeurs confiées à son administration le met en rapport avec cet émetteur et lui confère certains droits. Les valeurs nominatives sont transférées et inscrites à son nom sur les livres de l'émetteur. Il est

seul qualifié pour toucher les intérêts et dividendes des valeurs originales. C'est lui, enfin, qui, seul, a droit de participer aux assemblées d'actionnaires. Titulaire des actions, le Comptoir n'a pas à consulter les porteurs de certificats sur les votes à émettre. En fait, cependant, il les convoque parfois en assemblées préalables. Dans aucun cas, il ne se considère comme obligé de suivre leur avis. Il demeure libre d'agir au gré de ses préférences, au mieux plutôt des intérêts des porteurs. Ceux-ci, il est vrai, ont toujours la possibilité de se désolidariser par le retrait de leurs actions et de combattre, soit par eux-mêmes, soit par représentants, l'opinion du Comptoir.

TRUSTEES

Les *trustees* sont des établissements analogues aux *Administratie Kantooren*. Comme eux, ils délivrent au public, en représentation de titres originaux, des certificats munis de coupons. Comme pour eux, leur situation juridique n'est pas déterminée suivant des règles fixes : tantôt, ils agissent comme propriétaires des titres, les porteurs de certificats n'étant que des créanciers ; tantôt, ils sont seulement dépositaires des titres dont les porteurs de certificats conservent la propriété. Mais, tandis que les Comptoirs d'Administration sont des établissements absolument autonomes et peuvent prendre n'importe quelle valeur en gestion, les *trustees* sont liés par contrat avec la collectivité qui a émis les titres originaux et, comme leur rôle principal est d'assurer le service financier des titres de cette collectivité, ils ne peuvent traiter que les valeurs émises par cette collectivité.

* * *

Les Comptoirs d'Administration et les *trustees* ne sont ni incompatibles avec notre législation, ni inconnus sur notre marché.

Dès 1860, la Banque de Crédit et Dépôt des Pays-Bas avait placé en France des certificats de rente américaine ; puis, vers la fin du Second Empire, des certificats de la Dette Ottomane. Depuis longtemps, la plupart des valeurs hollandaises et américaines ne circulent plus sur notre marché que sous la forme de certificats émis par des *Administratie Kantooren* ou des *trustees*.

Enfin, le système des *trustees* a toujours été employé par les Grandes Compagnies de chemins de fer français. Tous les titres de ces compagnies sont au porteur, mais lorsqu'un capitaliste désire des titres nominatifs, la compagnie prend en dépôt les titres au porteur à convertir et délivre en échange un certificat nominatif indiquant les numéros des titres déposés. Ceux-ci ne sont pas détruits et lorsque le titulaire primitif ou son cessionnaire désire opérer une reconversion au porteur, la compagnie lui rend les titres primitifs en échange du certificat nominatif. Aussi longtemps qu'ils restent en dépôt dans les caisses de la compagnie, les titres au porteur sont juridiquement inexistants et cessent de donner ouverture à la taxe annuelle de transmission.

Aussi, on peut dire que ce n'était pas une révolution complète que voulait introduire la Commission des Finances du Sénat, dans les habitudes de notre marché, lorsqu'elle proposait en 1909 de favoriser la création de *trustees* ou de Comptoirs d'Administration. Mais, ce qui aurait dû être l'objet essentiel de la réforme ne fut pour elle qu'un accessoire.

Le système envisagé par la Commission des Finances du Sénat était particulièrement complexe. Il envisageait trois catégories de titres :

a) *Les valeurs abonnées* qui resteraient soumises aux trois taxes avec le mode de perception du régime de l'abonnement, sauf la faculté pour les collectivités étrangères de recourir au système des *trustees*.

b) *Les valeurs non abonnées autres que les fonds d'Etats*, qui seraient soumises : 1^o à un droit de timbre au comptant de 2 % de leur valeur nominale ; 2^o à un droit de timbre de 0,80 % de leur valeur réelle pour chaque période indivisible de cinq ans.

c) *Les fonds d'Etats*, qui seraient assujettis : 1^o à un droit de timbre au comptant de 3 % de leur valeur nominale ; 2^o à un impôt de 4 % sur le revenu acquitté au moyen de l'apposition d'un timbre sur les coupons à échoir pendant une période de cinq ans et calculé sur la valeur brute de ces coupons.

En obligeant les titres des deux dernières catégories à supporter en une seule fois cinq années d'impôt, on faisait incombler une charge bien lourde aux porteurs ; aussi, la Commission accordait à ces derniers le droit, soit de recourir au système des *trustees*, soit de déposer leurs titres dans des établissements agréés par l'Etat et qui, se substituant à eux pour le paiement de l'impôt, transformeraient la taxe quinquennale en un impôt annuel.

Dans ces conditions, on s'aperçoit que la Commission ne prévoyait l'utilisation des *trustees* et des Comptoirs d'Administration que pour atténuer les rigueurs du régime de l'abonnement ou de celui du timbre périodique. Elle compliquait ainsi la réforme et lui donnait plus difficilement des chances d'aboutir. En fait, elle échoua.

Echoua pareillement parce que trop compliqué le projet de la Commission d'Etudes réunie en 1909 sous la présidence de M. Lyon. Cette Commission avait proposé l'organisation de bureaux analogues aux *Administratie Kantoreen*, dont M. Alfred de Neymarck alla étudier le fonctionnement en Hollande ; mais elle laissait, en outre, aux collectivités étrangères le choix entre les régimes suivants :

1^o L'abonnement tel qu'il existait déjà.

2° Un abonnement amélioré au moyen des innovations ci-après : a) la collectivité étrangère pourrait se dispenser de souscrire un engagement personnel pour l'acquittement des taxes, si le banquier introducteur des titres en France souscrivait cet engagement à sa place ; — b) la quotité imposable serait fixée non plus par le Ministre des Finances mais par la collectivité étrangère ou le banquier introducteur, au moyen d'une déclaration simplement contrôlée par l'Administration ; — c) la quotité imposable serait fixée pour une période de six ans.

L'organisation de *trustees* ou de *Comptoirs d'Administration* ne fut plus envisagée par le législateur fiscal qu'après la guerre. L'art. 30 de la loi du 31 juillet 1920 dispose, en effet, que « lorsqu'une société française réunit en vue d'assurer les droits des porteurs français les actions ou obligations d'une ou plusieurs sociétés étrangères et qu'elle délivre, en représentation de ces actions ou obligations, des titres spéciaux, émis par elle, comportant l'indication précise des titres que chacun d'eux a pour but de remplacer, ces titres sont exemptés du droit de timbre proportionnel édicté par la loi du 5 juin 1850 (art. 14 et 27), et les produits de ces titres seront, pour chaque exercice, exonérés de la taxe du revenu dans la mesure où il sera justifié qu'ils correspondent aux dividendes et intérêts distribués par la ou les sociétés étrangères pour le même exercice et que ces revenus ont acquitté l'impôt prévu... par la loi de 1914... »

Cette disposition semble avoir été inspirée par le désir de faciliter et d'organiser la représentation des intérêts français à l'étranger. En réalité, elle n'innove rien et peut même être très dangereuse pour les assujettis.

Elle n'innove rien en ce sens que l'immunité ne s'applique qu'aux certificats, à l'exclusion des titres mêmes de la société qui reçoit le dépôt, si cette société se constitue sous la forme anonyme ; or, les simples certificats de dépôt de valeurs mobilières n'ont jamais été soumis au timbre

proportionnel édicté par la loi de 1850 ; ils sont assujettis au timbre de dimension, comme doivent, d'ailleurs, y rester assujettis les certificats prévus par le nouveau texte ; d'autre part, dès l'instant qu'il s'agit de titres déposés à une société, le contrôle de l'Administration pour le paiement régulier de l'impôt sur les coupons aurait pu s'exercer sans qu'il y ait eu lieu d'édicter une mesure spéciale.

Enfin, la nouvelle disposition est dangereuse pour les assujettis. Elle ne s'applique, en effet, qu'aux sociétés qui gèrent les titres comme mandataires des porteurs de certificats et, dans cette hypothèse, leur création est inutile puisqu'une simple association régie par la loi de 1901 peut rendre le même office. Dans la pratique, pour rendre de véritables services, les sociétés de gestion seront presque toujours obligées de faire elles-mêmes le service financier des titres, mais il sera très rare qu'elles restent, dans ces conditions, de simples mandataires des porteurs de certificats ; elles entreront en relations suivies avec les collectivités qui auront émis les titres originaux et finiront par recevoir de ces collectivités des instructions qui auront le plus souvent, le caractère de mandats. Elles tomberont alors sous le coup de la loi du 13 avril 1898 qui interdit le service financier de valeurs étrangères non abonnées et se verront infliger l'amende prévue par ce texte.

Le piège a probablement été aperçu par les intéressés ; c'est ce qui explique qu'il n'y aurait, à l'heure actuelle, qu'une seule société ayant cherché l'application de l'art. 30 de la loi du 31 juillet 1920 et nous avons estimé que nos fonctions ne nous permettaient pas d'aller lui demander comment elle s'en servait.

Malgré l'échec des projets de 1909 et les médiocres résultats de la loi du 31 juillet 1920, nous pensons que la réforme du régime fiscal des valeurs mobilières étrangères ne peut être utilement opérée qu'en organisant des institutions analogues aux *trustees* et aux *Administratie Kantooren*. Voici le système que nous aurions à proposer.

Tout d'abord, il n'y aurait aucune espèce de différence pour l'application et les modes de perception de l'impôt entre les titres des collectivités étrangères, sociétés, villes, provinces, etc., et les fonds d'Etats. En effet, si l'on peut expliquer l'immunité fiscale des fonds d'Etats français par cette raison que le Trésor est susceptible de gagner dans la diminution du taux de l'intérêt ce qu'il percevrait en impôts sur les titres de ses emprunts, la situation n'est plus la même pour les fonds d'Etats étrangers que l'on doit considérer comme de simples obligations. D'autre part, les différences de traitement entre les fonds d'Etats étrangers et les autres valeurs étrangères ont eu, jusqu'à présent, pour principal motif qu'il a paru impossible de soumettre les fonds d'Etats au régime de l'abonnement, régime de droit commun pour les autres valeurs. L'abonnement, tel qu'il existe à l'heure actuelle, nécessite de la part de la collectivité étrangère un engagement personnel d'acquitter les taxes exigibles sur ces titres et on a pensé que de demander un semblable engagement à un Gouvernement étranger pourrait entraîner des complications diplomatiques. Cette crainte sera dissipée avec notre système parce que le fisc n'entrera pas, par principe, en rapport avec les établissements émetteurs : Etats, provinces, villes ou simples sociétés. Il n'aura pour débiteurs directs que des établissements auxquels nous donnerons le nom de *Comptoirs d'Administration*.

Les Comptoirs d'Administration seront des entreprises purement privées qui pourront être dirigées soit par des personnes physiques, soit par des personnes morales ; leur création sera simplement subordonnée à une autorisation du Ministre des Finances après une enquête sur l'honorabilité des fondateurs. Dans la pratique, l'organisation qui conviendrait le mieux à ce genre d'institution serait la forme de société coopérative à capital variable dont les membres seraient obligatoirement propriétaires d'un certain nombre des certificats dont il va être parlé.

Une fois autorisés, les Comptoirs d'Administration pourront traiter une ou plusieurs catégories de valeurs étrangères, mais pour chaque catégorie de valeurs, ils auront un monopole, c'est-à-dire que les titres d'une même collectivité ne pourront être traités par plusieurs Comptoirs ; ils seront obligatoirement centralisés par un seul.

Lorsqu'un Etat ou une collectivité étrangère voudra placer ses titres en France, il devra se mettre en rapport avec un Comptoir et lui confier les titres originaux. Le Comptoir délivrera en échange aux capitalistes souscripteurs des rentes, actions ou obligations, des certificats nominatifs, au porteur ou à ordre, munis de coupons et indiquant d'une manière très précise le numéro et la série des titres représentés.

Pour les titres originaux qui circulent déjà sur le marché, il serait prévu un certain délai au cours duquel les Etats ou collectivités étrangères devraient désigner le Comptoir chargé du service financier de leurs titres. (Cette formalité n'entraînerait aucune difficulté pour les titres abonnés, le représentant responsable paraissant tout indiqué pour organiser le Comptoir.) A défaut de désignation par les Etats ou collectivités, cette désignation pourrait être faite, soit par le Gouvernement français, soit par le vote des capitalistes intéressés. La désignation du Comptoir sera publiée par une insertion au *Journal officiel* et, au besoin, par des annonces dans les journaux financiers. Tous les titres en circulation devront alors être déposés au Comptoir désigné qui délivrera en échange des titres nominatifs, au porteur ou à ordre, au choix des capitalistes.

Bien entendu, les titres des collectivités en faillite pourraient, sous quelques conditions, être dispensés du dépôt au Comptoir. La même dispense devrait être accordée à certaines catégories de titres ne donnant plus depuis longtemps aucun revenu et dont la valeur intrinsèque est très problématique, tels que les fonds d'Etat russes.

A partir du moment où la loi sera entièrement en vigueur, c'est-à-dire lorsque le délai pour le dépôt des titres sera expiré, toutes les transactions ne pourront plus se faire en France que sur les certificats et tous les services financiers à effectuer sur les titres eux-mêmes s'opéreront obligatoirement par l'intermédiaire des Comptoirs ; il serait interdit de coter en Bourse ou en coulisse les valeurs originales, de les mettre en vente sous quelque forme que ce soit (émission souscription, introduction, etc.) et enfin d'insérer dans les journaux ou publications françaises l'annonce d'opérations sur ces valeurs (paiement de coupons, échange de titres, amortissement, remboursement, convocation à des assemblées, etc.) alors même que ces opérations devraient avoir lieu à l'étranger.

Par ce moyen, les Comptoirs d'Administration seront détenteurs de toutes les valeurs mobilières étrangères circulant en France et ils auraient chacun, pour une ou plusieurs catégories de titres, le monopole d'émettre des certificats. Leur situation pour faire l'avance des trois taxes de timbre, de transmission et du revenu se trouvera par suite, analogue à celle des collectivités françaises. Toutefois, il y aurait encore entre les Comptoirs et les collectivités françaises des différences assez considérables.

Sauf le cas d'amortissement ou d'émissions nouvelles, le nombre des titres d'une collectivité française reste toujours le même. Au contraire, le nombre des titres étrangers déposés dans un Comptoir sera essentiellement variable ; il y aura tantôt des entrées de titres achetés à l'étranger, tantôt des sorties de titres nécessitées par l'arbitrage ou ayant pour cause de simples ventes à l'étranger.

D'autre part, les dirigeants d'une collectivité française, ayant, en général, la libre disposition de tout l'actif de cette collectivité, peuvent réunir les fonds nécessaires pour l'avance de l'impôt. Au contraire, le Comptoir n'aura pas la libre disposition des titres confiés à son administra-

tion ; aussi est-il presque impossible de l'obliger à effectuer d'une manière régulière l'avance de l'impôt.

Ces différences entraîneront quelques règles spéciales de perception, mais n'empêcheront pas de maintenir les principes généraux relatifs à la liquidation des taxes.

L'impôt du timbre (1) sera perçu au comptant ou par abonnement au choix du Comptoir. En fait, le Comptoir optera presque toujours, comme les collectivités françaises, pour la taxe d'abonnement ; mais, dans ce cas, il y aura exonération pour les titres ayant déjà supporté le droit au comptant avant leur mise en administration.

L'impôt de transmission pourra être acquitté soit sous la forme du droit de transfert, soit sous la forme de la taxe annuelle. Le droit de transfert s'appliquera aux certificats nominatifs et sera perçu lors de chaque mutation à titre onéreux constatée sur les registres du Comptoir. La taxe annuelle de transmission s'applique aux certificats au porteur ou à ordre et sera liquidée sur la valeur moyenne des titres l'année précédente.

Enfin, l'impôt sur le revenu se calculera au tarif majoré pour les lots et au tarif ordinaire pour les autres revenus des valeurs mobilières : intérêts, arrérages, dividendes, primes de remboursement, etc.

Pour constater l'exigibilité de ces taxes et assurer leur perception, on demandera aux Comptoirs, comme on demande déjà aux collectivités françaises, de déposer dans les vingt premiers jours de chaque trimestre, au bureau de l'Enregistrement de leur résidence, une déclaration faisant connaître la situation des titres au cours du trimestre précédent. Mais, tandis que les collectivités françaises sont tenues de faire dans tous les cas l'avance de l'impôt, on n'exigera des Comptoirs que le versement des taxes dont ils ont pu ou pourront prochainement

(1) Bien entendu, l'impôt du timbre couvrira à la fois le titre original déposé au Comptoir et le certificat, ce dernier devant même être exonéré du droit de timbre de dimension.

recupérer le montant. Le surplus des taxes sera porté *en débet* (1) et recouvré au fur et à mesure des disponibilités du Comptoir, un règlement définitif devant se faire chaque fois que le Comptoir aura touché le montant des coupons des titres originaux.

De cette manière, les Comptoirs n'auront pas à faire l'avance des taxes, mais ils en centraliseront le paiement, ce qui est le principal avantage du système de taxation des valeurs mobilières françaises. Comment percevront-ils à leur tour les taxes sur les porteurs de certificats ? Ici, il faut distinguer, d'une part, le droit de transfert, d'autre part, la taxe annuelle d'abonnement au timbre et la taxe annuelle de transmission ; enfin, en dernier lieu, l'impôt sur le revenu.

Le droit de transfert sera payé au Comptoir par les parties lorsqu'elles demanderont le transfert des certificats nominatifs. Lors de sa déclaration trimestrielle, le Comptoir déposera au bureau de l'Enregistrement le relevé des transferts effectués au cours du trimestre précédent et fera le versement de la totalité des droits qu'il aura recouvrés. Ce mode de perception sera exactement le même que celui qui est actuellement employé pour le droit de transfert des valeurs nominatives françaises.

La taxe d'abonnement au timbre et la taxe annuelle de transmission seront liquidées sur le nombre de certificats existant au dernier jour de chaque trimestre. Si, au cours d'un trimestre, les porteurs de certificats viennent demander le retrait des titres originaux pour les vendre à l'étranger, le Comptoir devra recevoir de ces capitalistes le montant des taxes de timbre et de transmission liquidées pour les trimestres échus depuis le dernier règlement définitif des taxes. Les droits ainsi payés au Comptoir seront versés par lui au Trésor lors de la prochaine déclaration

(1) On appelle droits portés *en débet*, ceux dont la perception est laissée en suspens et qui sont recouvrés ultérieurement si le contribuable est en mesure de payer.

trimestrielle. Quant aux droits liquidés sur les titres restant en dépôt jusqu'au règlement définitif, le montant en sera retenu par le Comptoir sur la somme à verser par lui aux capitalistes en échange des coupons des certificats.

L'impôt sur le revenu sera calculé sur les revenus afférents aux titres originaux déposés au Comptoir au moment de la distribution faite par les collectivités étrangères et la liquidation définitive des taxes devra être effectuée dans les vingt jours qui suivront la date de cette mise en distribution. Le Comptoir retiendra alors l'impôt sur le revenu qu'il aura payé comme les taxes d'abonnement et de transmission sur le montant des coupons des certificats.

Il peut se faire que des valeurs restent longtemps improductives ou même ne distribuent jamais de revenus. Dans ce cas, s'il s'agit de valeurs françaises, elles n'ont plus à payer l'impôt sur le revenu et sont exonérées de la taxe d'abonnement au timbre à partir de la deuxième année d'improductivité ; mais les collectivités continuent à payer pour elles la taxe annuelle de transmission. Les mêmes règles pourraient s'appliquer aux certificats de valeurs étrangères administrées par les Comptoirs en ce qui concerne l'impôt sur le revenu et la taxe de timbre. Quant à la taxe annuelle de transmission, si elle pourrait être perçue à chaque retrait de titres originaux, il semble que le Trésor perdrait ses droits au cas où les titres originaux, étant restés en dépôt, finiraient par tomber en non valeur avant d'avoir distribué aucun revenu ; cet inconvénient serait facile à éviter en exigeant des Comptoirs pour chaque catégorie de titres un cautionnement en rentes sur l'Etat français, ce cautionnement ne devant, d'ailleurs, être réalisé au profit du Trésor qu'en cas de dévalorisation complète des titres originaux (1).

Grâce à l'intermédiaire des Comptoirs, la plus exacte équivalence serait donc assurée entre les charges fiscales

(1) En pratique ce cautionnement pourrait être fourni par collectivité étrangère au moment de l'introduction des titres en France.

des valeurs françaises et des valeurs étrangères déposées en administration.

Nous ne nous sommes occupé jusqu'à présent que des rapports des Comptoirs avec le Trésor français. Il faut se demander quelle serait la situation juridique de ces établissements à l'égard des titres déposés et quelle serait leur rémunération.

Sur le premier point, il semble préférable que la loi ne fournisse aucune précision et laisse aux intéressés le soin d'organiser comme ils l'entendront la capacité des Comptoirs. Dans certains cas, cette capacité serait limitée aux seules opérations financières prévues par la loi ; dans d'autres cas, au contraire, il serait plus avantageux de laisser aux Comptoirs les pouvoirs les plus étendus pour siéger aux assemblées générales d'actionnaires, souscrire à des augmentations de capital et toucher à l'étranger les coupons susceptibles d'être payés en plusieurs monnaies ; enfin, même dans cette hypothèse, il devrait être permis aux porteurs de certificats, en suivant une procédure spéciale, de se désolidariser des Comptoirs et d'agir à l'étranger avec les mêmes droits que les porteurs de titres originaux.

Quant à la rémunération des Comptoirs, elle pourrait d'abord résider dans une remise analogue à celle qui est accordée à l'heure actuelle aux banquiers qui effectuent le paiement des coupons des titres non abonnés et que le Trésor leur allouerait sur le montant des impôts qu'ils auraient fait rentrer ; d'autre part, comme leur création aurait un objet d'intérêt général, il serait possible de leur accorder, notamment s'ils prenaient la forme de sociétés anonymes à capital variable, des faveurs fiscales, telles que l'exonération de la contribution de la patente ou de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Enfin, ces établissements pourraient être autorisés à prélever pour les opérations qui se feraient par leur intermédiaire une commission semblable à celle que perçoivent les *Administratie Kantooren* en Hollande.

Sans doute, le système dont nous avons exposé les grandes lignes présente des défauts. Le principal serait de n'assurer l'équivalence fiscale que pour les titres étrangers déposés dans les Comptoirs et de ne pas atteindre ainsi toutes les valeurs étrangères appartenant à des Français. En effet, pour qu'un Comptoir puisse fonctionner, il est nécessaire qu'il ait à traiter une certaine quantité de titres. Ne pourront, par suite, être soumises au régime de l'administration les valeurs isolées recueillies par des nationaux dans une succession ouverte en dehors de France ou acquises au cours d'un voyage à l'étranger. Il n'y aura là, il est vrai, que des cas exceptionnels n'ayant pas une grande importance pour l'économie générale du pays. L'écueil le plus grave sera l'impossibilité pour le fisc d'empêcher des capitalistes français d'avoir des valeurs étrangères en dépôt à l'étranger et de toucher le revenu de ces valeurs sans payer les impôts français.

Naturellement, pour remédier, dans la mesure du possible, à ces inconvénients, on pourrait maintenir pour les valeurs étrangères non déposées dans les Comptoirs un régime fiscal analogue à celui qui fonctionne actuellement pour les valeurs non abonnées, en majorant, au besoin, le tarif des droits de timbre et d'impôt sur le revenu. On n'évitera pas, quand même, une évasion, fiscale qu'il paraît impossible d'empêcher pour le moment.

Par contre, le système des Comptoirs permettra une manœuvre que le Gouvernement français aurait, semble-t-il, intérêt à voir se développer. Presque tous les pays étrangers ont des impôts élevés sur les valeurs mobilières et tous ont organisé des impôts de succession. La mentalité des contribuables est à peu près la même dans tous les pays ; aussi est-il à peu près certain que la plupart des contribuables étrangers cherchent, comme beaucoup de contribuables français, à éluder leurs obligations fiscales toutes les fois qu'ils estiment pouvoir le faire sans danger. Le moyen le plus commode pour frauder le fisc de son

pays consiste à envoyer ses capitaux ou une grande partie de ses capitaux dans un pays étranger où les charges fiscales sont moins lourdes. En exonérant de tous impôts (impôts sur les titres et impôts de mutation par décès) les certificats de valeurs mobilières étrangères déposées dans les Comptoirs d'Administration par des sujets étrangers domiciliés à l'étranger, le Gouvernement français attirerait, chez nous, une grande quantité de capitaux que leurs propriétaires cherchent à soustraire aux exigences du fisc de leur pays. Cette manœuvre aurait deux résultats : tout d'abord elle donnerait une activité plus grande au marché des capitaux étrangers en France ; ensuite — et ce serait là le point le plus important — en aggravant l'évasion fiscale dont les gouvernements étrangers finiraient par s'inquiéter autant que le Gouvernement français, elle permettrait d'organiser le seul moyen efficace de déjouer la fraude : la conclusion de traités diplomatiques par lesquels les pays contractants s'engageraient à se fournir mutuellement les renseignements nécessaires pour le recouvrement de leurs impôts (1).

L'intérêt général du pays aurait encore un autre avantage à retirer de l'organisation des Comptoirs d'Administration. Ainsi que nous l'avons rappelé au cours de notre critique du régime de l'abonnement, les très bonnes valeurs étrangères étaient peu nombreuses sur notre marché avant la guerre, tandis que les médiocres et même les très mauvaises y étaient, au contraire, en grande quantité. Cette situation déplorable avait pour cause, non pas leur régime fiscal, comme l'ont prétendu certains financiers, mais les manœuvres qui avaient coutume de se pratiquer pour le lancement des émissions.

Les petits et moyens capitalistes ne sont, en général,

(1) A l'heure actuelle, nous avons en France deux traités de cette nature ; le premier, conclu le 12 août 1843 avec la Belgique, est relatif aux droits de mutation par décès et aux droits de mutation à titre onéreux d'immeubles ; le second, conclu le 15 novembre 1907 avec l'Angleterre, concerne les mutations par décès de valeurs mobilières.

renseignés sur les titres qu'ils achètent que par les conseils de la presse ou de leurs banquiers. La valeur de leurs placements dépend, par suite, de la qualité de ces conseils. Or, avant la guerre, les conseils de la presse se trouvaient souvent faussés par l'asile offert dans de nombreux journaux aux articles financiers payés par des solliciteurs de capitaux plus ou moins scrupuleux. D'autre part, beaucoup de banques n'envisageaient dans le lancement d'une émission que l'importance de la rémunération qu'elles obtiendraient pour cette opération et se souciaient peu de la qualité intrinsèque des titres. Si les titres étaient bons, tant mieux. Étaient-ils mauvais ? La banque n'en avait cure puisqu'elle avait déjà réalisé ses bénéfices. Quant aux souscripteurs, en général, peu au courant de la conduite des affaires de la collectivité dont ils étaient devenus actionnaires ou obligataires, ils perdaient souvent la totalité des fonds qu'ils avaient voulu faire fructifier.

L'organisation des Comptoirs d'Administration semble pouvoir apporter un remède à cette situation, parce que ces établissements ne pourront se désintéresser de l'avenir des titres dont l'introduction aura été faite par leurs soins. Leur principal profit résidant dans une commission sur le montant des coupons, la prospérité de leurs affaires dépendra du revenu que produiront les titres. Ils auront donc intérêt à ne prendre en administration que des valeurs sérieuses. D'autre part, une affaire qui paraît bonne à ses débuts peut devenir mauvaise. Dans ce cas, les Comptoirs d'Administration s'efforceront de guider les porteurs de certificats vers la vente à l'étranger pour ne plus avoir le fardeau d'une entreprise improductive ; ils rendront encore ainsi des services aux capitalistes français puisqu'ils les inciteront à se défaire de mauvaises valeurs avant que leur chute ne soit complète. Enfin, les moyens et petits capitalistes français éprouvent, en général, de telles difficultés à se faire représenter dans les assemblées d'actionnaires se réunissant à l'étranger, qu'ils renoncent

trop souvent à l'exercice de leurs droits ; parfois même certaines collectivités étrangères n'acceptent pas de mandataires dans leurs assemblées. Les Comptoirs d'Administration étant susceptibles d'agir comme propriétaires des titres pourront en toutes hypothèses représenter utilement les porteurs de certificats et, comme ils auront dans leurs mains tous les capitaux français engagés dans les entreprises étrangères, leur rôle pourra avoir une influence considérable sur l'expansion économique de notre pays.

En définitive, si l'institution des Comptoirs d'Administration aura pour principal effet de réaliser l'équivalence entre les charges fiscales qui pèsent sur les valeurs mobilières françaises et étrangères, elle facilitera, en outre, aux capitalistes français la défense de leurs intérêts dans les placements à l'étranger. Ces deux avantages nous semblent l'appeler à rendre les plus grands services à l'avenir national.

CHAPITRE IV

Critique du régime fiscal des sociétés étrangères assujetties à l'impôt sur le revenu en raison des biens français qu'elles exploitent.

Si le régime fiscal des valeurs mobilières étrangères a fait l'objet de vives critiques, la plupart des économistes et des financiers s'accordent, dans la pratique, à reconnaître fondé l'assujettissement des sociétés étrangères à l'impôt sur le revenu lorsqu'elles exploitent des biens dans notre pays.

Il est hors de doute que les entreprises possédées en France par des étrangers doivent être soumises aux mêmes impôts que les entreprises similaires possédées par des Français. On ne concevrait aucune exception pour l'impôt foncier, la contribution des patentes, l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, le chiffre d'affaires, etc. Il faut admettre également que lorsqu'une entreprise est exploitée par une société de capitaux étrangère, les capitaux engagés dans cette société doivent supporter les mêmes impôts que ceux qui frappent les capitaux engagés dans des sociétés françaises exploitant des entreprises similaires. Le décret du 6 décembre 1872 n'a donc commis aucune erreur économique en assujettissant les uns et les autres au même impôt.

Il est plus difficile de dire si le procédé de taxation employé par le fisc pour les sociétés étrangères est équitable. L'impôt est perçu sur les bénéfices distribués par la société étrangère sans que l'on tienne compte des profits

que cette société a pu réaliser dans notre pays. En pure théorie, ce procédé est critiquable ; il n'est pas juste, en effet, d'exiger d'un contribuable étranger un impôt sur le revenu français lorsque la matière imposable ne s'est pas formée en France, ce qui est le cas lorsque l'exploitation française d'une société étrangère est restée improductive ; pour être pleinement équitable, on devrait, dans la liquidation de l'impôt, faire une ventilation des revenus distribués par la société et ne taxer que ceux provenant de l'exploitation française. Ce moyen serait le seul à adopter si les revenus distribués par une société concordaient toujours avec les profits réalisés par elle, ou, en d'autres termes, si l'impôt avait pour assiette les bénéfices de l'être moral. Or, il ne faut pas oublier que l'impôt dont il s'agit est un impôt sur le revenu des capitaux mobiliers et qu'il frappe exclusivement les sommes mises en distribution par la société ; comme ces sommes ne concordent presque jamais avec les bénéfices de l'être moral, la ventilation serait pratiquement impossible.

Le système employé par le fisc est bien plus commode. Ne pouvant déterminer le revenu qu'il conviendrait théoriquement de taxer, le fisc recherche l'importance en capital des biens français dans l'actif social de la société étrangère et applique la proportion qu'il trouve aux revenus distribués par la société pour établir l'assiette de l'impôt. Si le procédé entraîne parfois quelques petites injustices, il ne présente, en définitive, que les inconvénients inhérents à tout système forfaitaire et comme il semble difficile d'en trouver un pratiquement meilleur, nous estimons qu'il est préférable de le conserver.

Reste à savoir s'il est facile de contrôler l'application de l'impôt et s'il est possible aux sociétés étrangères de se soustraire aux exigences de la loi.

D'après la doctrine administrative et la jurisprudence, il faut deux conditions pour que l'impôt soit exigible :
1^o la société doit avoir des biens en France ; — 2^o elle

doit les exploiter. Or les critères posés jusqu'à présent permettent, dans certains cas, la fuite de l'impôt.

Par biens en France, on entend, non seulement les biens matériels, mais encore les biens incorporels de telle sorte que tous les droits susceptibles d'être évalués dans l'actif de la société peuvent être considérés comme donnant ouverture à l'impôt dès l'instant qu'ils prennent naissance dans notre pays. En principe, une simple clientèle en France suffit à motiver la dette fiscale de la société étrangère. Mais l'Administration ne va pas jusque-là dans la pratique. Il lui serait, en effet, très difficile d'établir, par les seules preuves compatibles avec la procédure écrite qu'elle doit toujours suivre, l'existence même de la clientèle. Aussi, n'exige-t-elle, en fait, l'application de la loi que lorsque la société étrangère possède en outre une agence dans notre pays ou y entretient un mandataire permanent.

On comprend que de cette manière, il soit très facile à un grand nombre de sociétés étrangères d'éluder la loi française, puisqu'il leur suffit souvent, pour être déclarées exemptes de la taxe, de supprimer l'enseigne de leurs bureaux ou de ne pas avoir de contrats officiels avec leurs correspondants français.

Toutefois, sauf en ce qui concerne les compagnies étrangères de navigation qui profitent ouvertement d'une solution spéciale (1), il ne faut pas exagérer en cette matière la fuite de l'impôt. Le plus souvent, les agents

(1) Par une solution du 10 mars 1899, l'Administration reconnaît que la loi n'est pas applicable aux sociétés étrangères de navigation qui n'expédient de navires dans un port français que dans le cas où elles ont des marchandises à y charger ou à décharger, qui n'ont sur ce port ni enseigne, ni bureaux, ni tente installée, ni agents qui leur fussent personnels, mais seulement un consignataire ou correspondant chargé de les représenter près des autorités maritimes de la douane et des réclaments ou affréteurs, si ce consignataire est un agent ou courtier qui, sans représenter particulièrement telle ou telle société, agit simplement comme intermédiaire entre les commerçants et les propriétaires de navires, se préoccupe de procurer du frêt ou des voyageurs non à une société nommément désignée, mais à celle qui lui offre sous forme de commissions les avantages les plus considérables. (MACQUÉRO, A. T., *vº Val. mobil. étr.*, nº 138).

de l'Administration perdraient plus de temps à rechercher et à constater les contraventions que leur travail ne serait profitable au Trésor.

Beaucoup plus grave est la fuite de l'impôt qui résulte du sens donné par l'Administration au terme *exploitation* des biens, notamment lorsqu'il s'agit de placements effectués par une société étrangère. Dans une réponse à la question écrite d'un député, le Ministre des Finances a ainsi précisé la doctrine en cette matière... « L'impôt sur le revenu est dû sur tous les biens qui servent dans une mesure quelconque à l'exploitation de l'entreprise formant l'objet de la société. Les biens acquis à titre de placement de capitaux échappent en thèse générale à la taxe. Mais il en est différemment et la taxe est exigible lorsque les placements rentrent dans l'objet de la société. (Cf. *Cass.*, 2 décembre 1908, D. P., 1909-1-121.) La distinction entre les placements purs et simples et ceux qui rentrent dans l'objet de la société est une question de fait qui ne peut être tranchée qu'après examen des circonstances spéciales de chaque affaire. » (*J. O.*, 5 février 1925.)

Dans l'arrêt de la Cour de Cassation cité par le Ministre, il s'agissait d'une société étrangère de crédit foncier (*Banque foncière du Jura*), qui effectuait des prêts fonciers dans notre pays et y possédait divers immeubles. Il est certain qu'en raison de la nature de cette société, les créances qu'elle avait contre des personnes domiciliées en France n'avaient pas pour elle le caractère de simples placements, mais faisaient, au contraire, partie de l'objet principal de son exploitation ; quant aux immeubles, comme ils étaient acquis par la société pour se couvrir de ses créances, il n'est pas douteux, non plus, qu'ils rentraient également dans « les objets accessoires de son exploitation ». C'est donc à juste titre que l'on a considéré, dans ce cas, la possession d'immeubles et de créances comme un fait générateur de l'impôt sur le revenu ; en effet, les opérations effectuées par la Banque foncière du

Jura dans notre pays étaient identiques à celles qu'aurait pu faire une société française de crédit foncier.

Par identité de motifs, il a été reconnu que les placements effectués en immeubles situés en France ou en valeurs mobilières françaises par les Compagnies étrangères d'assurances constituaient pour ces compagnies un fait générateur de l'impôt sur le revenu. L'objet des compagnies d'assurances est, en effet, non seulement de se livrer à l'industrie des assurances proprement dite, mais encore d'amasser des réserves, c'est-à-dire de faire des placements destinés, comme les primes elles-mêmes, à garantir aux assurés le paiement des indemnités qui peuvent leur être dues en cas de sinistre. (Sol., 15 oct. 1894, MAGUÉRO, T. A., v^o *Val. mob. étr.*, n^o 132.)

Par contre, lorsqu'une société étrangère possède une participation dans une ou plusieurs sociétés françaises, l'Administration fait une distinction qui peut être dangereuse pour les intérêts du Trésor.

Si la société française est une société en nom collectif et que la participation de la société étrangère se présente sous la forme d'une part d'intérêt dans cette société en nom collectif, l'Administration soutient que la société étrangère doit payer l'impôt sur le revenu (1). Au contraire, si la société française est une société anonyme et que la participation de la société étrangère se présente sous la forme d'actions ou de parts de fondateurs, l'Administration décide que la société étrangère n'est pas tenue personnellement au paiement de l'impôt sur le revenu et qu'elle a simplement à supporter les taxes avancées par les sociétés françaises qui ont émis les titres et dont ces

(1) Conformément à cette doctrine, par un jugement du 18 février 1912, le tribunal d'Annecy a considéré comme fictive une société en nom collectif formée en France entre une société étrangère et deux directeurs généraux de celle-ci parce qu'elle poursuivait un but identique à celui de la société étrangère et que celle-ci y jouait un rôle prépondérant ; il a été décidé, en conséquence, que, l'établissement exploité en France constituant une succursale de la société étrangère, celle-ci devait, dès lors, l'impôt sur le revenu dans les limites de la quotité imposable fixée par le Ministre (R. E., 5-677).

dernières exercent la retenue sur les coupons. (Sol., 12 février 1896, R. E. 1-145.) (1).

A première vue, cette solution peut paraître équitable, car la simple possession de titres d'une société présente, en général, le caractère d'un simple placement ; d'autre part, dès l'instant que la société étrangère paye l'impôt sur ces titres, il semble que le Trésor soit désintéressé. N'y aurait-il pas violation de la règle *non bis in idem* si l'on exigeait d'elle encore le paiement de l'impôt sur les revenus qu'elle distribue ?

En examinant de plus près la question, on s'aperçoit que la possession d'actions ou de parts de fondateur par une société dans une autre société peut mettre cette dernière sous une dépendance plus ou moins complète de la première. C'est ce qui arrive notamment lorsqu'on se trouve en présence d'une société mère et de sa filiale. La société mère possède presque toutes les actions de la filiale ; par suite, celle-ci n'a plus, en fait, de personnalité économique indépendante ; toute son activité est dirigée par la société mère qui recueille la presque universalité des bénéfices de l'entreprise. Il est donc impossible d'affirmer qu'une société étrangère qui possède simplement une filiale n'exploite pas de biens en France et la stricte application de la loi voudrait qu'une semblable société soit assujettie à l'impôt sur le revenu.

La seconde justification de la solution administrative n'est pas meilleure que la première. L'impôt sur le revenu des titres de la filiale possédés par la société mère n'a pas le même objet que l'impôt sur le revenu des distributions effectuées par la société mère. Le premier est dû par la personne morale de la société mère, le second est à la

(1) Voici le texte de la solution : « Monsieur le Directeur, ainsi que vous en exprimez l'avis... il y a lieu de décider que la société étrangère « La Banque centrale de la S... » qui était assujettie à la taxe sur le revenu à raison de ses opérations en France et qui ne possède plus d'autres biens français qu'un certain nombre d'actions et de parts de fondateurs dans la compagnie française « La Banque Centrale de la M... » se trouve dispensée du paiement de la taxe. »

charge des actionnaires et obligataires qui tirent un revenu de la société mère. C'est ce qui fait que l'on ne tient pas compte, en principe, pour la liquidation de l'impôt de l'origine des ressources distribuées par une société.

La seule exception à cette règle a été apportée par l'art. 27 de la loi du 31 juillet 1920 ainsi conçu : « Lorsqu'une société française par actions a reçu, en représentation de versements ou d'apports en nature ou en numéraire par elle faits à une autre société par actions, des actions, des obligations ou des parts bénéficiaires nominatives de cette dernière société, les dividendes distribués par la première société sont, pour chaque exercice, exonérés de la taxe du revenu des capitaux mobiliers établie par les lois des 29 juin 1872 (art. 1^{er}) et 29 mars 1914 (art. 31) dans la mesure des produits de ces parts, obligations ou actions touchés par elle au cours de l'exercice, à la condition que ces parts, obligations ou actions soient restées inscrites au nom de la société. »

D'après ce texte pour que les distributions effectuées par la société mère soient exonérées de l'impôt sur le revenu dans la mesure où la taxe a été payée sur les revenus distribués par la filiale, cinq conditions doivent se trouver réunies. (Inst. n° 3639, § 9) :

1° Les deux sociétés, la société mère et la société filiale, doivent être constituées *par actions*, ce qui exclut les sociétés en nom collectif, les sociétés en commandite simple et les sociétés civiles à parts d'intérêts.

2° Les deux sociétés doivent être *françaises*.

3° Les titres attribués à la société mère par sa filiale doivent être *nominatifs* et la loi exige qu'ils aient été pris sous la forme nominative, dès leur création et qu'ils aient conservé cette forme sans interruption.

4° Les titres doivent avoir été attribués à la société mère « *en représentation de versements ou d'apports en nature ou en numéraire par elle faits* » à la société filiale. La loi

exclut ainsi les titres achetés en Bourse, les titres acquis contre espèces par les sociétés en emploi de leurs fonds disponibles ou dans un simple but de spéculation.

5^o Les titres reçus par la société mère de sa filiale *ne doivent pas être nets d'impôts.*

En dehors de ce cas spécial, la règle générale reprend son empire et quelles que soient l'importance et la forme des valeurs mobilières qu'une société anonyme peut avoir dans son portefeuille, l'impôt qu'elle paye sur le revenu de ces titres ne peut jamais venir en déduction de celui qui est exigible pour les revenus qu'elle distribue. Par suite, le fait de ne pas considérer comme un fait générateur de l'impôt sur le revenu la possession de filiales en France par des sociétés étrangères crée au profit de ces sociétés une faveur qu'on ne saurait justifier.

Les sociétés étrangères assujetties à l'impôt sur le revenu en raison de leurs opérations en France semblent s'être aperçues de cette lacune de notre fiscalité. Aussi, lorsque la partie française de leur exploitation vient à prendre une importance suffisante pour motiver la création d'une entreprise autonome, elles n'hésitent pas, en général, à confier tout leur actif dans notre pays à une filiale qu'elles constituent en société anonyme. Cette situation est d'autant plus préjudiciable au Trésor que ces sociétés peuvent échapper à la taxe annuelle de transmission, en donnant la forme nominative aux titres de la filiale ; d'autre part, l'impôt sur le revenu n'étant exigible que sur les bénéfices distribués, les profits réalisés par la filiale peuvent parvenir au moyen d'artifices de comptabilité à la société mère sans qu'il n'y ait aucune répartition de dividendes. En définitive, les capitaux engagés dans l'entreprise française ne supporteront que l'impôt du timbre, soit une charge annuelle de 0 fr. 12 % du montant nominal des titres.

Est-il possible de remédier à cet état de choses par un revirement de la doctrine administrative ? Cela paraît

peu probable parce qu'il faudrait encore que l'Administration fasse adopter sa nouvelle théorie par la jurisprudence. Or, les tribunaux hésiteraient à sanctionner une doctrine absolument contraire à celle dont l'Administration s'est inspirée depuis la mise en vigueur de la loi de 1872 ; ils seraient, en outre, retenus par la circonstance que l'art. 27 de la loi du 31 juillet 1920 n'est pas applicable aux sociétés étrangères ; de sorte que s'ils décidaient de supprimer aux sociétés étrangères la faveur fiscale dont elles jouissent, ils les soumettraient à un régime plus rigoureux que les valeurs françaises ; ils créeraient ainsi une nouvelle inégalité qu'il est préférable d'éviter.

Les rédacteurs de l'art. 27 de la loi du 31 juillet 1920 ne paraissant pas avoir prévu les conséquences de ce texte sur le régime fiscal des sociétés étrangères, nous estimons qu'à l'heure actuelle la réforme ne peut plus être entreprise que par la voie législative. Tandis que la procédure judiciaire entraînerait des longueurs inutiles et risquerait d'aboutir à un échec, il suffirait au législateur d'ajouter un simple texte à la prochaine loi de finances pour réparer la lacune de la doctrine administrative et celle de la loi du 31 juillet 1920. Ce texte pourrait décider, notamment que les sociétés étrangères qui auront plus d'un dixième des actions, obligations ou parts de fondateurs émises dans une société française seront assujetties à l'impôt sur le revenu dans les mêmes conditions que celles qui possèdent ou exploitent des biens dans notre pays, mais qu'elles pourront bénéficier, le cas échéant, des dispositions de l'art. 27 de la loi du 31 juillet 1920.

Avec une semblable disposition, les sociétés étrangères n'auraient plus d'intérêt fiscal à transformer leurs agences françaises en filiales. Mais, même si elles organisaient des filiales pour les besoins de leurs affaires, elles seraient obligées de supporter des charges équivalentes à celles qui grèvent les entreprises françaises similaires. L'impôt acquitté pour les sommes distribuées par la filiale viendra

en déduction de celui exigible sur la quotité imposable ; d'autre part, si les dirigeants de l'affaire s'abstiennent de faire distribuer des bénéfices par la filiale, l'impôt restera dû sur le revenu distribué par la société étrangère ; enfin, si pour se soustraire au contrôle de l'Administration, la société étrangère se fait délivrer des titres au porteur, le fisc n'éprouvera encore aucun préjudice puisqu'au lieu de la taxe sur le revenu qui pourra lui échapper parfois, il recevra toujours la taxe annuelle de transmission dont le produit est à peu près équivalent.

A cette réforme on pourrait en ajouter une autre relative aux garanties pour le recouvrement de l'impôt. Ces garanties consistent, à l'heure actuelle, ainsi que nous l'avons vu dans la seconde partie de notre ouvrage, dans l'engagement du représentant responsable ou dans un cautionnement en numéraire ; il semble qu'elles soient le plus souvent trop onéreuses pour les assujettis en raison du faible risque d'insolvabilité que court le Trésor, dans la plupart des cas. A notre avis, on pourrait, sans inconvénient, autoriser les sociétés étrangères à leur substituer toutes autres espèces de sûretés, notamment un cautionnement en rentes sur l'Etat ou une première hypothèque sur un immeuble situé en France.

En définitive, il n'y a rien à changer dans les principes essentiels de la taxation des sociétés étrangères qui possèdent ou exploitent des biens dans notre pays ; mais, il est indispensable d'apporter aux règles actuellement suivies en la matière quelques réformes de détail pour que le Trésor soit à même de retirer dans cette branche de la fiscalité toutes les ressources qu'il lui est possible d'y puiser.

CONCLUSION

Au cours de notre ouvrage, nous avons toujours considéré comme légitime la taxation des valeurs mobilières et comme équitable l'intention de soumettre les valeurs étrangères aux mêmes charges que les valeurs françaises. A notre avis, ces deux points ne font aucun doute. Cependant certains économistes ne partagent pas la même opinion.

Contre la légitimité de la taxation des valeurs mobilières, on ne rencontre, il est vrai, que des arguments théoriques, comme ceux qu'expose Paul Leroy-Beaulieu dans son *Traité de la science des Finances*, au sujet de l'impôt sur le revenu. « Les valeurs dites mobilières, explique cet auteur, sont de simples titres représentatifs de parts dans une société qui a déjà payé une foule d'impôts, l'impôt foncier si cette société a des immeubles, l'impôt des patentes si elle exerce un commerce ou une industrie, les droits d'enregistrement sous les formes les plus variées. L'impôt sur le revenu des valeurs mobilières est donc un impôt supplémentaire qui s'ajoute à toutes les taxes qu'une société a déjà payées dans la même mesure que les autres contribuables. » Cette objection serait grave s'il était démontré que l'imposition des valeurs mobilières entraîne des perturbations profondes dans le monde économique, ralentit la marche des affaires et empêche l'essor de l'activité commerciale et industrielle. Mais, dans la

pratique, on observe que la taxation de plus en plus lourde des titres négociables n'a pas arrêté leur développement. On constate, au contraire, que malgré les fortes mesures fiscales dont elles sont l'objet, le nombre des entreprises fonctionnant sous forme de sociétés anonymes ne cesse de croître d'année en année, donnant ainsi aux évaluations budgétaires des plus-values constantes.

La légitimité des impôts sur les valeurs mobilières étant, en quelque sorte, justifiée par leur productivité fiscale, aucun économiste n'a sérieusement proposé de tarir cette très importante source de revenus pour le Trésor.

Plus délicate est la controverse sur le principe de l'équivalence entre les charges fiscales des valeurs françaises et étrangères. Nous avons constaté que les valeurs étrangères étaient moins imposées que les valeurs françaises ; mais où nous avons estimé qu'il y avait un défaut de notre organisation fiscale, certains économistes et financiers ont vu, au contraire, dans les premières années du siècle, une situation raisonnable ; leur désir aurait même été d'accentuer le dégrèvement des valeurs mobilières étrangères et de faire à ces valeurs une place de faveur sur notre marché (1).

Les principaux arguments qu'ils présentaient étaient les suivants :

Tout d'abord, à une époque où l'abondance de capitaux disponibles provoquait une baisse de plus en plus accentuée du loyer de l'argent, il aurait été utile de donner à ces capitaux la faculté de se mouvoir dans un cercle plus large et de leur offrir par une vaste admission de titres étrangers des conditions de placement plus rémunératoires.

Ensuite, le marché financier trouverait dans ce large

(1) Voici notamment : le rapport de M. Raphaël-Georges Lévy, présenté au Ministre des Finances en 1904 et le rapport de la Chambre syndicale des Agents de change présenté au Ministre des Finances en 1905. (Textes analysés par M. E. COMBES dans sa thèse : *Exposé historique et critique du Régime fiscal des valeurs mobilières étrangères*. Toulouse, 1922.

approvisionnement en titres étrangers un élément appréciable d'activité et une occasion d'arbitrages et de relations quotidiennes avec les marchés voisins.

Enfin, il y aurait un intérêt primordial pour une nation dont la balance commerciale se solde par un excédent d'importation à détenir des créances de quelque nature qu'elles soient sur les pays exportateurs pour qu'en définitive la balance des comptes laisse à cette nation un change favorable.

De ces arguments, le premier a perdu aujourd'hui toute sa valeur. La baisse du taux de l'intérêt est un fait du passé. En favorisant par un dégrèvement fiscal la concurrence des titres étrangers, on tendrait à élever encore le loyer de l'argent qui n'a cessé de croître depuis la guerre ; or, il serait inopportun d'accentuer cette progression à une époque où le Trésor doit procéder à des emprunts de consolidation.

Les deux autres arguments conservent leur force. Il serait avantageux, en effet, pour un grand pays comme le nôtre d'avoir sur son marché financier un approvisionnement de plus en plus considérable en titres d'arbitrage. Il lui serait utile, en outre, d'avoir le plus de créances possible sur les pays à change élevé. Malheureusement, la valeur de la plus grande partie des titres étrangers possédés par des Français, avant la guerre, s'est effondrée dans la débâcle financière des principaux pays débiteurs, notamment de la Russie. D'autre part, le moment ne paraît pas venu de reconstituer le stock des valeurs mobilières que notre pays possédait avant la guerre. Ce serait éparpiller au dehors les forces pécuniaires dont la nation a tant besoin pour relever les ruines laissées par l'invasion allemande dans le Nord et l'Est de la France. Enfin il serait, peut-être, maladroit de faciliter l'exportation d'une monnaie dépréciée, qui, malgré les à-coups qu'elle subit, a des chances d'être, un jour, définitivement orientée vers la hausse.

On ne peut donc songer, à l'heure actuelle, à faire une place de faveur dans notre législation fiscale aux valeurs étrangères. Faudrait-il, au contraire, les soumettre à un régime tellement rigoureux qu'elles soient tentées d'abandonner le marché ? Nous ne le pensons pas. On ne pourrait jamais empêcher certains de nos nationaux de vouloir placer une partie de leur avoir dans des entreprises étrangères. Si, par des mesures fiscales exagérées, on les troubait dans la possession paisible, en France, des titres, étrangers, il n'est pas douteux qu'ils exporteraient alors leurs titres pour en confier la garde à des banques établies au delà des frontières et il s'ensuivrait une perte de profits pour l'ensemble du pays.

La réalisation du principe de l'équivalence doit donc toujours rester le but principal du législateur. C'est pourqu岸, écartant tout aussi bien un régime de faveur qu'une taxation exagérée, nous avons proposé l'organisation de *Comptoirs d'Administration* ; nous estimons, en effet, que c'est le seul moyen d'appliquer aux valeurs étrangères les mêmes charges fiscales que celles qui pèsent sur les valeurs françaises. Mais la réforme n'aura pas qu'un simple intérêt fiscal ; les *Comptoirs d'Administration* seront comme le régulateur de la circulation des valeurs mobilières en France ; ils permettront aux bonnes valeurs de s'offrir à l'épargne de nos capitalistes — de nos petits capitalistes surtout qui n'ont pas les moyens de connaître la qualité de leurs placements à l'étranger — et enfin d'interdire l'accès de notre marché aux valeurs douteuses ou mauvaises.

D'après les principes généraux de notre législation fiscale, le Trésor doit atteindre non seulement les titres étrangers qui circulent dans notre pays, mais encore les sociétés anonymes étrangères qui font fructifier leurs capitaux sur le territoire français. On aperçoit par là que la question de la taxation des titres étrangers et des sociétés étrangères sort du domaine de la fiscalité pure et simple

pour aborder des problèmes économiques beaucoup plus importants. En effet, l'acquisition de valeurs étrangères par les nationaux est une des formes les plus nettes de l'exportation des capitaux et l'activité économique des sociétés étrangères dans notre pays est une des manifestations les plus frappantes de l'importation des capitaux.

Lorsqu'ils n'ont qu'une faible intensité, ces deux phénomènes, exportation et importation des capitaux, sont à peu près indifférents à l'économie générale d'un pays ; mais lorsqu'ils prennent une certaine ampleur, ils peuvent révéler soit une situation florissante, soit, au contraire, une grave détresse.

L'exportation des capitaux est un signe de prospérité lorsqu'elle se traduit dans l'acquisition par des nationaux de valeurs mobilières étrangères et que ces valeurs étrangères restent en circulation dans le pays. Plus la circulation des titres étrangers est intense dans un pays, plus la situation de ce pays a des chances d'être florissante ; c'est, en effet, le plus souvent une preuve qu'il est créancier un peu partout dans le monde et que ses dettes extérieures sont légères ; tel était le cas de la France et de l'Angleterre avant la guerre. Si, au contraire, l'exportation des capitaux se manifeste par des envois de fonds à l'étranger et par le dépôt à l'étranger de valeurs mobilières étrangères, elle dénote que les nationaux n'ont qu'une médiocre confiance dans la conduite des affaires de leur pays et qu'ils craignent un désastre financier ou même de simples tracasseries fiscales : tel a été le cas de l'Allemagne depuis la fin de la guerre jusqu'à la chute complète du mark.

L'importation des capitaux est le signe pour le pays qui la subit, soit qu'il n'a pas encore les moyens de mettre en valeur ses richesses nationales, soit qu'il a à passer ou qu'il vient de traverser un moment difficile, tel qu'une guerre ou une révolution. Elle est toujours, au moment où elle se produit, une marque d'indigence ; mais ses conséquences peuvent être plus ou moins graves suivant qu'elle

se manifeste par de simples emprunts ou par l'ingérence des étrangers dans l'exploitation des richesses nationales. Lorsqu'elle se manifeste par de simples emprunts et que l'organisation sociale et politique du pays permet aux nationaux de conserver la direction des entreprises agricoles, industrielles et commerciales, l'aide financière de l'étranger est d'un grand secours pour ce pays qu'elle sauve parfois de la ruine : exemple des Etats-Unis de l'Amérique du Nord après la guerre de Sécession. Par contre, lorsqu'à l'importation des capitaux sous forme d'emprunts, s'ajoute l'acquisition par les étrangers des richesses nationales, ce pays est voué à la ruine ou à l'asservissement plus ou moins complet : exemples de la Turquie et de l'Égypte.

Ces deux phénomènes d'importation et d'exportation des capitaux ne sont pas forcément isolés ; ils peuvent se manifester simultanément dans le même pays. Le cas sera très rare pour les pays jeunes ayant l'intention de se développer par eux-mêmes et qui n'importent des capitaux que pour mettre en valeur leurs richesses nationales ; on ne comprendrait pas, en effet, qu'ils gaspillent au dehors leurs disponibilités pour faire appel ensuite à celles de l'étranger. Lorsque la circulation des valeurs étrangères dans un pays est très abondante, il sera rare également que l'importation des capitaux ait pour ce pays une acuité suffisamment forte pour être nocive ; dans ce cas, en effet, il est probable qu'avant de porter aide aux entreprises étrangères, les capitalistes de ce pays auront répondu aux appels de fonds des entreprises nationales.

Au contraire, l'exportation et l'importation des capitaux apparaîtront normalement ensemble si elles se présentent sous la forme d'envois de fonds et de titres à l'étranger par les nationaux et de l'ingérence des étrangers dans les entreprises nationales. Ce sera certainement le signe que l'organisation sociale et politique du pays est déjà mauvaise, mais la persistance de ces phénomènes

accentuera le danger. Les nationaux riches du pays ayant leur fortune à l'étranger auront tendance à se désintéresser de la conduite générale des affaires de la nation et finiront par ne plus sentir les liens de solidarité qui les attachent à leurs compatriotes. Quant aux étrangers qui viennent exploiter les richesses d'un pays, ils ne sont nullement guidés par l'intérêt national de ce pays ; ils ne visent que leur profit personnel, parfois la grandeur de leur patrie, mais ils se soucient très peu du bien-être et de l'avenir des habitants du pays qu'ils finissent par considérer comme des esclaves ou des êtres d'une race inférieure.

C'est pourquoi il importe au plus haut point que les gouvernants d'un pays puissent surveiller le mouvement de ces phénomènes afin de pouvoir prendre, le cas échéant, des mesures énergiques pour enrayer leur développement.

Sans doute, ce ne sont pas de simples mesures fiscales qui peuvent suffire à conjurer le mal lorsqu'il vient à se produire. Celui-ci a des causes profondes dans l'organisation sociale et politique du pays et il faut à la nation, pour la restaurer, d'autres réformes que des réformes d'impôts. Il n'en est pas moins vrai que des mesures fiscales sont susceptibles de rendre, en la circonstance, au pays des services très importants, non seulement en lui procurant des ressources budgétaires, ce qui est déjà très appréciable, mais en renseignant ses gouvernants sur les mouvements de l'importation et de l'exportation des capitaux.

Les réformes que nous avons proposées dans cet ouvrage paraissent répondre directement à ces besoins.

L'organisation des *Comptoirs d'Administration* mettra le Gouvernement à même de connaître presque exactement le nombre des titres étrangers circulant en France ; de plus, comme il permettra de conclure avec les pays étrangers des conventions diplomatiques contre la fraude fiscale, il ôtera aux nationaux le désir d'envoyer leur fortune à

l'étranger pour la soustraire à l'impôt et facilitera le contrôle de l'exportation des capitaux faite pour d'autres motifs.

L'extension aux sociétés étrangères qui possèdent des filiales dans notre pays des règles fiscales applicables à celles qui y exploitent directement des entreprises, donnera le moyen de surveiller assez étroitement le mouvement d'importation des capitaux venant dans notre pays pour y concurrencer les entreprises nationales.

Enfin, l'une et l'autre réforme, en assujettissant les valeurs mobilières et sociétés étrangères aux mêmes charges fiscales que les valeurs mobilières et sociétés françaises, donneront d'importantes ressources budgétaires au Trésor et réaliseront dans la pratique le principe de l'équivalence qui n'est resté, jusqu'à ce jour, qu'une simple formule théorique.

VU, LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE :
JEAN LESCURE.

VU, POUR LE DOYEN :
L'Assesseur,
Signé : *Illisible.*

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS.
POUR LE RECTEUR,
L'Inspecteur d'Académie,
BENAERTS.

TABLE DES ABRÉVIATIONS

<i>Cass</i>	Arrêt de la Cour de Cassation.
<i>C. civ.</i>	Code civil.
<i>C. com.</i>	Code de commerce.
<i>D. E.</i>	Dictionnaire des Droits d'Enregistrement.
<i>Décr.</i>	Décret.
<i>Dél.</i>	Délibération du Conseil d'administration de l'Enregistrement.
<i>D. M. F.</i>	Décision du Ministre des Finances.
<i>D. P.</i>	Dalloz. Répertoire périodique.
<i>Inst.</i>	Instruction générale de l'Enregistrement.
<i>J.</i>	Jugement du tribunal de.
<i>J. dr. int. priv.</i>	Journal de droit international privé.
<i>J. E.</i>	Journal de l'Enregistrement.
<i>L.</i>	Loi.
<i>R. E.</i>	Revue de l'Enregistrement.
<i>R. G.</i>	Répertoire de Garnier.
<i>R. P.</i>	Répertoire périodique de Garnier.
<i>S.</i>	Recueil de Sirey.
<i>Sol</i>	Solution de l'Adm. de l'Enregistrement.
<i>T. A.</i>	Traité alphabétique (MAGUÉRO).
<i>V.</i>	Voir.
<i>v°</i>	Au mot.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- BESSE. — *Les « Administratie Kantocren » hollandais et nos projets fiscaux* (Revue politique et parlementaire, avril 1913).
- BESSON. — *Traité pratique de la taxe de 3 % sur le revenu des valeurs mobilières* (1887).
- CAILLAUX. — *Les impôts sur les valeurs étrangères* (Revue politique et parlementaire, novembre 1905).
- DALLOZ. — *Répertoire de jurisprudence générale et Supplément.*
- DEMASURES. — *Traité du régime fiscal des sociétés et des établissements publics* (1884).
- DICIONNAIRE DES DROITS D'ENREGISTREMENT (4^e éd., 1909).
- FRANÇOIS-MARSAL. — Communication à la Société d'Economie politique de Paris, du 5 juin 1914 (*Journal des Economites*, juin 1914).
- GARNIER. — *Répertoire général des droits d'enregistrement* (7^e et 8^e éd., 1893 et 1914).
- GUILHOT (L.-H.). — *Manuel de droit fiscal* (5^e éd., 1923).
- HOUPIIN. — *Traité général théorique et pratique des sociétés.*
- JOBIT. — *Régime fiscal des valeurs mobilières en France* (1884).
- *Les valeurs étrangères et les lois d'impôt. Traité Pratique* (1898).
- *Le régime fiscal des valeurs mobilières en Europe* (1901).
- PAUL LEROY BEAULIEU. — *Traité de la science des Finances*; (3^e éd. 1833 et 8^e éd. 1912).
- année.
- LESCURE. — *Le placement des titres étrangers en France et la législation française* (Action nationale, janvier 1913).
- MAGUÉRO. — *Traité alphabétique des droits d'enregistrement* (2^e éd., 1910).
- *Les valeurs mobilières et le projet d'impôt progressif sur le revenu* (Journal des sociétés, 1909).
- *Les valeurs étrangères devant l'impôt* (Revue politique et parlementaire, mars 1911).
- NEYMARCK. — *Les impôts sur les valeurs mobilières, leur répercussion* (1899).

PANDECTES FRANÇAISES.

- PRIMOT. — *Traité théorique et pratique des taxes fiscales françaises et étrangères sur les valeurs mobilières* (1891).
- VEYRIÈRES. — *Les sociétés étrangères en France* (1921).

- WALH. — *Le représentant responsable des sociétés étrangères vis-à-vis du fisc* (Journal du droit international privé, année 1898).
— *Les valeurs mobilières étrangères et le droit de communication* (Revue politique et parlementaire, décembre 1907).
— *Traité du régime fiscal des sociétés et des valeurs mobilières* (1909).

Thèses

- ARBOUX. — *Les valeurs mobilières étrangères sur le marché français* (1913).
AUBRY. — *Admission à la cote des valeurs mobilières étrangères* (1912).
COMBES. — *Exposé historique et critique du régime fiscal des valeurs mobilières étrangères* (1922).
DUCHÉNOIS. — *Régime fiscal des sociétés étrangères en France* (1920).
GÉRARD. — *La taxation des valeurs mobilières étrangères* (1922).
GONDINET. — *Des impôts sur les valeurs mobilières au point de vue économique et fiscal* (1899).
GUILLAUME. — *L'épargne française et les valeurs mobilières étrangères* (1910).
JONESCU. — *Les sociétés étrangères en France et en Roumanie* (1901).
LEBOUCQ. — *Des valeurs mobilières étrangères, des impôts qui les grèvent et de leurs revendications en France* (1890).
MAYER. — *Les valeurs mobilières sur le marché de Londres* (1913).
MOREY. — *Régime fiscal des valeurs mobilières étrangères* (1910).
PAUL DAUPHIN. — *Emission et circulation des titres des sociétés étrangères en France* (1907).
POUGNET. — *Régime fiscal des valeurs mobilières étrangères* (1900).
PROPPER. — *Régime fiscal des valeurs mobilières étrangères* (1905).
RENOU. — *Les valeurs mobilières étrangères, leur rôle social et économique* (1906).
ROBIN. — *Régime légal des valeurs mobilières en France, spécialement au point de vue fiscal* (1899).
YOROWITKH. — *Les valeurs mobilières étrangères à la Bourse de Paris* (1918).

Journaux et Périodiques.

- Action Nationale.*
Bulletin de statistique et de législation comparée, publié par le Ministre des Finances.
Cote de la Bourse et de la Banque (la).
Economiste et le Rentier (l').
France économique et financière (la).
Information (l').
Instructions générales de l'Administration de l'Enregistrement.
Journal de droit international privé.

Journal des économistes.

Journal de l'Enregistrement.

Journal officiel de la République française.

Journal des Sociétés.

Messenger de Paris (le).

Pour et le Contre (le).

Recueil général des lois et arrêts (Sirey).

Rentier (le).

Répertoire périodique des droits d'enregistrement (Garnier).

Répertoire périodique de jurisprudence et de législation (Dalloz).

Revue de l'Enregistrement (Maguéro).

Revue politique et parlementaire.

Revue des sociétés.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — EXPOSÉ CHRONOLOGIQUE	11
Réglementation légale du marché des titres étrangers	11
Législation fiscale	12
<i>a) Première période :</i>	
Loi du 13 brumaire au VII	12
<i>b) Deuxième période :</i>	
Loi du 23 juin 1857	13
Décret du 17 juillet 1857	13
Décret du 11 janvier 1862	14
Loi du 13 mai 1863	14
Loi du 8 juin 1864	14
Décret du 11 décembre 1864	15
Loi du 30 mars 1872	15
Décret du 24 mai 1872	15
Loi du 25 mai 1872	16
<i>c) Troisième période.</i>	
Loi du 29 juin 1872	17
Décret du 6 décembre 1872	18
Loi du 28 décembre 1895	19
Décret du 2 janvier 1896	20
Décret du 10 août 1896	20
Loi du 13 avril 1898	20
Décret du 22 juin 1898	21
<i>d) Quatrième période.</i>	
Loi du 30 janvier 1907	23
Loi du 31 décembre 1907	24
Loi du 30 juillet 1913	24

Loi du 29 mars 1914.....	25
Décret du 21 juin 1914.....	29
Loi du 30 décembre 1916.....	35
Loi du 25 juin 1920.....	36
Loi du 31 juillet 1920.....	37
Décret du 14 décembre 1920.....	37
Décret du 30 mars 1922.....	37
Loi du 22 mars 1924.....	38
CHAPITRE II. — RÉGIME DE L'ABONNEMENT.....	40
A) Circonstances qui rendent l'abonnement obligatoire.....	41
B) Quotité imposable.....	46
C) Modes de liquidation et de paiement de l'impôt.....	48
a) Droit de timbre.....	48
b) Droit de transmission.....	49
c) Impôt sur le revenu.....	50
CHAPITRE III. — RÉGIME DES VALEURS ÉTRANGÈRES NON ABONNÉES.....	53
A) Distinction entre les fonds d'États et les autres valeurs étrangères non abonnées.....	54
B) Droit de timbre.....	56
C) Impôt de transmission.....	61
D) Impôt sur le revenu.....	61
a) Paiement des coupons en France.....	62
c) Encaissement des coupons à l'étranger.....	66
CHAPITRE IV. — SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES ASSUJETTIES A L'IMPOT SUR LE REVENU A RAISON DES BIENS QU'ELLES POSSÈDENT EN FRANCE OU DES EMPRUNTS QU'ELLES Y CONTRACTENT.....	67
A) Sociétés étrangères qui possèdent des exploitations en France.....	67
B) Sociétés qui contractent des emprunts.....	
a) Emprunts contractés en France.....	72
b) Emprunts contractés à l'étranger.....	74

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER — CIRCONSTANCES DANS LESQUELLES LES SOCIÉTÉS ET COLLECTIVITÉS ÉTRANGÈRES SONT OBLIGÉES DE CONSTITUER UN REPRÉSENTANT RESPONSABLE OU DE FOURNIR UN CAUTIONNEMENT.....	77
CHAPITRE II. — CONDITIONS EXIGÉES DU REPRÉSENTANT RESPONSABLE POUR SON AGRÉMENT.....	80
CHAPITRE III. — COMMENT SE FORME L'ENGAGEMENT DU REPRÉSENTANT RESPONSABLE.....	84
A) Désignation du représentant responsable.....	84
B) Engagement personnel du représentant responsable.....	86
C) Agrément du représentant responsable.....	89

CHAPITRE IV. — ETENDUE ET DURÉE DE L'ENGAGEMENT DU REPRÉSENTANT RESPONSABLE.....	91
CHAPITRE V. — NATURE JURIDIQUE DE L'ENGAGEMENT DU REPRÉ- SENTANT RESPONSABLE.....	101
CHAPITRE VI. — LE CAUTIONNEMENT EN NUMÉRAIRE.....	109

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — CRITIQUE DU RÉGIME DE L'ABONNEMENT....	115
A) <i>Réputation des griefs de M. Caillaux contre le régime de l'abon- nement.</i>	
a) <i>Premier grief : Le régime de l'abonnement placerait les sociétés étrangères dans l'incertitude de leurs obligations fiscales.....</i>	115
b) <i>Deuxième grief : Il écarterait les bonnes valeurs étran- gères du marché français.....</i>	119
c) <i>Troisième grief : Il méconnaîtrait le principe d'après lequel l'imposition des valeurs mobilières doit être supporté par les propriétaires des titres.....</i>	121
B) <i>Défauts réels du régime de l'abonnement.</i>	
a) <i>Impossibilité d'empêcher le désabonnement</i>	123
b) <i>Impossibilité d'accorder aux titres nominatifs étrangers les mêmes avantages qu'aux titres nominatifs français.</i>	129
CHAPITRE II. — CRITIQUE DE RÉGIME DES VALEURS NON ABONNÉES.	131
Classement des divers systèmes de taxation.....	131
A) <i>Timbre périodique.</i>	
a) <i>Projet Ribot (1896).....</i>	132
b) <i>Projets de M. Raphaël-Georges Lévy (1904) et de la Chambre syndicale des agents de change (1905).....</i>	133
c) <i>Projet de M. François Deloncle (1910).....</i>	133
B) <i>Impôt sur les coupons (systèmes de M. Caillaux et de M. François-Marsal).</i>	
a) <i>Théories sur l'impôt du timbre.....</i>	134
b) <i>Théories sur l'impôt de transmission.....</i>	136
c) <i>Théories sur l'impôt sur le revenu et système de M. Caillaux ou système actuel.....</i>	139
b) <i>Système de M. François-Marsal.....</i>	143
CHAPITRE III. — LES COMPTOIRS D'ADMINISTRATION.....	145
<i>Les Administratie Kantooren.....</i>	145
<i>Les Trustees.....</i>	148
<i>Les certificats de titres en France.....</i>	149
<i>Le système de la Commission du Sénat de 1909.....</i>	149
<i>Le système de la Commission d'Etudes de 1909.....</i>	150
<i>Le système de l'art. 30 de la loi du 31 juillet 1920.....</i>	151
<i>Le système des Comptoirs d'Administration tel que l'envisage l'auteur</i>	153

CHAPITRE IV. — CRITIQUE DU RÉGIME FISCAL DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES ASSUJETTIES A L'IMPOT SUR LE REVENU EN RAISON DES BIENS QU'ELLES EXPLOITENT EN FRANCE.....	164
A) Justification du procédé de taxation employé par l'Adminis- tration de l'Enregistrement.....	165
B) Causes de la fuite de l'impôt et moyens d'y remédier.....	166
CONCLUSION.....	174
Table des abréviations.....	182
Bibliographie.....	183
Table des matières.....	186

Fontenay-aux-Roses. — Imp. LOUIS BELLENAND ET FILS. — 34.616.
